

SUPERNOVA

revue communiste

N.5 2024



Palestine
Enquête ouvrière Hôtellerie & Restauration
Critique du post-modernisme

Dina Natta
2021, 10/10

SUPERNOVA, revue communiste

"rêver, mais sérieusement" Lénine

Un magazine de travail et d'organisation entre camarades. Une revue capable de lier la nécessité du parti de classe à l'autonomie prolétarienne. Non pas de manière abstraite, mais dans un contexte urbain et impérialiste. Un outil pour commencer à travailler sur une stratégie et des tactiques appropriées, basées sur le socialisme scientifique.

revuesupernova.blogspot.com
mail: supernovarevue@gmail.com
instagram: ce_supernova

Éditorial: l'indépendance des communistes	3
La carte de France , U.P.	6
Palestine: un nouvel épisode de la guerre de cent ans J.S.	10
Interview avec les camarades du Collectif Palestine Vaincra-Toulouse	17
Le postmodernisme F.E.	19
Nietzsche, de droite à gauche M.K.	24
Mots clés : conceptions communiste, gauchiste et postmoderniste, Kites (North America)	27
Pour une critique de l'opéraïsme italien Toni Negri, N.B.	31
Critique du discours post-colonial, Siray (People's March Inde)	44
Enquête ouvrier: Restauration et Hôtellerie	47
Interview avec les travailleurs de SUD Hôtellerie et Restauration-13 Marseille	48
Interview avec les travailleurs CNT-SO branche Nettoyage, Marseille	49



Éditorial

l'indépendance des communistes

Nous vous présentons le 5ème numéro de Supernova, revue communiste éditée par un groupe de camarades de la région PACA. La ville où nous agissons politiquement est Marseille, laboratoire particulier par rapport à la France. Marseille a des caractéristiques particulières, mais nous essayons en tant que Supernova de nous efforcer de donner une vision plus générale de la situation en France.

Comme pour les autres questions, en commençant par la France, nous utilisons deux axes : le front interne et le front externe.

Sur le front intérieur, nous assistons au "lent" déclin de l'imperialisme français, déjà souligné dans les numéros précédents du magazine. Les tentatives de restructuration économique oscillent entre les attaques habituelles contre les secteurs ouvriers et précaires (déterioration des conditions de travail, accélération des contrôles et suppression des arrêts de travail et maladie), et un prétendu néo-protectionnisme économique. Les principaux journaux économiques du MEDEF parlent d'un retour à la production "française", oubliant que les mécanismes financiers, la robotisation, etc. changent sans cesse la donne en matière d'emploi. Du côté des travailleurs, il n'y a pas de réponse générale jusqu'à présent. Cependant, il est intéressant, comme nous le soulignons dans notre dossier sur la restauration et l'hôtellerie, de constater les phénomènes de nouvelle syndicalisation dans des secteurs traditionnellement "non conflictuels", les récentes grèves dans le secteur des coursiers dans les grandes villes françaises. Cela montre que la classe ouvrière réagit, produit des conflits et montre sa capacité de s'organiser. La crise, pour peu qu'elle ne soit pas vécue passivement, représente une "opportunité" pour les communistes et les travailleurs en général, plutôt qu'une infortune....

Le déclin socio-économique français s'accompagne d'un changement du cadre politique. Nous assistons à une intégration de l'ex-Front National dans l'arc citoyen et républicain, dépassant ainsi le dernier tabou « antisémite » ; la participation massive du RN aux manifestations pro-israéliennes et le soutien direct du gouvernement d'Israel à la droite européenne sont désormais des faits publics.

Le "parti-manager" au pouvoir ne parvient plus à obtenir le consensus, mais pour l'instant, il n'a pas d'alternative crédible en matière de gouvernance, à l'exception d' une droite française recomposée. La vieille gauche réformiste est divisée en interne, et se maintient dans un horizon lié à la mécanique keynésienne, qui produit un court-circuit inquiétant en

matière de protectionnisme économique, associant protectionnisme national et liberté de circulation des migrants. Seule note positive, la position sur la guerre en Palestine, sans se prononcer directement en faveur des Palestiniens contre le colonialisme sioniste, s'est néanmoins démarquée de la propagande officielle pro-israélienne. Cependant, cela a provoqué de nouvelles fractures en son sein. Du côté de l'extrême gauche, outre l'éternel théâtre identitaire des organisations trotskistes, nous avons les secteurs autonomes et alternatifs-libertaires en plein désarroi, la guerre en Palestine rompt le " fil rouge " qui reliait le Rojava à la " résistance ukrainienne ". Le manque absolu d'analyse de classe et d'analyse internationale a conduit ces secteurs à prendre indirectement des positions atlantistes....

Du côté communiste, en revanche, en ce qui concerne la France, nous n'avons pas de bonnes nouvelles. Le mouvement communiste succombe encore aux idéologies réformistes, ou de "survie", espérant le moins pire, fantasmant sur une hypothétique Russie anti-impérialiste et une Chine socialiste "post-maoïste"...

Notre position est souvent minoritaire plus souvent encore absente : l'approche qui fait de l'indépendance des communistes l'axe central de leur stratégie¹. Indépendance qui se traduit par la promotion d'une ligne politique capable de dépasser et de rompre avec les vieilles approches keynésiennes ou la logique de campisme sur le front international. Indépendance qui, pour les communistes, signifie remettre au centre la question de l'unité de classe et populaire et de la rupture révolutionnaire. L'unité pour les communistes, c'est avoir la capacité de recomposer des secteurs de classe et populaires, sur des positions et des fronts, capables de peser sur la société, du niveau syndical au niveau social et culturel. Par rupture révolutionnaire, nous entendons le problème de l'État bourgeois, qui ne peut être réformé ! Et il est inévitable que le problème politico-militaire pour une formation communiste soit une question centrale.

Ce problème n'est pas l'acceptation ou le refus de la violence, quiconque a participé à une manifestation et vu comment les CRS actuels sont habillés comprend ce qu'est la violence. Le problème est de comprendre l'importance du programme politico-militaire des communistes, un programme qui, tout en se basant sur l'expérience historique du mouvement communiste international, est capable de relever les défis et les changements sociaux que la société dans son ensemble présente aujourd'hui.

Les communistes sont une force révolutionnaire pour ces simples raisons : "Les

¹ Défenseurs de l'indépendance des communistes, mais de manière contradictoire, certains groupes de la Jeunesse Communiste française et certains groupes de jeunes "maoïstes" actifs en France: Nouvelle Epoque et La Cause du Peuple.

communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points : Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat. Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité. Pratiquement, les communistes sont donc la fraction la plus résolue des partis ouvriers de tous les pays, la fraction qui stimule toutes les autres ; théoriquement, ils ont sur le reste du prolétariat l'avantage d'une intelligence claire des conditions, de la marche et des fins générales du mouvement prolétarien. Le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les partis ouvriers : constitution des prolétaires en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat. Les conceptions théoriques des communistes ne reposent nullement sur des idées, des principes inventés ou découverts par tel ou tel réformateur du monde. Elles ne sont que l'expression générale des conditions réelles d'une lutte de classes existante, d'un mouvement historique qui s'opère sous nos yeux. "Manifeste du Parti Communiste, 1848, K.Marx F.Engles

Sur le plan extérieur, nous assistons au découplage d'une partie des nations africaines de la France. Un phénomène contradictoire, mais qui suppose une réelle nouveauté politique pour le continent africain. L'hystérie avec laquelle le gouvernement a accueilli les manifestations pro-palestiniennes en France, et la répression de certains secteurs syndicaux en solidarité avec la Palestine, sont des signes clairs que les blessures subies par le gouvernement lors des journées d'émeutes de cet été sont encore ouvertes. La capacité de masse des mobilisations pro-palestiniennes a franchi les limites des premières restrictions législatives au droit de manifester. Nous notons également que certains secteurs de travailleurs liés au transport maritime et à la logistique ont directement manifesté leur soutien en faisant grève et en refusant de charger des navires d'armes à destination d'Israël. Un phénomène qui a touché de nombreux travailleurs en Europe et dans le monde.

La Palestine a polarisé le débat, mettant en lumière de nombreuses ambiguïtés de la gauche parlementaire et alternative. Nous parlons de polarisation, alors que nous assistons également à des mouvements réactionnaires de masse, qui atteignent des formes extrêmes, comme l'action "para-militaire" de l'extrême droite dans le village de Romans-sur-Isère contre l'immigration. Les masses qui soutiennent la Palestine sont à leur tour opposées aux "masses" réactionnaires anti-immigration et pro-sionistes, dans une "guerre entre les pauvres" brutale mais malheureusement réelle. Il est clair que pour contrer tout cela, il est vain de jouer la carte de la morale, car elle est perçue comme une solution de " privilégiés

débonnaires " à des années lumière de la précarité sociale critique que la France et l'Europe connaissent aujourd'hui¹.

L'internationalisme prolétarien aujourd'hui, s'il veut retrouver un sens central pour les communistes, doit pouvoir combiner un prolétariat «multinational»² qui traverse les nations, en se débarrassant de nombre de mythes fondateurs chers à la gauche classique: culture localiste artisanale et paysanne, bon colonialisme, eurocentrisme, etc...³

Le mouvement communiste doit être bien conscient de ce qu'est le prolétariat aujourd'hui, de ce que sont ses intérêts de classe, et ne pas les confondre avec les attitudes et les besoins des classes moyennes qui sont aujourd'hui de plus en plus effrayées du processus de "prolétarisation".

La centralité du conflit en Palestine impose une analyse approfondie de notre revue. Le conflit palestinien remet au centre trois questions centrales pour les communistes : 1) La capacité d'action et l'indépendance des forces anticoloniales et anti-impérialistes. La gauche révolutionnaire palestinienne a elle-même réussi, malgré son extrême faiblesse, à jouer un rôle dans l'actuel front armé contre Israël. 2) Le soutien populaire à la lutte armée 3) L'internationalisation du conflit palestinien, remettant au centre les questions panarabes, voir le soutien direct et concret des Yéménites à la cause palestinienne.

La dernière partie de la revue est consacrée à la critique du post-modernisme. Une grille de lecture que l'on peut définir comme hégémonique dans la gauche officielle et alternative. Une énième tentative de certains secteurs bourgeois d'imposer leur point de vue aux classes subalternes. Un nouveau "révisionnisme" moderne⁴. Les vagues "révisionnistes"

1 Prenons l'exemple de l'émeute urbaine anti-immigrés qui s'est déroulée récemment à Dublin. Cette révolte brise le mythe de l'Irlande "heureuse" et "gentille". La lecture du gouvernement irlandais, relayée par toute l'extrême gauche européenne, est faible. Il a présenté la révolte de Dublin comme une manifestation des partisans de l'extrême droite. La manifestation a été massivement suivie par des jeunes et très jeunes Irlandais issus des quartiers populaires. Il est clair que dans ce contexte, les groupes organisés d'extrême droite cherchent des espaces. Mais désigner toute cette masse comme étant organisée par l'extrême droite est une excuse pour ne pas remarquer ce qui se passe aujourd'hui dans les ceintures urbaines populaires irlandaises, à leurs problèmes de logement et de travail.

2 Nous utilisons à dessein ce terme hérité du verbiage économique. Par cela, nous entendons que le caractère international du prolétariat, loin d'être le fruit d'une volonté, est la simple réalité des chaînes de production, que ne sauraient remettre en cause ni les idéologues réactionnaires, ni les faibles leviers des politiques protectionnistes

3 Ces points ont constitué la base du Parti Socialiste français et, d'une certaine manière, du Parti Communiste français lui-même

4 Le mouvement ouvrier révolutionnaire a connu deux grandes vagues révisionnistes dans le passé. Nous parlons de "révisionnisme" par rapport au programme scientifique socialiste *vulgairement* appelé marxisme. La première vague a eu lieu à la fin des années 1800 et au début des années 1900, par le biais du réformisme social-démocrate allemand: le mouvement est tout, la fin n'est rien. La deuxième vague a eu lieu vers la fin des années 50 du siècle dernier. La soi-disant déstalinisation ou diabolisation de Staline et l'expérience de l'URSS et du mouvement communiste des années 1920 à 1940. Cela s'est concrétisé par le mot d'ordre de la coexistence du monde socialiste et du capitalisme. Aujourd'hui, cette théorie est utilisée par le gouvernement chinois actuel lorsqu'il parle d'"harmonie" dans les relations sociales en Chine et dans les relations internationales. Un élément de cette vague "révisionniste" était

ont frappé cycliquement le mouvement prolétarien. Celui-ci n'est jamais isolé, mais toujours traversé par ces vagues. Ce mécanisme est inévitable, car les pensées de la société sont les pensées de la classe dominante. La bataille idéologique, même avec nos forces limitées, elle-même est une lutte de classe pour les communistes. Notre critique se veut non superficielle. Nous analyserons donc les présupposés historiques à partir desquels la pensée post-moderne et ses versions "originales", comme dans le cas du courant "operaïste italien", ont vu le jour.

Nous nous concentrerons sur l'un de ses penseurs les plus particuliers, le philosophe Toni Negri, récemment décédé. La pensée de Toni Negri a sans aucun doute exercé une fascination directe et indirecte sur les mouvements autonomes et alternatifs d'aujourd'hui.

Par conséquent, la critique de ses positions n'est pas une bataille d'idées, mais de positions politiques et sociales, de pratiques, de choix et de stratégies différents, entre nous, communistes, et les soi-disant "autonomes".

Trois concepts émergent des philosophies postmodernes: le langage, le pouvoir et le savoir à partir desquels trois thèses sont formulées: 1. Le langage ne représente pas la réalité, le concept d'idéologie est donc inopérant. Chaque époque détermine ses propres jeux de langage. 2. Le pouvoir est intimement lié au savoir et ne peut être réduit à la contradiction que constitue la lutte des classes. Le pouvoir s'infiltré dans tous les champs de l'existence et n'a pas pour seule fonction de reproduire les rapports de production. Il existe différents types de pouvoirs qui ne fonctionnent pas sur le modèle pyramidal (infrastructure et superstructure). La seule lutte possible devenant la lutte contre le pouvoir au quotidien. 3. L'homme postmoderne ne croit plus en la vérité absolue. Il n'existe aucune vérité objective analysable par une méthode scientifique. Le savoir scientifique est une espèce de discours parmi d'autre qui trouve sa légitimation dans des métarécits, comme le serait celui de la société sans classe. La question n'est pas de savoir si un énoncé est vrai mais de comprendre quelles sont ses conséquences en termes de pouvoir et de savoir.

Il s'agit d'une pensée de l'indétermination maximale. Nous voyons bien en quoi ce positionnement théorique conduit à un rejet de l'explication systémique, du matérialisme historique et de son moteur, la lutte des classes révolutionnaire. Partant de l'idée que la lutte révolutionnaire ne répond pas à l'ensemble des demandes, le discours politique postmoderne postule une fragmentation des luttes en particularismes, ce qui est souvent qualifié de «lutte pour le droit des minorités». Ce problème des luttes minoritaires de la difficulté à lier des intérêts, des langages profondément différents constitue le cœur du problème. La gauche alternative post-moderne répond

par «l'intersectionnalité», la lutte au niveau local. La gauche alternative indique que les marxistes n'auraient aucun intérêt à ce que les luttes locales aboutissent, car elles ne feraient que diminuer le potentiel révolutionnaire d'une société donnée. Le communisme n'est pour le post-moderne qu'une modalité de pouvoir parmi d'autres. Leur pensée du pouvoir oppose le monde entre dictature et démocratie.

La dictature du prolétariat est une dictature, on ne saurait le nier. Il s'agit au contraire de l'affirmer. Mais il ne suffit pas de le dire. Nous devons considérer l'expérience de ce que fut l'assaut du ciel au siècle dernier (l'URSS et l'expérience des pays socialistes et des révolutions anti-impérialistes) comme une tentative du mouvement ouvrier révolutionnaire, non pas en paroles mais en actes, de briser concrètement les relations de pouvoir entre les classes. Quiconque s'y oppose, quiconque nie cette tentative, s'oppose à la possibilité de rêver et de réaliser le socialisme, et donc à notre propre classe. Surmonter les mêmes expériences du passé, tâche nécessaire pour les communistes, ne signifie pas abandonner l'assaut du ciel, mais plutôt comprendre quels sont les outils nécessaires aujourd'hui par rapport au passé.

Nous regrouperons sous le terme de «philosophie postmoderne» l'ensemble des théories politiques et philosophiques diverses et, dans une certaine mesure, indépendantes les unes des autres. Etudier les théories postmodernes en tant que telles n'a aucun intérêt. Si nous proposons une réponse aux théories postmodernes c'est pour mettre en évidence que ces dernières constituent à la fois le cadre de pensée de la gauche bourgeoisie alternatif. En somme, repérer nos ennemis là où ils sont le mieux caché. La postmodernité se pose comme dépassement de la modernité marxiste, Foucault lui-même se considérant comme «plus matérialiste» que Marx. Nous chercherons à exposer ici en quoi «la postmodernité» n'est qu'une phase de la modernité capitaliste analysable par le prisme de la critique marxiste.

Janvier 2024



également la négation de la lutte des classes dans les pays socialistes.

La carte de France

Pour intervenir, politiquement, il faut avoir une vision claire du contexte dans lequel on agit. Souvent, l'activité génèreuse des différents groupes de communistes et de militants de la gauche prolétarienne se heurte à un activisme vide¹, souvent lié à une incapacité à lire le présent et à identifier les tendances actuelles.

La République française compte 67,8 millions d'habitants (dont 2,2 millions dans les cinq départements d'outre-mer) sur un territoire de 641 184 km², soit 105 habitants par km². Pour esquisser brièvement les caractéristiques socio-économiques, nous pouvons par utiliser l'ancienne ligne « Marseille-Le Havre ». Elle différenciait la trajectoire socio-économique du nord-est du pays, précocement urbanisé et industrialisé, de celle du sud-ouest, resté plus agricole et rural. Depuis trente ans, le développement des pôles métropolitains de la France de l'Ouest (Toulouse, Bordeaux, Nantes, Rennes), avec par exemple l'émergence de nouveaux secteurs très spécialisés (l'informatique à Bordeaux, l'aéronautique dans la région toulousaine) et l'industrialisation de l'agriculture ont complexifié la géographie industrielle du pays.

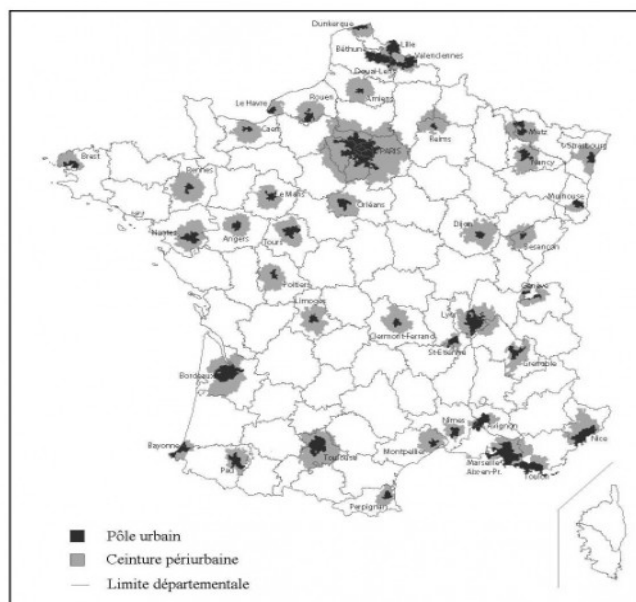
Les régions les plus peuplées sont l'Ile-de-France, Rhône-Alpes, Hauts-de-France, Grand Est et PACA. Les moins de 20 ans représentent 24 % de la population et les plus de 60 ans, 26,6 %. L'espérance de vie à la naissance est de 79,7 ans pour les hommes et 85,6 ans pour les femmes. Comme pour les autres pays européens, l'évolution de la population est vieillissante et les projections montrent un ralentissement de l'augmentation de la population après 2050. La chute de la natalité se poursuit en France, comme le confirment les données de l'Insee. Au cours des sept premiers mois de l'année 2023, 370 500 bébés sont nés dans l'Hexagone, soit environ 29 000 de moins qu'à la même période en 2022, ce qui représente une baisse des naissances de 7 %. Cette tendance s'observe depuis maintenant une décennie.

Le solde naturel en France, c'est-à-dire la différence entre les naissances et les décès, s'approche désormais de zéro et n'a jamais été aussi bas depuis la Seconde Guerre mondiale. Le nombre de naissances au sein d'une population dépend de deux facteurs: le nombre de femmes en âge de procréer et le taux de fécondité (ou nombre d'enfants par femme), qui est passé dans l'Hexagone de 2,0 à 1,8 en l'espace de dix ans².

1 Nous restons cependant convaincus qu'il vaut mieux agir et faire des erreurs que de rester perpétuellement à la porte et d'observer les événements du haut d'une tour. L'expérience, les erreurs sont nécessaires pour accumuler de la force et des compétences politiques.

2 Ces facteurs sont liés aux dimensions productives, sociales et culturelles des différents territoires.

80 % de la population est urbaine. Les principales aires urbaines sont : Paris (12,6M d'habitants), Lyon (2,3M), Marseille-Aix (1,7M), Toulouse (1,3M), Bordeaux (1,2M), Lille (1,2M), Nice (1M), Nantes (0,9 M), Strasbourg (0,8M), Rennes (0,7M). Ces dix villes représentent 23,7 millions d'habitants, soit 35% de la population totale du pays, et un habitant sur cinq habite en région parisienne.



Les émeutes urbaines qui ont éclaté en France suite à l'assassinat du jeune Nahel lors d'un contrôle policier ont ravivé les débats déjà anciens sur les problèmes des banlieues françaises, qui mêlent à la fois des questions sociales, historiques, d'urbanisme et de sécurité. Malgré les "plans banlieues"³ déployés dans le pays depuis plus de quarante ans, les politiques menées à l'égard des quartiers populaires n'ont pas réellement réussi à résorber la fracture sociale qui subsiste avec le reste de la population française⁴.

Ces quartiers dits "prioritaires" sont généralement définis par le niveau de revenu de la population : moins de 11 250 euros annuels par habitant. Le gouvernement

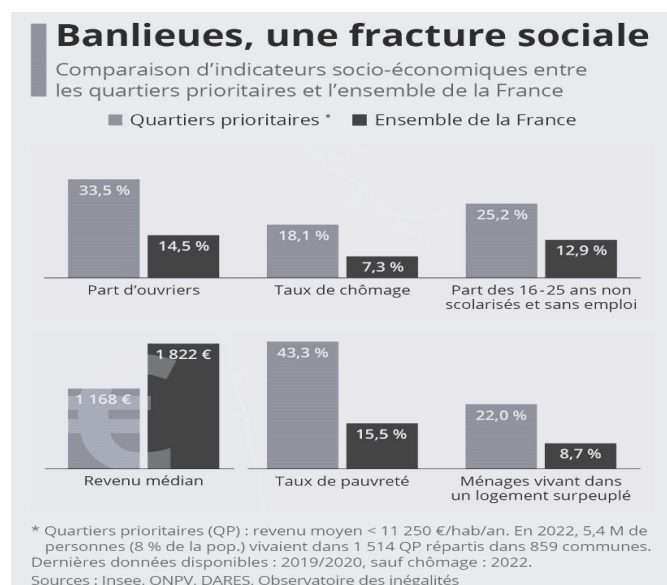
3 Les plans banlieues ont été déployés par l'Etat depuis les années 1977, sous le gouvernement de Valéry Giscard d'Estaing, on en compte plus d'une dizaine depuis 40 ans. L'objectif affiché est la réhabilitation de l'espace urbain dans les cités et notamment des logements, HLM.

Les premières émeutes d'envergure éclatent en banlieues dans les années 1980. Ce cher François Mitterrand que certains semblent regretter (sic) en arrivant au pouvoir en 1981, le gouvernement prend des mesures : création des Zones d'Éducation Prioritaires, des missions locales... et pour l'urbanisme, il lance le plan « Banlieue 89 » avec 2 architectes... avec cette phrase d'« architecte » « 89, c'est demain, avec le bicentenaire on se pose la question de notre démocratie, où on en est de la cité, des privilèges... Pourquoi le tiers de la population vit dans les "banlieues" soient loin du centre, dévalorisés. Il faut un immense mouvement, que les entrepreneurs proposent aux municipalités pour produire des morceaux de ville, aussi beaux que les centres. » Tout un programme... Entre les années 1990 et l'arrivée au pouvoir de Macron pas moins de 8 plans banlieues avec peu ou prou les mêmes visées sont déployés.

4 Environ 8% de la population française, soit cinq millions de personnes, habite les quartiers dits périphériques. Ce sont des quartiers devenus prioritaires de la politique de la ville, qu'on identifie surtout par leur niveau élevé de pauvreté. Le revenu disponible médian est de 14 000 euros par an en banlieue, contre 22 000 euros au niveau national.

français dénombre 1514 quartiers prioritaires répartis sur 859 communes et ils concernent environ 5,4 millions d'habitants, soit 8 % de la population française. Ces quartiers situés aux marges des villes concentrent les populations les plus exposées aux difficultés financières et aux problèmes sociaux : familles monoparentales les plus modestes, jeunes et immigrés les moins qualifiés.

Dans ces quartiers, le taux de chômage est 2,5 fois plus élevé que la moyenne nationale et environ le quart des jeunes de 16 à 25 ans sont non scolarisés et sans emploi (contre 13 % dans l'ensemble de la population). La moitié des habitants des quartiers prioritaires vit avec moins de 1 168 euros par mois (revenu net médian), contre 1 822 euros pour la moitié de l'ensemble des Français. Cela représente environ 650 euros de moins par mois pour vivre. Le taux de pauvreté dans les quartiers prioritaires dépasse ainsi 40 %, un chiffre 3 fois plus élevé que la moyenne nationale. Plus de 10 millions de personnes vivent en dessous du seuil de pauvreté en France.



La France est membre de l'ONU (1945), de l'OTAN et du Conseil de l'Europe (1949), de l'Union Européenne (1957), de l'OCDE (1960), du G7 (1975), de l'OMC (1995), du G20 (1999). La France possède le cinquième budget de la Défense au monde. Elle est la troisième puissance nucléaire militaire mondiale, et l'un des cinq membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies.

La France est aussi membre de la zone euro, de l'espace Schengen, de l'UNESCO, de la commission de l'Océan Indien et de la communauté du Pacifique. Elle possède la deuxième plus grande Zone Economique Exclusive, derrière les États-Unis et devant l'Australie, avec 10,2 millions de km².

En 2018, selon le FMI, la France est la troisième puissance économique d'Europe, la sixième puissance économique mondiale, avec un PIB nominal de 2775 milliards de dollars. Cependant, nous assistons à son

lent déclin en ce qui concerne son poids économique et politique dans les équilibres au sein de l'UE et d'autres espaces territoriaux (Afrique, Moyen-Orient).

La population active est estimée à 30 millions de personnes : 10 % sont en CDD, 75 % en CDI, 1,5 % sont apprentis, 2,5 % intérimaires, et 11 % sont considérés comme non-salariés. Les 27 millions de salariés sont pour 2,5 % dans l'agriculture, 13,3 % dans l'industrie, 6,7 % dans la construction et 76,1 % dans les services. Le taux d'emploi des 15-64 ans est de 75,8 % pour les hommes et 68,2 % pour les femmes. Le taux d'emploi des 15-24 ans est de 37,7 %.

La France compte 7,15 millions de chômeurs en cumulant les catégories A, B et C de Pôle Emploi. Ces chiffres doivent bien sûr être interprétés, puisqu'ils ne concernent que les "chômeurs" certifiés.

5,7 millions de personnes travaillent dans le secteur public (dont un million sous statut de contractuels) : 44,2% travaillent dans la fonction publique d'État, 34,8% dans la fonction publique territoriale et 21% dans la fonction publique hospitalière. La police nationale compte 150000 agents et l'armée 274000 actifs dont 70000 réservistes et 61000 personnels civils.

Selon le Code du Travail, le temps de travail hebdomadaire légal à temps plein est de 35 heures et ne peut dépasser 10 heures par jour en théorie. Mais selon les branches professionnelles et les conventions collectives, l'aménagement du temps de travail est très variable. Les salariés français ont droit à 11 jours fériés payés par an et à 25 jours de congés payés. Pour le congé maternité, les employées ont droit à 6 semaines avant et 10 semaines après l'accouchement, et à partir du troisième enfant 8 semaines avant et 18 semaines après l'accouchement. 16,2 millions de personnes sont retraitées.

Les ouvriers (du secteur industriel), sont 5,5 millions. Les mécanismes de désindustrialisation qui ont déferlé sur la France sont à bien des égards les mêmes que ceux qui ont déferlé sur les principaux pays impérialistes. Le déplacement de l'industrie vers d'autres pays, la robotisation et l'automatisation de certaines tâches ont certes fait diminuer le nombre d'ouvriers d'usine sur plusieurs décennies¹. Mais il faut aussi prendre en compte la tertiarisation de l'économie dans laquelle on trouve des employés (selon la catégorie de l'Insee) dans les services qui font des travaux répétitifs, devant respecter des cadences comparables aux ouvriers d'usine. Sans oublier une précarisation de l'emploi, avec les CDD, l'intérim, la sous-traitance, les travailleurs saisonniers, les auto-entrepreneurs qui représentent des millions de

¹ Les mécanismes de réindustrialisation souvent mis en avant par les gouvernements occidentaux, à l'instar du gouvernement français, sont des gadgets de "propagande" dans la mesure où la réindustrialisation elle-même n'affecterait pas beaucoup le niveau de l'emploi, les usines étant plus petites et plus robotisées. Cette campagne de réindustrialisation est davantage liée à une bataille idéologique pour contenir les poussées néo-populistes et protectionnistes qui traversent les grands pays aujourd'hui.

prolétaires au quotidien précaire faisant un travail d'ouvrier au sens propre du terme¹. Selon l'Insee en 2017, 3,9 millions d'entreprises composent le système productif marchand, hors secteurs agricole et financier. 257 grandes entreprises (GE) rassemblent 23 000 unités légales, emploient 3,4 millions de salariés en équivalent temps plein (EQTP), soit 26 % du total, et contribuent à 31 % de la valeur ajoutée (VA). À l'opposé, 3,7 millions de microentreprises (MIC) emploient 2,4 millions de salariés, soit 19 % du total et génèrent 20 % de la valeur ajoutée. Entre ces deux extrêmes, 5 700 entreprises de taille intermédiaire (ETI) et 148 000 petites et moyennes entreprises (PME) emploient respectivement 25 % et 30 % des salariés (EQTP) et génèrent 26 % et 23 % de la VA.

Selon l'Insee les entreprises publiques sont définies comme l'ensemble des sociétés directement détenues majoritairement par l'État ou appartenant à des groupes dont la tête est détenue majoritairement par l'État. Fin 2017, l'État contrôle 1 751 sociétés françaises, dont 89 directement. Les 767 400 salariés travaillant dans ces sociétés représentent 3,1 % de l'emploi salarié en France. Près de 80 % des sociétés détenues majoritairement par l'État appartiennent aux trois plus grands groupes : La Poste, SNCF et EDF.

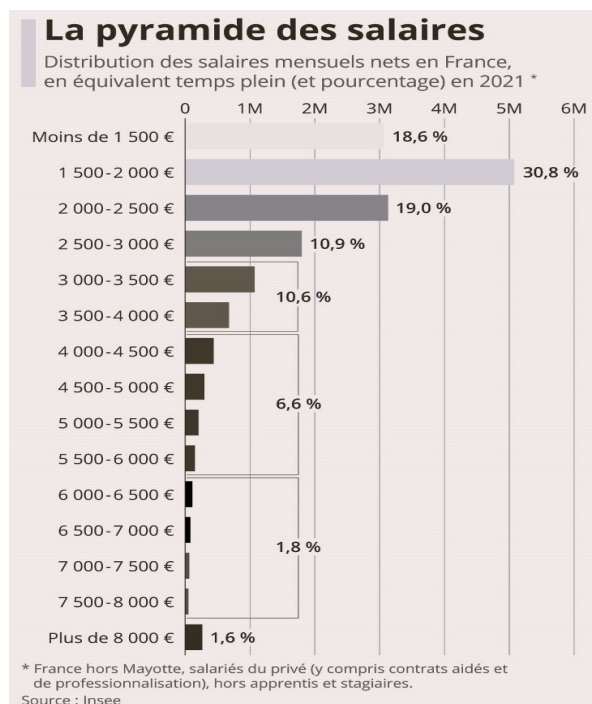
La répartition même des travailleurs dans les secteurs industriels a changé, Airbus, c'est plus de 13.000 salariés dans la seule région toulousaine, contre un peu plus de 11.000 pour PSA à Montebeliard, dans l'Est. Les entreprises d'électronique, d'informatique et d'équipement électrique sont également bien représentées dans le classement de l'Usine Nouvelle : Thalès à Gennevilliers, Legrand à Limoges, Schneider électrique à Grenoble... Au total, six sites industriels de premier plan totalisent presque 20.000 emplois.

La dernière étude annuelle de l'Insee donne un aperçu de la distribution des salaires dans l'Hexagone. En 2021, le salaire moyen d'un salarié du secteur privé s'élevait à 2 524 € nets par mois en équivalent temps plein (EQTP). Mais ce chiffre est tiré à la hausse par les très gros revenus. En effet, la médiane des salaires nets est inférieure de 20 % à la moyenne, traduisant une plus forte concentration des revenus dans le bas de la distribution. Le salaire net médian - qui signifie que 50 % des salariés français gagnent moins que cette somme et que l'autre moitié gagne plus - se situe ainsi à 2 012 € nets mensuels.

La France était en 2021 le troisième pays ayant accueilli le plus de migrants (environ 336 000), derrière l'Allemagne (874 000) et l'Espagne (529 000), ce nombre était l'un des plus faibles par rapport à la population totale du pays. La France n'avait à l'époque reçu que 5,1 migrants pour 1 000 habitants. Il est évident que l'analyse statistique des flux d'immigration est compliquée, car les situations "grises" ne peuvent pas être comptabilisées. Cependant, l'utilisation politique que des secteurs de la bourgeoisie font de l'immigration, à travers la guerre entre les pauvres, reste claire, comme l'est la nécessité pour les communistes de rompre absolument avec les politiques visant au protectionnisme économique qui favorisent inévitablement les nouveaux mouvements de masse réactionnaires.

58,4 des 67,8 millions de personnes résidant en France en 2022 étaient elles-mêmes Françaises et nées en France, soit 86 % de la population. D'après l'Insee, 7 millions d'immigrés vivaient en France, soit 10,3 % de la population. Ils étaient 4,5 millions à être de nationalité étrangère, et 2,5 millions à avoir obtenu la nationalité française. Comme le précise l'Insee, près de la moitié des étrangers vivant dans le pays étaient originaires d'Afrique, principalement du Maghreb.

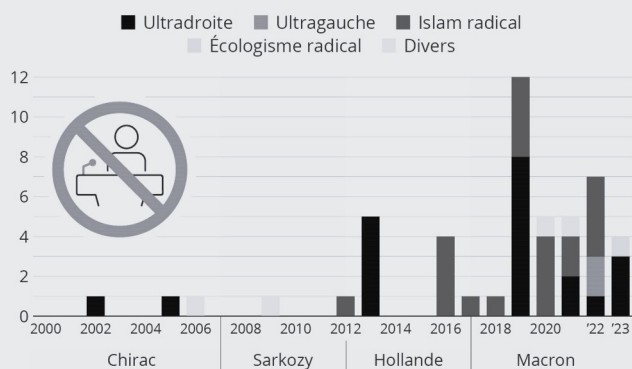
La crise du "système" français se manifeste également par le rôle autoritaire de plus en plus direct de l'État et de ses organes répressifs. Le nombre de demandes de dissolution de groupes et d'associations a fortement augmenté depuis l'arrivée à l'Élysée d'Emmanuel Macron en 2017 : le record du nombre de demandes de dissolutions sous la Ve république a ainsi été atteint sous la présidence de l'actuel chef de l'État, durant laquelle 34 procédures ont été lancées. Le record appartenait jusque là au premier président de l'actuelle république, Charles de Gaulle, sous le mandat duquel 28 demandes avaient été déposées, notamment contre des associations communistes en 1968. Depuis 2000, une très large majorité des procédures de dissolution visent des groupes et associations d'extrême droite, ou se revendiquant de l'Islam "radical", et plus généralement avec les structures et collectifs solidaires de la lutte du peuple palestinien. La France compte environ 106 détenus pour 100 000 habitants.



¹ En ce qui concerne l'interprétation statistique de la diminution du nombre de travailleurs industriels, nous renvoyons à l'introduction de l'ouvrage K.Marx-F.Engels Sur les ouvrières, la science et la lutte, Contradiction Editions, 2022

Le gouvernement accélère les dissolutions d'associations

Demandes de dissolutions d'associations ou de groupes depuis 2000, par appartenance politique



Source : Légifrance

La crise française se manifeste également dans la liquidité des organisations et des mouvements politiques. Les techniciens sont au centre de la politique, les tendances culturelles survivent mais changent dans ce contexte. Aujourd'hui, accuser le RN de fascisme ne veut plus dire grand-chose, car de nombreux stéréotypes ont été renversés, pensez au jugement porté sur les juifs, sur les femmes, sur la communauté LGTB¹. Il est plus intéressant d'analyser comment, au niveau des intérêts économiques, il y a une convergence, par opposition à un conformisme inévitable dans les relations de pouvoir entre les classes. Plus l'économie est au centre et commande, plus la politique est autoreprésentée. Dans un monde dominé par les mécanismes financiers et les chaînes de production internationales, les appels au localisme et au particularisme se font de plus en plus pressants. Un jeu de miroir déformé qui rend difficile l'identification des rapports de force actuels entre les classes et les priorités nécessaires à l'intervention politique. Il suffit d'observer l'analyse biaisée/déformée des flux électoraux. Pour la majorité des métropoles (Bordeaux, Toulouse, Lille, Poitiers, Marseille, Clermont-Ferrand), la modalité dominante est celle de centres qui s'abstiennent plus que leurs alentours. Cela fait écho à la configuration « nord-américaine » des métropoles de province, où la fragilité sociale se concentre plutôt dans le centre et les couronnes proches, du fait notamment de la présence de quartiers d'habitat social et de populations immigrées.

Jusqu'aux élections de 2022, les interventions médiatiques relatives aux « territoires du vote » pouvaient se diviser en deux grandes catégories. Les premières mettaient en avant une France coupée en deux sur la base de quelques statistiques assorties d'interprétations socioculturelles pour le moins fragiles. On y trouve toujours, peu ou prou, les succédanés de la France « périphérique », selon l'expression à succès de Christophe Guilluy (2014),

opposant une France populaire, déclassée par la mondialisation et réfractaire à l'écologie à une France « d'en haut », métropolitaine, multiculturaliste et mobile, ayant intérêt à la reproduction du « système ». Nous observons une stratification beaucoup plus complexe qui se manifeste également dans la division presque homogène du vote (Abstention 12 800 000, Macron 9 800 000, Le Pen 8 100 000, Mélenchon 7 700 000).

On peut au moins voir 4 types de France différents². Mais la donnée qui nous intéresse est que dans les quartiers populaires et prolétariens des principales banlieues et des villes populaires, la droite et le centre ne gagnent pas, mais l'abstention prédomine, et en deuxième position, nous avons la gauche réformatrice.

Cela doit nous interroger par rapport à deux récits trop souvent présents dans la gauche révolutionnaire : le vote des travailleurs à droite et la fin de la gauche réformatrice. Les indicateurs de vote nous montrent que les ceintures ouvrières et populaires ne votent pas, déjà à l'intérieur du mécanisme de désintégration lié à la crise et aux mécanismes impérialistes contradictoires. Cela ne veut pas dire qu'ils sont perméables et capables de développer une autonomie prolétarienne, car ils peuvent être le vivier de recrutement des mouvements réactionnaires de masse modernes. Cependant, trop souvent, le travail politique dans les secteurs ouvriers et prolétariens a été complètement abandonné. De plus, il faut considérer qu'il ne suffit pas de se déclarer pour l'unité des luttes, alors que celles-ci sont souvent menées par des secteurs sociaux qui, dans la situation économique actuelle, sont souvent en conflit les uns avec les autres. Le rôle des communistes est d'être partout si possible et de comprendre les espaces de viabilité et de perspective que se donnent les différents mouvements sociaux, sans pour autant courir après de faux raccourcis, qui n'aboutissent qu'à une liste de phrases théâtrales.....

La capacité d'influence de la gauche réformatrice au sein de certains secteurs populaires et le contrôle des principales centrales syndicales nécessitent un plan de plus grande autonomie pour les communistes et leur nouvelle capacité d'indépendance.

L'indépendance, ce n'est pas le sectarisme, mais c'est la capacité à travailler sur un programme capable de mettre au centre les besoins réels pour l'autonomie du prolétariat. Les communistes ne peuvent pas se considérer comme grégaires dans ce contexte. Avoir la capacité d'être indépendant, c'est sortir du mécanisme de "défaite" et de "survie" dans lequel les 30 dernières années ont relégué le mouvement communiste. La crise française, dans sa spécificité, s'inscrit dans un bouleversement plus général des équilibres politiques et économiques mondiaux. Cette nouvelle situation doit représenter pour nous une chance et non pas être vécue passivement. Ceux qui se battaient pour le moins pire, se battent aujourd'hui pour le pire.

U.P.

¹ La haine de classe et de race contre les secteurs prolétariens, reste inchangée.

² Pour l'analyse détaillée des flux d'électeurs en France, nous renvoyons à la revue L'internationaliste, journal d'analyse marxiste

Palestine: un nouvel épisode de la guerre de cent ans

L'opération « déluge Al Aqsa » et la nouvelle guerre de Gaza

La liquidation de la cause palestinienne n'aura pas lieu car elle vient de loin. Tout ce qui se déroule au Proche-Orient depuis octobre 2023 doit être compris comme un épisode d'une guerre coloniale de 100 ans, une guerre qui n'a toujours pas été soldée grâce aux efforts telluriques d'un peuple palestinien qui refuse sa dépossession définitive, sa soumission et son anéantissement progressif.

L'opération « déluge Al Aqsa » s'est déroulée le 7 octobre et a frappé le monde de stupeur tout en brisant le *statu quo* à l'échelle locale et globale. Les forces combattantes palestiniennes de Gaza ont mené de concert¹ une opération inédite dans son ampleur, sa préparation et ses retombées. En une journée, les Palestiniens sont redevenus les porte-drapeaux de l'insoumission des déshérités du monde et de leur capacité d'initiative malgré un rapport de forces entièrement à leur désavantage. Cette capacité de renversement est la première leçon que doivent retenir tous ceux pour qui l'ordre du monde capitaliste est un enfer et qui aspirent sincèrement au renversement de l'ordre établi. Le 7 octobre des milliers de Palestiniens ont franchi le mur qui encercle et enferme totalement la petite bande de Gaza et les enfants et petits-enfants des dépossédés de 1948 sont retournés sur les terres volées, et ont attaqué les casernes, les postes frontières, une improbable rave-party, les « villes interdites » et diverses implantations coloniales. Les systèmes de surveillance les plus sophistiqués et la domination militaire écrasante n'ont pas résisté à cet assaut.

Les objectifs de l'opération du 7 octobre ont été présentés avec une grande clarté par ses initiateurs : remettre la question palestinienne à l'ordre du jour de la scène internationale en poussant chaque force politique à se positionner, obtenir la libération des prisonniers palestiniens, faire échouer le rapprochement des Etats arabes qui abandonnent une nouvelle fois la cause palestinienne à travers les « accords d'Abraham »², répliquer aux vagues de violences en Cisjordanie

¹ Le regroupement des forces combattantes de Gaza se fait depuis 2018 au sein de la « Chambre commune des opérations » (*Ghurfatal-mushtaraka*). Les forces armées des groupes politiques islamiques (Hamas et Jihad islamique), de la gauche palestinienne (FPLP et FDLP) ainsi que des factions du Fatah détachées de l'arche croulante de l'AP (Autorité Palestinienne) coordonnent leurs actions dans cette structure. La réduction des opérations à un conflit Israël-Hamas fait partie intégrante de la propagande de la guerre. Il nous faut aller à contre-courant et retenir l'unité actuelle des forces combattantes.

(dont la tuerie de Huwara est l'emblème) et à Jérusalem, infliger une importante défaite militaire à l'occupant en attaquant ses casernes et en capturant des dizaines de soldats et d'officiers, faire sentir aux israéliens qu'ils ne sont pas tout-puissants, invincibles et protégés à tout jamais par leur « dôme de fer » et leur protection inconditionnelle par les forces armées des principaux Etats impérialistes. Nombre d'analystes bourgeois sont contraints de reconnaître que ces objectifs ont été atteints et qu'ils doivent évoquer la colonisation rampante de la Cisjordanie, la nature fasciste de nombre de dirigeants du gouvernement qu'ils soutiennent pourtant, l'absence de toute perspective pour le peuple palestinien dans l'ordre des choses actuel. Le 7 octobre a produit un gigantesque effet de vérité. La pratique a éclairé la théorie.

Quelle que soit le déluge de feu actuellement engagé par la « riposte » israélienne qui est en réalité une punition collective assumée et qui vise à détruire la possibilité même de la vie civile à Gaza et ainsi à perpétrer une seconde *Nakba* (l'objectif de chasser plus de deux millions Palestiniens de Gaza étant tout à fait programmé) deux constats peuvent déjà être faits :

- Le « déluge d'Al Aqsa » est une victoire politique et militaire, vécue comme une défaite affligeante par le camp israélien et tous ses soutiens
- Le mythe d'Israël comme « refuge pour les juifs du monde entier » est mort le 7 octobre. Or, cette idée que l'on peut venir des quatre coins du monde et au nom d'une appartenance religieuse (ou ethnique) chasser les Arabes de leur terre et vivre sa meilleure vie en les humiliant est constitutive du sionisme lui-même.

Les guerres de Gaza ne sont pas nouvelles³. Depuis la mort du leader paysan Ezzedine Al Qasseem en 1935, elles ont lieu sans interruption avec le grand

² Depuis quelques années la liquidation de la cause palestinienne a atteint une nouvelle étape par le renoncement au principe de « la paix contre les territoires conquis en 1967 » et la reconnaissance demandée aux forces palestiniennes du droit d'Israël de s'approprier 78 % du territoire de la Palestine historique contre 22 % du territoire laissés à une « souveraineté » palestinienne collaboratrice et désarmée. Même ce « deal » totalement défavorable aux Palestiniens n'est plus à l'ordre du jour puisque la colonisation continue, l'annexion rampante de la Cisjordanie et le blocus de Gaza vont de paire avec des accords de « normalisation israélo-arabes ». Ces accords signés en 2020 et 2021 par les Emirats, Bahreïn, le Soudan et le Maroc signifient que les états arabes signataires reconnaissent le bienfondé du colonialisme israélien en échange d'entente diplomatique et commerciale. Il s'agit de la suite de la trahison de la cause palestinienne par les bourgeoisies compradores arabes dont les accords de Camp David en 1978 avec l'Egypte puis la Jordanie ont constitué un précédent.

³ Il faut noter que la confrontation déborde largement le traditionnel champ de bataille, avec l'implication outre le *Hezbollah* du Liban des *Houthis* du Yémen qui se sont distingués par des tirs de missiles et de drones contre Eilat et des opérations maritimes en Mer rouge. Il y a eu aussi des opérations du groupe *Hachd Al Chaabi* en Irak contre les bases américaines dans le Nord Est syrien et en Irak, y compris la base aérienne américaine d'Irbil, dans le Kurdistan irakien.

soulèvement de 1936, les guerres de 1948, 1956, 1967, 1973, les deux Intafadas et l'intensification du siège, blocus et bombardements de la bande de Gaza depuis 2006. Mais il faut percevoir aussi les spécificités de la situation actuelle. Pour la première fois depuis 1948, mis à part des opérations limitées, la guerre entre Arabes et Israéliens a été menée sur le territoire israélien. En 1956, 1967 ou 1973, la guerre est menée sur des territoires appartenant alors à l'Égypte et à la Syrie, principalement le Sinaï et le Golan. En 1982, la guerre est menée sur le territoire libanais. La perception politique et la conduite de la guerre change. L'ampleur des pertes civiles du côté israélien est elle aussi inédite, plus des deux tiers tués ne portait pas d'uniformes (un nombre important de tués viennent d'ailleurs des raids des forces israéliennes pour reprendre les localités prises par les insurgés). C'est en tout cas la journée la plus meurtrière de l'histoire de la colonie israélienne. Le 7 octobre a finalement chassé l'idée profondément ancrée que les Palestiniens avaient définitivement perdu et qu'il était possible de les maintenir comprimés par millions sur des territoires privés de tout comme à Gaza ou dans des bantoustans de Cisjordanie sans qu'ils réagissent.

C'est malheureusement et précisément cette image de victimes passives qui nourrit un certain soutien compassionnel pour les victimes palestiniennes de ce conflit, mais aussi israéliennes. Un soutien de cette nature qui voudrait se présenter comme acte de solidarité pour les droits palestiniens n'a pourtant aucun sens. La compassion pour les victimes « civiles » va généralement de paire avec la condamnation horrifiée de la résistance armée, à plus forte raison quand des « civils » du camp adverse sont touchés. Toute une logorrhée obscurcit ainsi ce qui est en jeu. Le 7 octobre définit en fait une ligne de démarcation nettement délimitée. En effet, la déploration des victimes civiles ne vaut rien sans un soutien de principe à la lutte de libération nationale du peuple palestinien, une lutte qui comme toutes celle de ce type est amenée à user de contrainte et de violence. De l'autre côté, le soutien occidental à Israël (et sa propagande permanente qui assimile tout israélien tué au martyr juif sous la botte nazie) n'est pas dû à un sentiment d'horreur face à la terrible mort de civils désarmés. La seule raison du scandale est qu'il s'agit de civils juifs israéliens. Il n'y a jamais eu d'horreur comparable face aux massacres délibérés de dizaines de milliers de civils palestiniens ou arabes ou d'autres déshérités du monde. Cela est extrêmement clair pour des centaines de millions de cerveaux en Asie, Afrique et Amérique du Sud et cela peut le devenir, espérons-le, dans les centres impérialistes d'Europe et d'Amérique du Nord.

Les mots « civils », « terrorisme », « juifs » sont brandis par tout le chœur des pro-israéliens pour réduire au silence sous peine de sacrilège. Ils ne le sont que pour effacer la nature du conflit et pour lier imaginativement la situation à une « menace existentielle » qui justifie toutes les exactions à venir. La puissance militaire écrasante du en faveur d'Israël devrait pourtant interdire aux puissants du jour de s'identifier aux misérables juifs des ghettos de Varsovie ou de Vilnius.

La riposte israélienne au 7 octobre a entraîné la mort de plus de 20000 personnes à Gaza, 40 000 civils et combattants palestiniens blessés et provoqué le déplacement de plus de 1 500 000 civils et au moins 1 000 personnes seraient portées disparues. La « légitime défense » marche à plain régime. Mais si en 1973, Les États-Unis se sont contentés d'assurer un pont aérien pour ravitailler l'armée israélienne, en 2023, cinquante ans plus tard, l'Amérique a dû dépêcher deux porte-avions et une dizaine de bâtiments d'escorte, 16.000 marins et 300 avions, pour contenir les adversaires d'Israël, signe indiscutable de l'érosion de la dissuasion israélienne et de la montée en puissance de ses ennemis.

La conduite de la guerre côté israélien se fait selon la doctrine « Dahiya », une doctrine d'éradication du « Mal ». Parmi les déclarations multiples de déshumanisation et de démonisation des Palestiniens, citons l'ancien premier ministre israélien Naftali Bennett devant un journaliste de la chaîne *Sky News* : « *Sérieusement, vous allez continuer à me poser des questions sur les civils palestiniens ? Qu'est-ce qui ne va pas chez vous ? (...) Nous combattons des nazis* ». En fait, les membres du conseil de guerre sont les mêmes que ceux des guerres récentes. Benny Gantz était chef d'état-major lors de la guerre de Gaza en 2014 et Gadi Eisenkot était le chef des opérations de l'armée israélienne lors de la guerre menée contre le Liban et le Hezbollah en 2006. Il a affirmé à l'époque qu'il avait développé ce qu'il nommait la « doctrine Dahiya ». L'armée de l'air israélienne avait rasé tout le quartier de Dahiya, un quartier chiite de Beyrouth. Et Eisenkot avait alors assumé appliquer « une force disproportionnée » et causer de nombreux dégâts humains et destructions, car, de son point de vue, « *ce ne sont pas des villages civils, ce sont des bases militaires* ». Il avait également promis que « *ce qui s'est passé dans le quartier Dahiya de Beyrouth en 2006 se reproduira dans chaque lieu depuis lequel Israël est visé* ». Les trois généraux qui mènent aujourd'hui la guerre à Gaza - Yoav Gallant, Benny Gantz et Gadi Eisenkot - sont les principaux artisans, avec Ariel Sharon, de la doctrine militaire qui prétend assurer la sécurité d'Israël depuis vingt ans en ne faisant aucun cas des vies palestiniennes, civils et enfants inclus. Il n'y a donc rien de surprenant dans la campagne

actuelle de destruction sans limites par « *l'armée la plus morale du monde* »

L'éradication du Hamas, objectif déclaré des représailles israéliennes, a produit un effet inverse : L'Autorité Palestinienne est durablement discréditée. Pour le dire autrement, le Hamas a dans les faits pris la direction du mouvement national palestinien. Sur la nature actuelle du Hamas, il faut s'écarter du discours inutile sur le « terrorisme » et le « fanatisme ». Rachid Khalidi, historien à l'université de Columbia explique parfaitement ce qui est en jeu : *« la véritable différence entre le Hamas et le Fatah est davantage tactique que stratégique. Si on regarde ce que dit le Hamas depuis la seconde Intifada jusqu'à récemment, on peut juger qu'il accepte la solution à deux États dans les frontières de 1967 et qu'il serait prêt pour cela à une trêve. Avant les affrontements meurtriers entre ces deux partis en 2007, il accepte de participer à un gouvernement d'union nationale qui sera autorisé à négocier avec Israël en concertation avec le président Mahmoud Abbas. Les Israéliens et les Américains ont refusé cette tentative. La différence tactique entre le Fatah et le Hamas tient principalement au fait que le premier a renoncé à la lutte armée, tandis que le second combine actions pacifiques, par exemple lors des « marches du retour » de 2018 qui se sont finies en bain de sang et ont pu marquer les limites d'une protestation seulement pacifique, et actions militaires et violentes. Cette importante différence tactique ne semble pas invalider les convergences dans l'incarnation d'une conscience nationale palestinienne, notamment dans l'affirmation de la nécessité d'un État palestinien distinct d'Israël et non d'un seul État rassemblant Palestiniens et Israéliens. C'est tout cela qu'on oublie quand on réduit le Hamas à une organisation terroriste. Le but de ce mot « terroriste » est d'abord de faire oublier l'histoire en prétendant la remplacer par un combat entre le bien et le mal »*. Tout mouvement qui revendique la direction nationale de la cause palestinienne est ainsi amené à reprendre à son compte un certain nombre de questions et d'engagements qui sont les données de base de la situation coloniale et du projet de libération. Décrivons ces données aussi clairement que possible.

Le sionisme et l'Etat palestinien

Les nombreux changements dans l'ordre du monde depuis 1948 n'ont pas fait varier la question palestinienne. C'est une question de libération nationale d'un peuple arabe car c'est une histoire de dépossession, d'exil forcé et d'occupation militaire. La Palestine a subi le destin apparemment anachronique d'une colonisation de peuplement essentiellement européenne concentrée dans la seconde partie du XX^{ème} siècle. La création de toutes pièces par les états vainqueurs de la

seconde guerre mondiale d'un nouvel état colonial, « Israël », par un vote de 1947, puis leur soutien militaire et financier contre le nationalisme arabe, explique l'expansion continu de ce projet qui s'est vu renforcé suite à l'effondrement de l'URSS par la venue d'un million supplémentaire d'habitants juifs brusquement devenus israéliens.

L'histoire récente de la Palestine est beaucoup plus simple que ce que l'on prétend habituellement. Les Palestiniens musulmans et chrétiens qui vivaient en Palestine depuis des centaines d'années (et qui sont d'ailleurs peut-être les seuls descendants des Hébreux selon la démonstration implacable du fameux livre de Schlomo Sand *Comment le peuple juif fut-il inventé*) ont été expulsés en 1948 par un mouvement qui voulait en finir avec la persécution des juifs en Europe et qui pour cela a mis au point la doctrine moderne du sionisme. Ce projet a été un incontestable succès pour ses promoteurs qui se sont appuyés successivement sur les grande puissances impérialistes (anglaise, puis française, puis américaine) en utilisant tous les moyens nécessaires et en s'appuyant aussi sur les régimes compradores arabes.

La première contradiction qui apparaît est donc celle entre le colonialisme juif et le peuple arabe palestinien puisque l'Etat juif en tant que tel est littéralement basé sur le déni de l'existence de la Palestine historique. La spoliation s'est opérée au nom du sauvetage des victimes du nazisme. Une population palestinienne essentiellement rurale sous la férule d'une bourgeoisie marchande et de grands féodaux a été chassée par une décision européenne qui visait à repeupler, recomposer et reconquérir cette terre pour des populations juives en premier lieu d'Europe. Or, jamais cette nouvelle conquête n'a été acceptée et la réalité palestinienne est devenue très tôt une résistance à ce colonialisme spécifique.

La projet colonial du sionisme et sa composition sociale spécifique, à dominante ashkénaze et donc européenne, sont à l'origine d'une image occidentale d'une population israélienne civilisée, avancée, qui met en valeur un pays et qui mène des guerres technologiques face aux barbares orientaux. La double image du sionisme promue ici, dans les centres impérialistes, est celle d'un refuge d'anciens persécutés et celle d'un avant-poste de la civilisation. Un slogan sioniste célèbre le résume, il a été forgé par un révérend écossais dès 1843 : *« une terre sans peuple pour un peuple sans terre »*. Israël a d'abord été une « terre promise » par l'impérialisme européen dans la droite ligne des « missions civilisatrices » avec des mythes comme ceux des « kibboutz » qui vont en réalité le plus souvent fonctionner avec une main-d'œuvre extérieure bon marché sur des terres confisquées. En fait, entre

l'occident euro-américain et le sionisme il existe une communauté de langage et d'idéologie, les peuples attardés ne peuvent pas s'auto-gouverner comme le disait déjà le philosophe raffiné John Stuart Mill dans ces textes sur le gouvernement représentatif. Malgré ces spécificités, le sionisme reprend tous les archétypes de l'ethnocentrisme européen et de l'idée que pour régler un problème européen la solution coloniale est la bienvenue. De là vient l'anomalie politique, même d'un point de vue libéral-bourgeois, d'un Etat qui n'est pas celui de ceux qui s'y trouvent mais de « tout le peuple juif » dont la majorité ne s'y trouve pas.

Mais si le succès du sionisme se mesure à sa légitimation internationale impérialiste et non à son acceptation par le monde arabe, ce n'est pas seulement par accointance idéologique mais parce qu'il remplit un rôle stratégique de premier plan. Si les USA accordent une si grande place à Israël depuis plusieurs décennies, ce n'est pas pour réparer l'holocauste des nazis, ni pour faire plaisir aux lobbys.

Le soutien inconditionnel rentre dans la logique du projet de la classe dirigeante étatsunienne : le contrôle militaire de la planète dont les zones stratégiques du pétrole. Ce n'est pas une réponse émotionnelle, encore moins la conséquence d'un « complot », vieux thème fantasmagorique antisémite. Israël ne contrôle pas les Etats-Unis, cette thèse grotesque inverse les faits. Israël a un rôle de chien de garde quel que soient ses propres marges de manœuvres. Israël est d'abord utile en menaçant militairement tous les récalcitrants, tous ceux qui prétendent à un développement national capitaliste plus ou moins autonome.

Comme Israël l'a fait en 1967 contre les régimes nationalistes arabes de Nasser en Egypte et d'Assad en Syrie. L'objectif n'est pas seulement le contrôle du pétrole géré par les Etats vassalisés du Golfe mais c'est surtout de rendre impossible la résistance d'une nation arabe face à l'impérialisme. Le contrôle mondial des oligopoles capitalistes exige que les pays arabes soient morcelés, dominés et affaiblis. En 1981, Israël a bombardé avec des F16 la centrale nucléaire d'Ossirak comme elle souhaiterait bombarder aujourd'hui l'Iran. En fait, Israël est dans le même rapport avec les centres impérialistes principaux qu'elle l'est avec les juifs de la diaspora : elle a besoin d'eux, de leur soutien (chaque bombe qui tombe en ce moment sur Gaza sort des usines et stocks américains).

L'Etat palestinien n'existera qu'en confrontation avec cette double réalité d'une colonie de peuplement avec ses spécificités et d'un ordre impérialiste qui lui est foncièrement hostile.

La solution naîtra du conflit

Le mouvement national palestinien est passé par diverses étapes et a connu de multiples vies. La plus décisive a été de se constituer comme force combattante après la défaite arabe de 1967 et de créer une OLP (Organisation de la libération de la Palestine) structurée autour d'un programme¹ et inspirée sur le plan militaire par les guérillas d'Algérie, du Vietnam et de Cuba. Dès cette période, dans les camps de réfugiés de Jordanie et du Liban où se trouvait l'essentiel des forces de la résistance palestinienne, d'intenses débats sur la stratégie et sur la politique du mouvement national ont eu lieu. Un de ces débats a concerné le fait d'articuler la lutte de libération palestinienne et la lutte révolutionnaire dans le monde arabe. Le *Fatah* d'Arafat défendait le statu quo dans les pays arabes alors que le FPLP de Georges Habache affirmait que le chemin de Jérusalem passait par la libération des autres capitales arabes car le maintien de régimes compradores liés à l'impérialisme ne peut pas être favorable à la cause palestinienne. La définition des ennemis de la cause palestinienne était donc en jeu. Les forces de gauche ont tenté de lier libération nationale et sociale et de proposer une critique cohérente des bases économiques du sionisme. Le but des forces de la gauche palestinienne était la libération totale de la Palestine et dès les années 1970, elles dénoncent les projets défaitistes de la direction de l'OLP, notamment celle de la création d'une autorité palestinienne sur une partie du territoire alors que se maintient le régime sioniste. Sur cette question Georges Habache dira que l'on peut penser la libération du territoire de façon progressive, si et seu-

¹ La Charte de l'OLP dans sa version de 1968 affirme les points suivants qui seront au cœur des débats dans le mouvement national palestinien. Nous citons les articles 19 à 22. 19. Le partage de la Palestine en 1947 et l'établissement de l'Etat d'Israël sont entièrement illégaux, quel que soit le temps écoulé depuis lors, parce qu'ils sont contraires à la volonté du peuple palestinien et à son droit naturel sur sa patrie, et en contradiction avec les principes contenus dans la Charte des Nations Unies, particulièrement en ce qui concerne le droit à l'autodétermination.

20. La Déclaration Balfour, le mandat sur la Palestine et tout ce qui en découle sont nuls et non avenues. Les prétentions fondées sur les liens historiques et religieux des juifs avec la Palestine sont incompatibles avec les faits historiques et avec une juste conception des éléments constitutifs d'un Etat. Le judaïsme, étant une religion, ne saurait constituer une nationalité indépendante. De même, les juifs ne forment pas une nation unique dotée d'une identité propre, mais ils sont citoyens des Etats auxquels ils appartiennent.

21. S'exprimant par la révolution armée palestinienne, le peuple arabe palestinien rejette toute solution de remplacement à la libération intégrale de la Palestine et toute proposition visant à la liquidation du problème palestinien ou à son internationalisation.

22. Le sionisme est un mouvement politique organiquement lié à l'impérialisme international et opposé à toute action de libération et à tout mouvement progressiste dans le monde. Il est raciste et fanatique par nature, agressif, expansionniste et colonial dans ses buts, et fasciste par ses méthodes. Israël est l'instrument du mouvement sioniste et la base géographique de l'impérialisme mondial, stratégiquement placé au cœur même de la patrie arabe afin de combattre les espoirs de la nation arabe pour sa libération, son union et son progrès. Israël est une source constante de menaces vis-à-vis de la paix au Proche-Orient et dans le monde entier. Etant donné que la libération de la Palestine éliminera la présence sioniste et impérialiste et contribuera à l'instauration de la paix au Proche-Orient, le peuple palestinien compte sur l'appui de toutes les forces progressistes et pacifiques du monde et les invite toutes instamment, quelles que soient leurs affiliations et leurs croyances, à offrir aide et appui au peuple palestinien dans sa juste lutte pour la libération de sa patrie.

lement si, le rapport de forces international est favorable, comme ce fut le cas pour les Vietnamiens au nord-Vietnam avec Hanoï. En l'absence de ce rapport de force, il prévoit de façon prémonitoire que toute autorité palestinienne ne peut être qu'une cogestion avec l'occupant d'un fait accompli défavorable. Il n'y a pas d'aménagement possible du sionisme. D'autre part, le but stratégique est celui de la création d'un « Etat laïc, national, multiconfessionnel et démocratique » qui fait de chaque habitant un citoyen quelle que soit sa religion. Cette position est d'ailleurs celle de l'ensemble de L'OLP comme on peut le voir dans le remarquable livre de Bichara et Naïm Kader, *Textes de la Révolution palestinienne* et du texte du Fatah, *La révolution palestinienne et les juifs*. Or, c'est bien sur cette question précise, celle d'accepter une « autorité palestinienne », en renonçant de facto au retour des réfugiés de 1948 et à l'Etat multiconfessionnel sur toute la Palestine historique que le mouvement national palestinien s'est affaibli et divisé dès les années 1974 et à plus forte raison en 1988 à Alger puis dans les rounds de négociations de Madrid en 1991 et d'Oslo en 1993. Des fractions importantes de la bourgeoisie palestinienne ont alors voulu prendre leur part du gâteau, en renonçant à la lutte armée et en négociant les calamiteux « accord d'Oslo » en 1993 qui ont instauré une AP (Autorité Palestinienne) collaboratrice avec les forces d'occupation et tenue à bout de bras par les bailleurs de fonds euro-américains. Oslo a été une trahison de plus dans l'histoire de la cause palestinienne. Ces accords n'ont été qu'une façon d'affaiblir un peu plus les forces palestiniennes et de préparer l'implantation des actuels 750000 colons israéliens en Cisjordanie.

La fameuse solution à deux états est devenue un leurre de plus en plus évident, outre le fait qu'elle donne 78% de la Palestine à un fait accompli colonial. Son impossibilité actuelle a d'ailleurs développé tout un arc de « solutions alternatives » à un seul Etat sans que ne soit démantelée la nature coloniale de l'Etat d'Israël. Le véritable projet pour ce conflit est la libération de la Palestine, et non la solution d'un seul Etat dont rêvent les nouveaux illusionnistes « amis de la Palestine ». Penser à cette option c'est affirmer que les opposés vont s'entendre dans une coexistence pacifique, une solution qui est une illusion depuis cent ans. La solution d'un seul Etat est historiquement inévitable, après la libération, lorsque les droits du peuple palestinien sur sa terre et ses maisons seront rétablis. Les Juifs restant en Palestine seraient traités comme des citoyens. Mais ce programme exige de toute évidence la renaissance d'un mouvement révolutionnaire qui porte ces aspirations.

Participer aujourd'hui au combat pour la Palestine libre c'est évidemment s'opposer au sionisme et à ses soutiens internationaux et c'est nécessairement soutenir l'autodéfense, l'autodétermination, la résistance armée et toutes les formes de

lutte de ceux qui subissent le joug colonial. Précisons et soyons concrets. Qu'est-ce qu'on entend par la Résistance Palestinienne aujourd'hui ? C'est en premier lieu les factions armées de chaque organisation palestinienne : Les Brigades Ezzedine Al Qassam du Hamas, les brigades Al Quds du Jihad islamique, les brigades Abu Ali Mustapha du FPLP, les brigades de la résistance nationale du FDLP et les brigades Al Aqsa du Fatah. Ces forces matérialisent la volonté de résistance d'un peuple. Sans elles la cause palestinienne aurait disparue dans les limbes de l'histoire. Elles sont un rempart contre le nettoyage ethnique pratiqué par les sionistes depuis des décennies. Ces forces armées ont fait du réfugié exclu de sa patrie un combattant, parfois un révolutionnaire.

Les actions armées montrent aussi que quelle que soit la disproportion des forces, il est toujours possible d'infliger des pertes à l'ennemi, de toucher ses points faibles et de réduire en cendres son mythe de l'invincibilité. Le mouvement de solidarité se doit de mettre en avant ces faits héroïques et riches d'enseignements. On ne peut s'en tenir à dénoncer les atrocités de l'armée d'occupation et à appeler au boycott et aux sanctions internationales. Le droit de se défendre par les armes est primordial. Aujourd'hui, les forces militaires de la Résistance palestinienne se coordonnent ponctuellement pour répondre aux agressions de l'occupant mais elles ne partagent pas comme nous allons le voir de stratégie commune de libération de la Palestine depuis l'autodestruction de l'OLP ou son remplacement par l'Autorité Palestinienne à travers les accords d'Oslo en 1993.

La question du soutien au Hamas, la bête noire du moment, est à la fois une question concrète et une question de principe. Les révolutionnaires soutiennent sans ambiguïté les forces qui agissent et qui résistent *objectivement* à l'impérialisme sans pour autant nécessairement partager leurs conceptions. En fait, dans une situation d'oppression, les idées qu'ont en tête ceux qui résistent ne constituent pas la question principale. Ce qui compte c'est ce qu'ils font. Ce qui compte, c'est leur lutte objective. C'est le point de vue du matérialisme historique comme l'a magnifiquement montré Engels dans *La guerre des paysans en Allemagne*. Il faut participer à cette lutte objective pour influencer le combat dans un sens progressiste ou révolutionnaire. C'est là une des grandes leçons du marxisme.

Nous rappelons donc ici une question de principe. Les révolutionnaires des pays impérialistes soutiennent les soulèvements contre l'impérialisme y compris lorsque leur direction politique effective propage des conceptions erronées. Cette position est celle de l'internationalisme prolétarien. Le mouvement communiste a toujours appelé à défendre ceux qui

luttent contre les ennemis des masses populaires y compris en l'absence de mouvement révolutionnaire du prolétariat. Devait-on condamner au XIX^{ème} siècle la résistance à la colonisation française en Afrique de l'Ouest dirigé par l'Almamy El Hadj Samory Touré ? Devait-on condamner Abdelkrim El Katthabi, grand dirigeant de la guerre du Rif dans les années 1920 au Maroc ? Ces deux dirigeants étaient les plus redoutables opposants à la colonisation française dans cette région, mais il n'est pas sûr qu'ils partageaient entièrement les conceptions démocratiques modernes. D'ailleurs, les conceptions « modernistes » des colonisateurs européens ont toujours été un argument phare pour, au nom de la lutte contre l'obscurantisme, exercer la pire domination « civilisée » et même l'extermination des autres peuples.

D'autre part, aujourd'hui en Palestine occupée, le problème principal ce n'est pas le Hamas mais l'Autorité Palestinienne (AP). La mise en place de l'AP a littéralement détruit le mouvement national palestinien et elle signifie le renoncement à tous ses objectifs de libération nationale. Cette situation concrète, apparue clairement depuis 1993, ne permet pas au mouvement de solidarité avec la Palestine de garder le même discours « neutraliste » que dans les années 1980. Toutes les forces qui acceptent le cadre politique et le leadership de l'AP ont rompu avec le programme de libération de la Palestine. C'est pour cette raison précise qu'il ne sert à rien d'opposer aujourd'hui le projet d'une Palestine démocratique (multiconfessionnelle, multiethnique) défendue historiquement par l'OLP au projet islamiste du Hamas.

Ce projet démocratique ne correspond pas à la pratique actuelle des forces de l'OLP, y compris de son aile gauche. Si on ne part pas de cette réalité, on vend des illusions. L'Autorité Palestinienne, mise en place par les accords d'Oslo, a toujours été la négation même de la Palestine libre et démocratique. En effet, l'AP entérine le fait accompli de la colonisation, elle accepte la défaite et elle se construit sur la reconnaissance de la « légitimité » du sionisme. Les accords d'Oslo et les élections palestiniennes sous occupation de 2006 ont créé une grande démoralisation. Les colons sionistes contrôlent 42% de la Cisjordanie et ¼ des Palestiniens de cette zone dépendent des emplois de l'AP. L'AP condamne toute réaction populaire à l'occupation, qu'elle soit armée ou non, elle représente la docilité sans limite de la grande bourgeoisie palestinienne. Ce n'est même pas un semblant d'Etat car il n'y a pas de droit sur l'eau, sur la terre et sur l'espace aérien. L'AP exerce une oppression intérieure. Elle est le bras armé d'une autogestion de la répression par la bourgeoisie compradore palestinienne.

C'est pour cette raison concrète que présenter aujourd'hui sans analyse critique la gauche palestinienne et son mot d'ordre de Palestine démocratique comme une alternative au Hamas est une imposture qui n'aide malheureusement en rien le peuple Palestinien. Cela ne permet ni de comprendre les enjeux actuels, ni de soutenir efficacement la lutte du peuple Palestinien. Certes, les conceptions historiques et les actions de la gauche palestinienne (principalement le Front Populaire de Libération de la Palestine -FPLP- et le Front Démocratique de Libération de la Palestine-FDLP) sont de loin les plus avancées de ce qu'a produit la Résistance palestinienne dans les années 1970 et 1980. Après 1993, il y a même eu des tentatives de construire un nouveau « front du refus » des accords d'Oslo.

Mais aujourd'hui, la pratique principale des forces de la gauche palestinienne c'est leur *participation critique* aux instances issues des accords d'Oslo et la dilution du combat populaire dans les ONG qui encadrent la population. Ces forces ont majoritairement abandonné la lutte armée, leurs militants sont financés par des ONG qui dépendent de l'impérialisme, elles ont accepté la répression de l'AP contre le Hamas. C'est cette capitulation qu'il faut en premier lieu critiquer. Se servir du mouvement révolutionnaire palestinien des années 1970 pour cacher ce qu'il est devenu ne sert en rien la cause des peuples. Si les masses palestiniennes se sont tournées vers le Hamas c'est pour des raisons concrètes de résistance à l'occupation et non par abandon du beau projet démocratique.

En résumé, la force relative du Hamas n'est qu'une conséquence de la capitulation de l'OLP. Il existe certes des tentatives de réunir les factions palestiniennes mais cette unité ne concerne pas un projet de libération globale. Cette situation délétère vient du fait que la solution des « deux Etats » adoptée par les dirigeants de l'OLP depuis 1977 et entérinée par la déclaration d'Alger en 1988 a échoué. Et les solutions issues de cette orientation de la bourgeoisie palestinienne ont échoué. Il ne reste aujourd'hui qu'un seul Etat qui recouvre de sa domination totale la Palestine historique. Et pourtant, les forces et la créativité des luttes fait renaître sans cesse de nouvelles possibilités inaperçues. « *Toute solution passe par le conflit* » disait le dessinateur martyr Naji Al Ali. Il n'y aura pas d'Etat démocratique en Palestine sans démantèlement effectif du sionisme.

La nouvelle guerre contre Gaza montre que c'est encore là-bas que bat le cœur de la résistance d'un peuple qui refuse sa négation. C'est à Gaza que les tournants de la lutte palestinienne ont eu lieu, du moins sur le territoire de la Palestine historique. Ce carrefour historique devenu un vase clos fermé

par les sionistes et par le régime égyptien est encore aujourd'hui le centre vivant qui refuse la capitulation. C'est le berceau des pères fondateurs du mouvement national palestinien et des *fedayins*.

Les réfugiés qui vivent à Gaza ont été expulsés de leurs villages et de leurs terres par des colons juifs européens en 1948. Chassés de Ramla, Beersheba, Ashkelon, Isdod, Najd (remplacé par Sdérot aujourd'hui). Ces villes sont ciblées aujourd'hui par des fils des réfugiés qui ne peuvent

plus retourner sur la terre natale de leurs parents tandis que tout colon juif venu de n'importe quel pays peut s'y installer en étant sponsorisé. Les tirs de roquettes et les tunnels sont la forme actuelle du droit à se défendre et à survivre des palestiniens. Et ce n'est sûrement pas la dernière.

J.S.

28 octobre 2023 Déclaration commune

Hamas (Mouvement de résistance islamique)
Jihad islamique palestinien
Front populaire de libération de la Palestine
Front démocratique pour la libération de la Palestine
Front populaire de libération de la Palestine – CG

Les cinq organisations palestiniennes ont tenu une réunion de direction, à Beirut, aujourd'hui, samedi 28 octobre, 2023, pour discuter du déroulement de la bataille d'Al-Aqsa contre l'ennemi sioniste et son agression brutale contre la bande de Gaza.

Dans leur déclaration, les cinq organisations ont salué les martyrs de notre peuple palestinien et de notre peuple loyal et fier de la bande de Gaza qui fait face à une campagne d'extermination organisée, soulignant qu'ils sont le peuple de la fierté, de la dignité et de la fermeté et qu'ils sont le peuple de la victoire qui est fidèle à sa cause.

Les forces palestiniennes se sont engagées à continuer sur la voie de la résistance jusqu'à ce que la victoire soit obtenue sur l'ennemi sioniste.

Les participants ont confirmé ce qui suit :

Cette épopée héroïque est la bataille du peuple palestinien tout entier, qu'il mène pour défendre sa terre, ses valeurs sacrées, son existence et son droit à la liberté, contre un ennemi barbare qui n'épargne aucun de nos concitoyens dans ses crimes. Il prend pour cible les hôpitaux, les mosquées, les églises, les universités et les ambulances, et coupe l'électricité, l'eau, le carburant, l'Internet et les communications cellulaires de notre peuple assiégé.

L'adhésion à l'unité nationale est un pilier essentiel pour faire face à la guerre sioniste de génocide contre notre peuple, ainsi que pour rejeter les tentatives de l'ennemi de diviser notre peuple ou d'en accaparer une partie. Nous mettons l'accent sur l'unification des efforts et la fermeté des voies dans cette bataille fatidique. Nous appelons les masses de notre nation arabe et islamique et les peuples libres du monde à poursuivre leurs mouvements pour arrêter l'agression américano-sioniste, ouvrir les passages frontaliers, acheminer l'aide humanitaire et le carburant, et évacuer les blessés de la bande de Gaza. Nous saluons les forces de résistance de notre nation, en particulier au Liban, en Syrie, en Irak, au Yémen et en Iran, et nous affirmons que notre peuple palestinien n'est pas seul dans cette bataille. Nous tenons les Etats-Unis d'Amérique pour entièrement responsables de la guerre de génocide contre notre peuple, car ils ont choisi de soutenir, d'intensifier et de participer à la guerre de génocide contre notre peuple, ce qui nécessite une réponse forte de la part des pays arabes et islamiques ainsi que des pays amis de notre peuple pour mettre fin au massacre en cours de notre peuple palestinien. Nous demandons l'ouverture du point de passage de Rafah et l'entrée de l'aide, des besoins humanitaires, du carburant et des équipes médicales et de secours à notre peuple sans délai, permettant aux blessés d'être transportés en Egypte et dans les pays arabes et islamiques, sans interférence de l'occupation ou de l'un des pays agresseurs.

Nous appelons les cadres de notre peuple dans toute la Palestine occupée à intensifier toutes les formes de résistance et de lutte contre l'ennemi sioniste, en ciblant ses soldats et ses colons, et en renforçant les initiatives populaires de lutte face aux attaques des colons et à l'empiétement des forces ennemies.

En coupant tout accès à Gaza, en l'assiégeant et en coupant complètement les communications et l'Internet, l'ennemi couvre un crime majeur de génocide dont il ne veut pas de témoins, et nous insistons sur la nécessité de briser ce siège en adoptant une position arabe officielle et populaire.

Nous adhérons au droit de notre peuple à résister et à sa confiance dans la victoire de notre peuple dans cette bataille, alors que nous menons cette bataille pour défendre notre terre, notre peuple et nos valeurs sacrées, et dans l'intérêt de la libération, du retour, de l'autodétermination et de l'établissement de l'État palestinien avec Jemsalem comme capitale.

Gloire et éternité aux martyrs
Liberté pour les prisonniers
La guérison pour les blessés
Et la victoire pour notre peuple

Interview avec les camarades du Collectif Palestine Vaincra- Toulouse



1) Les mobilisations pour la Palestine ont fait l'objet de nombreuses attaques de la part du gouvernement, y compris sous des formes répressives (amendes, interdictions, propositions visant à rendre illégales les organisations de solidarité internationalistes et anti-impérialistes). Quelle est votre expérience à cet égard ?

Depuis notre fondation en mars 2019, le Collectif Palestine Vaincra a fait face à une répression croissante de la part des autorités françaises : des amendes pour des motifs fallacieux aux interdictions de certaines de nos initiatives jusqu'à notre dissolution en mars 2022 à la demande de Gérald Darmanin, par décret ministériel. Celle-ci a été suspendue par le Conseil d'Etat en mai 2022 mais la procédure est toujours en cours et une audience sur le fond doit se tenir dans les semaines/mois à venir et rien n'est encore joué. Ce qui est visé à travers cette criminalisation c'est bien sûr les objectifs politiques que nous portons : la construction d'un mouvement populaire anti-impérialiste et antisioniste qui se donne comme objectif de soutenir la résistance du peuple palestinien jusqu'au retour de tou-tes les réfugié-es et la libération de la Palestine de la mer au Jourdain.

Mais il faut souligner que ces attaques contre nous ne sont malheureusement pas un cas isolé. On voit une criminalisation croissante du mouvement de

solidarité avec la Palestine en France qui doit être comprise comme l'expression de la politique impérialiste française au Moyen-Orient. Même si la France a toujours été un soutien à la colonisation sioniste de la Palestine, on voit un changement progressif de sa diplomatie qui soutient de plus en plus unilatéralement l'extrême droite israélienne en raison de plusieurs facteurs notamment la crise de l'impérialisme français, l'effondrement politique de la bourgeoisie arabe et palestinienne, le renforcement de la normalisation dans la région, etc.

Enfin, cette répression concerne l'ensemble des personnes engagées dans la lutte contre toutes les oppressions car ce n'est qu'un élément de la radicalisation autoritaire du gouvernement français. Tous les secteurs sont attaqués : contre l'islamophobie, contre le fascisme, pour l'écologie, contre les attaques anti-sociales, etc. Il faut donc que nous fassions front ensemble pour y faire face !

2) Les manifestations et la solidarité avec la Palestine ont mobilisé des milliers de personnes en France. Dans les cortèges, la présence de jeunes des quartiers populaires était importante. Pensez-vous qu'il y ait un lien non seulement de solidarité mais aussi matériel entre les Palestiniens enfermés dans les ghettos sionistes et la condition des jeunes prolétaires des quartiers populaires ?

Effectivement, on observe une participation massive des habitant-es des quartiers populaires aux mobilisations pour la Palestine. En réalité, il faudrait être plus précis car ces quartiers sont d'abord des quartiers de l'immigration et la participation massive concerne surtout les personnes arabo-musulmanes, en particulier des jeunes et des femmes. Cela s'explique par plusieurs facteurs dont le premier relève du fait que la cause palestinienne est aussi une cause arabe qui concerne très directement les personnes qui sont originaires de la région. On remarque notamment de nombreux drapeaux de pays arabes (Maroc et Egypte par exemple) dans les manifestations. Ce sont autant de manifestations de leur engagement pour la Palestine mais aussi un rejet populaire clair de la politique de normalisation des régimes réactionnaires arabes avec l'Etat sioniste.

Un autre élément est le lien historique et politique qui existe entre les luttes de l'immigration en France et la Palestine qui s'incarne dans un vécu commun contre le colonialisme et le racisme. C'est le sens du slogan "L'Algérie a vaincu, Palestine vaincra" que nous portons dans les manifestations à Toulouse et qui fait vivre l'héritage anticolonialiste existant dans ces quartiers et qui souligne la légitimité de la résistance d'un peuple colonisé et sa possible victoire.

3) La campagne de solidarité avec la Palestine s'est développée sous différentes formes (manifestations, boycotts, etc.). En Europe, nous

avons également eu des formes de solidarité directe par des groupes de travailleurs, comme dans le cas des dockers de Gênes et de Barcelone qui ont refusé de charger des bateaux d'armes pour Israël. La majorité des syndicats ont une position "pacifiste" à l'égard du conflit palestinien, mais certains syndicats (Italie, Irlande, Grèce) se sont exprimés directement pour soutenir la lutte palestinienne. Quelle est la position du mouvement syndical français à l'égard de la Palestine ? Y a-t-il des signes de solidarité directe ?

Comme tout le reste de la société, le mouvement syndical est traversé par des courants d'opinion très différents. Les syndicats que l'on appelle de transformation sociale (CGT, FSU, Solidaires) ont traditionnellement une prise de position pro-palestinienne mais qui malheureusement dépasse rarement le paradigme imposé par la direction de l'OLP et des accords d'Oslo. En effet, les directions de ces syndicats se limitent bien souvent à promouvoir la "paix entre Israélien-nes et Palestinien-nes" ou la "solution à deux Etats" alors même que les trente dernières années ont démontré l'impasse de cette stratégie. Il s'agit par ailleurs d'une trahison des aspirations du peuple palestinien à vivre dans une société débarrassée du colonialisme de peuplement sur toute la Palestine historique, de la mer au Jourdain. Cependant, certains syndicats jouent un rôle positif, comme l'UD CGT 31 qui a pris ses responsabilités à Toulouse en déposant les manifestations à l'automne/hiver 2023 qui était alors toutes réprimées ou en s'engageant pour la libération de Georges Abdallah. Plus encore, certaines sections syndicales (comme la CGT RATP Bus des sections Malakoff ou Nanterre Charlebourg¹) ont appelé les travailleurs et travailleuses à se mettre en grève en soutien au peuple palestinien et contre le gouvernement français qui soutient l'occupation israélienne. De la même manière, des syndicalistes de différents secteurs de la CGT de Toulouse ont appelé à rompre les relations de la centrale syndicale française avec la Histadrout, le syndicat israélien qui est une cheville ouvrière de la colonisation sioniste depuis ses débuts². Cela renoue avec une tradition anti-impérialiste du mouvement ouvrier qui est en capacité d'apporter un soutien significatif au peuple palestinien en confrontant la responsabilité de l'impérialisme occidental et de ses monopoles. Et c'est d'autant plus important de bâtir cette mobilisation quand on sait que la France est le premier exportateur européen d'armes vers Israël et que des grands groupes français sont directement impliqués, à l'image de Thalès qui coopère avec le fabricant d'armes israélien Elbit Systems.

4) La question palestinienne a divisé et polarisé le débat en France. Ceux qui ne se "désolidarisent" pas des organisations de guérilla palestinienne sont accusés d'"antisémitisme". Ceux qui tentent de s'opposer au sionisme sont immédiatement accusés d'"antisémitisme". Les journaux bourgeois confondent délibérément les deux termes. Défendre Israël pour la France, c'est défendre la puissance atlantique. Quel est le poids du sionisme aujourd'hui, et dans quelle mesure affecte-t-il la politique française ?

L'assimilation de l'antisémitisme à de l'antisémitisme et maintenant les attaques pour "apologie du terrorisme" sont autant de manoeuvres visant à interdire toute forme de contestation de l'ordre colonial et impérialiste. Ce sont des procédés qui sont mis en oeuvre depuis des décennies mais qui se sont accélérés dans la dernière période car la faillibilité du projet sioniste a été mise à nu. Il fallait donc tout mettre en oeuvre pour garantir sa pérennité mais aussi sa légitimité politique, en particulier dans les centres impérialistes qui sont ses pourvoyeurs de fonds. Pour autant, nous pensons que le poids de cette politique s'explique d'abord par la nature de la France en tant que puissance impérialiste et le rôle que joue l'Etat sioniste dans la région. Evidemment, le mouvement sioniste est fort en France mais c'est d'abord la convergence d'intérêts entre les forces impérialistes et Israël qui explique cette politique. Il faut sans cesse rappeler qu'Israël n'est que le poste avancé de l'impérialisme occidental dans le Monde Arabe et que l'impunité dont il jouit sur la scène internationale (en réalité dans le Nord global) s'explique principalement par cette dimension plutôt que par le poids réel ou supposé du sionisme en tant qu'idéologie coloniale et raciste.



¹ <https://palestinevaincra.com/2023/11/des-travailleurs-du-monde-entier-se-mobilisent-contre-le-soutien-imperialiste-a-israel/>

² <https://youtu.be/4KC8QdHEGIM>

Le postmodernisme

Le postmodernisme peut être considéré une de l'idéologie dominante de ces dernières décennies en Occident. Nous ne pouvons pas nous dispenser d'une critique du postmodernisme puisque pour les marxistes la critique de l'idéologie dominante en tant qu'expression de la classe dominante est décisive.

G. Lukács dans *La destruction de la raison*, observait que les idéologies dominantes, en tant qu'expression de la domination de la bourgeoisie au niveau des superstructures, présentent deux caractéristiques fondamentales : d'une part, elles s'opposent au marxisme en tant que seule vision progressiste du monde capable de remettre en cause la domination bourgeoise au niveau des superstructures ; d'autre part, elles représentent une apologie indirecte du capitalisme, puisque les caractéristiques injustes et irrationnelles de ce dernier sont désormais si évidentes qu'une apologie directe risquerait d'être contre-productive.

Alors que dans le monde anglo-saxon, des idéologies plus ouvertement apologétiques du capitalisme ont eu tendance à s'imposer, dans le monde européen continental (Italie et France), où pendant longtemps les forces communistes ont pu contrer les composantes bourgeoises sur le plan de la bataille culturelle et sociale, le postmodernisme a fini par s'imposer comme l'idéologie dominante. Cependant, comme la bourgeoisie tendait également à s'affirmer de plus en plus clairement en Europe continentale, des apologétiques plus directes comme le néo-positivisme¹ ont commencé

¹ Le néo-positivisme est un courant philosophique du XXème siècle issu de la tradition de l'empirisme anglais. C'est une des manifestations idéologiques de l'ère des révolutions bourgeoises. La thèse essentielle commune à ces courants de pensée est que les impressions sensorielles et les idées sont les seuls véritables objets de connaissance alors que la structure et le mouvement objectif des choses ne sont pas accessibles. Toute théorie sur ces derniers constitue une illusion car on ne peut pas vérifier ses affirmations. Les contradictions et les forces réelles à l'œuvre dans la nature et la société restent donc pour ce courant hors d'atteinte de la connaissance. Pour donner une image rapide, il faut penser à la phrase de Margaret Thatcher « la société n'existe pas, il n'y a que des individus ». A la suite des travaux de Bertrand Russell et de Ludwig Wittgenstein, les années 1930 furent des années d'intenses publications de ce que l'on appelle le « positivisme logique » ou « néopositivisme » qui émanait du « Cercle de Vienne » autour de Schlick et Carnap. Cette école philosophique a finalement évacué la question de savoir comment le langage représentait la réalité (une formulation du problème fondamental de la relation entre la pensée et l'être) pour se limiter à ce qui est valide ou non en termes de langage logique. La question de savoir comment les énoncés logiques représentent ou non la réalité objective était ainsi évacuée, la volonté de comprendre la relation entre des énoncés scientifiques et la réalité étant dès lors taxée de « métaphysique ». Les sciences ne se définissent seulement plus selon leur « langage » et leur « protocole » et non selon ce qu'elles nous disent des relations de phénomènes dans tel ou tel domaine du monde. La question de savoir en quoi les pensées correspondent à la réalité est le tabou de la philosophie bourgeoise moderne.

à s'y implanter également. Ainsi, d'abord aux États-Unis, puis en Europe, le postmodernisme est devenu l'idéologie dominante surtout au sein de la composante "gauche" du bloc social dominant, c'est-à-dire en particulier au sein de la classe moyenne réflexive et des intellectuels traditionnels. Alors que les composantes centristes et les intellectuels issus de la bourgeoisie privilégient le néo-positivisme, les secteurs les plus à droite utilisent des idéologies ouvertement réactionnaires. Ce schéma est toutefois en évolution ; aujourd'hui, nous observons des tendances de droite qui prennent les courants post-modernes de la gauche comme bagage théorique et culturel, dans un mélange de couleurs différentes.

Le post-modernisme et le néo-positivisme tendent à converger dans l'effort d'apparaître comme des visions du monde actuel et, par conséquent, adéquates pour comprendre et agir dans le monde contemporain. Le marxisme serait au contraire, une idéologie du passé, inadéquate pour interpréter la complexité du monde actuel et, par conséquent, incapable de remettre en question l'ordre établi. Au point que ces idéologies tendent à considérer le marxisme comme une pensée résiduelle, décalée par rapport à son temps, vainement nostalgique et donc finalement conservatrice.

Cette approche est clairement visible dans le nom même de postmodernisme, qui vise à indiquer un changement structurel de la société, et par conséquent de la manière de penser et d'agir, par rapport au monde moderne. Une transformation aussi profonde et structurelle, qui aurait eu lieu dans le monde contemporain, ne pouvait que conduire à l'obsolescence et à la résidualité du mode de production capitaliste lui-même. À tel point que, selon les postmodernes, seuls les nostalgiques d'une vision du monde définitivement dépassée que le marxisme pourraient traiter et donner de l'importance à un phénomène aussi archaïque que le mode de production capitaliste moderne. Le post-modernisme vise ainsi à mettre hors d'état de nuire son adversaire le plus redoutable avant même d'accepter la confrontation-combat.

D'un point de vue économique, les postmodernes aiment parler de post-fordisme, pour désigner un prétendu changement structurel du mode de production dominant qui rendrait obsolètes toutes les catégories fondamentales du marxisme-léninisme et, par conséquent, les pratiques politiques qui en découlent. Elle commence, et ce n'est pas un hasard, par remettre en cause la loi de la valeur qui sous-tend non seulement le marxisme, mais plus généralement l'économie moderne - aujourd'hui généralement qualifiée de classique - qui jouait déjà un rôle important chez A. Smith et D. Ricardo. La loi de la valeur doit maintenant être considérée comme un

vestige du passé puisque, selon les post-modernistes - qui, de ce point de vue, tendent également à se retrouver avec les partisans des conceptions néo-positivistes - dans le monde post-moderne et post-fordiste, la valeur est maintenant produite par les machines ou, dans une version plus raffinée, par le *Général Intellect* qui y est incorporé. Ainsi, ce qui avait été le sujet révolutionnaire, au moins en puissance, dans le monde moderne, à savoir la classe ouvrière et, plus généralement, le prolétariat moderne, serait en voie d'extinction dans le monde postmoderne. Elle survivrait tout au plus dans les pays sous-développés où les magnifiques destins et les progressistes du monde postmoderne ne se seraient pas encore imposés. Magnifique et "progressiste" en quelque sorte, car le postmodernisme a une position conservatrice, voire réactionnaire, à l'égard de l'histoire et de la politique. Non seulement il ne croit pas à la possibilité même d'une véritable évolution historique, mais il ne la considère même pas comme souhaitable. Le postmoderne tend à considérer comme purement utopiques, au sens le plus négatif du terme, les conceptions politiques qui visent à révolutionner le monde, c'est-à-dire encore une fois principalement le marxisme, le postmodernisme tend à étendre son scepticisme dissolvant même à la vision du monde et aux conceptions politiques de la bourgeoisie elle-même, lorsqu'elle a été exclue du pouvoir et qu'elle a occupé des positions révolutionnaires. De ce point de vue, le postmodernisme est plus irrationnel et réactionnaire que le néo-positivisme, car il tend à condamner, avec le marxisme, les Lumières en tant qu'idéologie révolutionnaire de la bourgeoisie et, plus généralement, les révolutions bourgeoises elles-mêmes.

De plus, selon les conceptions post-modernes, la production tend désormais à se mécaniser, avec la loi de la valeur, la catégorie de la plus-value elle-même ne peut que disparaître, et avec elle la démonstration de l'exploitation du travail salarié. Selon les conceptions post-fordistes non seulement le salarié ne serait plus exploité, mais serait même en voie d'extinction. Dès lors, les instruments de lutte du prolétariat perdent nécessairement de l'importance aux yeux du postmodernisme : du syndicat, aux partis, à l'action politico-militaire de la classe révolutionnaire.

Le parti et le syndicat sont devenus obsolètes à leurs yeux, considéré comme un simple vestige d'un passé de plus en plus archaïque.

Plus radicalement, le postmoderne considère non seulement dépassée, mais même délétère, la tendance du prolétariat conscient de sa classe à viser la conquête du pouvoir (dictature du prolétariat), à créer la nouvelle société socialiste. Pour le postmoderniste, c'est le pouvoir lui-même qui a une valeur négative. Ainsi les révolutionnaires qui réussissent viseraient nécessairement à devenir despotiques, mais jamais les partis révolutionnaires ne seraient, et ce peut-être à leur

insu, animés par des tendances totalitaires. La forme même du parti, du syndicat, du centralisme démocratique et de l'hégémonie, étant liée à la question du pouvoir, devrait maintenant être abandonnée, car elle est aussi intrinsèquement totalitaire.

D'autre part, le postmodernisme, qui s'avère bien plus radical, dans un sens réactionnaire, que le néo-positivisme lui-même, part de, l'hypothèse qu'il n'y a ni vérité ni réalité.

S'appuyant à nouveau sur le plus réactionnaire des philosophes modernes, Nietzsche et ses continuateurs qui ont fait carrière dans le nazisme, les postmodernistes prônent une vision perspectiviste du monde, dans laquelle seules les interprétations existeraient.

Puisqu'il n'y aurait pas de vérité, pas de réalité, il n'y aurait pas non plus d'interprétations justes et fausses, ou plus ou moins vraies. Au contraire, du point de vue relativiste et nominaliste du postmodernisme, la simple prétention d'être porteur de la bonne interprétation, d'agir au nom de la vérité, implique des tendances fondamentalistes, intolérantes et, en soi, totalitaires.

Ainsi, le postmodernisme, qui méprise le marxisme en l'interprétant comme un vieux fer rouillé, s'avère en réalité être une reprise tardive, nécessairement épigonale, d'un courant de pensée caractéristique du monde antique, à savoir la sophistique, déjà largement réfutée et dénoncée comme fondamentalement réactionnaire par Socrate-Platon. Évidemment, comme Platon l'avait déjà souligné, si la vérité n'existait pas, mais seulement les opinions, non seulement la science n'existerait pas et, par conséquent, la vision mythologico-religieuse du monde ne pourrait même pas être dépassée, le dialogue lui-même deviendrait oisif et superflu. En effet, puisqu'il ne serait pas possible d'affirmer une position, une théorie, une interprétation contre une autre, parce qu'elle est plus vraie ou plus conforme à la réalité, le besoin même de se confronter, l'intérêt d'apprendre des autres, d'enseigner ou de trouver la vérité ensemble, disparaîtraient.

De cette manière, les conflits ne pourraient plus être résolus de manière dialogique et discursive - peut-être en recherchant une synthèse plus vraie que les différents points de vue particuliers et donc tendant à être unilatérale - mais seul le plus fort s'affirmerait, selon la loi la plus totalitaire qui soit, c'est-à-dire la loi de la jungle, où le plus puissant s'impose au détriment du plus faible. Bien entendu, à côté de cette solution "dure", largement attestée par la critique platonicienne dans le monde antique, puis reprise et relancée dans le monde moderne, de manière encore plus extrême par Nietzsche, il existe aussi une version "douce", si l'on peut dire. Celle-ci était déjà présente et largement documentée dans le monde antique, à savoir la conception de la centralité de la rhétorique, selon laquelle ceux qui

pouvaient manipuler le plus efficacement les mots et les opinions parviendraient à imposer leurs opinions¹. Ici aussi, cependant, nous avons manifestement à faire à une manière plus sournoise d'acquérir le pouvoir, non pas à des fins universelles - comme le veulent les visions du monde progressistes et révolutionnaires critiquées par les postmodernistes - mais pour des intérêts égoïstes et individualistes, c'est-à-dire pour la simple volonté de puissance critiquée par Nietzsche.

La position qui affirme qu'il n'y a pas de vérité, comme cela était déjà bien connu dans le monde antique, est plus dogmatique et présomptueuse que la position qui prétend être du côté de la vérité, dans la mesure où elle prétend savoir et affirmer, comme un principe indubitable et absolutiste, sa propre position visant à nier radicalement l'existence même de la vérité. Ainsi, les postmodernes se retrouveraient, dans ce cas, aux côtés de leurs ennemis apparemment les plus antagonistes, à savoir les dogmatiques et les fondamentalistes qui prétendent détenir la vérité dans leur poche, même s'il s'agit d'une vérité de signe opposé, mais avec la même prétention à l'absoluité.

Les post-modernes, eux, poursuivent leur chemin, ne se souciant pas de ces contradictions et radicalisant leur pensée jusqu'à nier l'identité elle-même, ce qui est également accusé de fondamentalisme et de totalitarisme potentiel, puisqu'elle tendrait inévitablement à nier les différences. Ces dernières, dans la perspective inconsciemment ultra-individualiste et solipsiste des post-modernes, seraient les seules réelles - oubliant d'ailleurs qu'au nom de la vision perspectiviste du monde, ils ont nié l'existence même de la réalité. Même dans ce dernier cas, le postmodernisme ne se décourage pas, mais radicalise encore sa pensée - encore une fois, sur les traces de Nietzsche, puis du penseur national-socialiste le plus significatif : Heidegger - en plaidant pour l'inexistence de l'ego, du sujet. Enfin, rejoignant toute la tradition conservatrice et réactionnaire de la philosophie réduite à une idéologie au service de la classe dominante, c'est-à-dire de la destruction de la raison, le postmodernisme développe également une critique de l'universalité de la raison au nom de la pensée faible.

Tel est le contexte général. Nous devons nous demander pourquoi ce courant s'est développé comme il l'a fait et pour quelles raisons il survit et se réinvente. Les idées ne sortent pas de la tête d'un "homme" mais de contextes historiques socio-politiques précis.

Avec le début de la phase impérialiste, le mode de production capitaliste a épuisé son potentiel en tant

qu'environnement favorable au développement de la force productive du travail humain.

Plus la phase de déclin se prolonge, plus ses effets destructeurs deviennent profonds et universels, s'étendant à de multiples aspects, individuels et sociaux, de la vie humaine, à tous les hommes, au reste de la nature : destruction de l'écosystème, pollution généralisée, dégradation de la santé individuelle aux conditions d'hygiène publique, tendances culturelles de destruction et de mort, destruction des hommes et des choses produite non par les limites du développement mais par le développement lui-même, risques de certaines applications de la science et de la technologie, épidémies dues à la dégradation des conditions d'hygiène et d'environnement, masses d'individus relégués chroniquement à la condition d'armée de réserve, de "pauvres" et d'affamés. Les contradictions inhérentes au mode de production capitaliste se présentent ainsi de plus en plus comme des "problèmes universels", génériquement humains. Cependant, cette tendance est contrée par d'autres secteurs de la bourgeoisie, produisant des contre-tendances pour contrer les effets les plus néfastes de l'impérialisme.

Dès le début de la phase impérialiste, le fait que le mode de production capitaliste soit historiquement dépassé se reflète évidemment aussi dans la culture bourgeoise. L'"enregistrement" de ce fait par la culture bourgeoise a commencé à la fin du siècle dernier et constitue depuis lors une constante dans le firmament idéologique bourgeois, une comète qui tantôt brille plus fort, tantôt disparaît presque.

Lorsqu'elle est apparue, elle s'est présentée comme une réaction au positivisme et au rationalisme, comme une "pensée négative" : Nietzsche, Burckhardt et autres épigones de Schopenhauer sont les principaux représentants de ces courants. Dans la première moitié de ce siècle, le pessimisme sur le "destin de l'humanité" a trouvé son expression dans le domaine philosophique - dans des ouvrages comme *Le déclin de l'Occident* de Spengler - ainsi que dans la littérature et les arts figuratifs. Cette ligne de pensée a été reprise plus récemment dans les recherches sur la philosophie grecque ancienne qui tendent à démontrer le caractère aberrant de la pensée rationnelle (par opposition à la pensée non rationnelle et non logique de l'Orient), et le lien avec le caractère autodestructeur de la culture occidentale.

Il existe une autre facette de la culture bourgeoise, apparemment opposée, dans laquelle domine le thème de la négativité du progrès, de son caractère "réifié", "aliéné", etc. La parabole de l'école de Francfort (en particulier Adorno et Horkheimer) au tournant de la Seconde Guerre mondiale et l'existentialisme français illustrent cette critique "rationnelle" du "progrès". La première aura surtout une profonde influence dans le courant d'extrême gauche: les opéraïstes, les situationnistes, l'ultra-

¹ La théorie de la victime, où l'utilisation de la rhétorique est combinée au mythe du péché à expier. Où, comme par magie, la culpabilité inverse les rapports de force....

gauche libertaire, actuellement les néo-conservateurs.... L'expression la plus systématique de cette dernière pensée est celle de "capital total", la conséquence ultime de la rupture (consommée dans des temps très anciens) entre l'espèce humaine et le reste de la nature ; la mémoire de cette rupture (et le seul espoir sur lequel s'appuyer) serait donc la "corporéité", l'"insurrection érotique", la rébellion, la déviance, etc...

Réflexivement dans le champ culturel, les contradictions dues à la survie du mode de production capitaliste au-delà de ses limites historiques sont génériquement attribuées au processus de production, aux réalisations scientifiques et technologiques. Tout ce qui est propre au mode de production, aux rapports de production (l'exploitation de toute ressource jusqu'à en tarir la source, la croissance illimitée, l'impossibilité de se soucier du lendemain, la réduction de la capacité de travail humaine à la plus vile marchandise grâce aux facteurs mêmes qui ont rendu possible la multiplication des hommes, etc.) est attribuée par la culture bourgeoise à la "nature humaine" et au "progrès".

À ce stade, certains philosophes radicaux (gauche et droite) se sont mis à crier que toutes les divisions de classe avaient désormais disparu : ne sommes-nous pas tous victimes d'un même destin cruel ? Ne sommes-nous pas tous dans le même bateau ? La culture et l'opinion nourries par ces "sages" ont servi et servent encore à soutenir les lacets interclassistes qui brident les mouvements issus des contradictions inhérentes au mode de production capitaliste (écologistes, environnementalistes, verts, hygiénistes, pacifistes, antinucléaires, mouvements contre la faim dans le monde, mouvements pour les droits civiques, pour la défense de l'identité, mouvements de soutien aux luttes communautaires, mouvements contre l'oppression des enfants, des femmes, etc...)¹ et les maintiennent au stade de mouvements manœuvrables par les différentes classes dominantes.

1 Il ne s'agit pas de nier l'importance et la participation des communistes aux luttes interclassistes. Les luttes interclassistes touchent différentes classes sociales (masse populaire). Cependant, deux points doivent être clairs : 1) les luttes interclassistes sont encore plus influencées par les courants bourgeois. L'action communiste doit être encore plus pointue, donc avec un niveau d'organisation et de bataille idéologique capable de s'opposer aux courants bourgeois. 2) Les masses populaires comprennent l'ensemble de la population, à l'exception de celle qui appartient au camp de la bourgeoisie impérialiste. Les masses populaires sont la partie de la population qui doit travailler pour vivre, qui vit donc, au moins en partie, de son propre travail et qui ne peut pas vivre uniquement de l'exploitation du travail des autres. Les masses populaires constituent le champ le plus vaste auquel la classe ouvrière peut aspirer à étendre son leadership au fur et à mesure que la crise et que la capacité d'autonomie prolétarienne progresse. La masse populaire comprend également des classes qui sont actuellement ennemies de la classe ouvrière. La classe ouvrière fait partie des masses populaires.

La société bourgeoise bouge grâce à des contrastes d'intérêts antagonistes entre des individus étroitement dépendants. Et c'est précisément l'unité de l'étroite dépendance et de l'antagonisme des intérêts qui fait jaillir les étincelles en elle. La culture bourgeoise, elle, nie qu'il puisse y avoir antagonisme d'intérêts puisque les hommes sont étroitement dépendants les uns des autres. Le secret de mille caractéristiques de la culture bourgeoise contemporaine réside dans cette négation de la contradiction et dans l'absolutisation de l'un des deux termes en faisant disparaître l'autre.

Puisque le mode de production capitaliste fondé sur la division des classes est historiquement dépassé et qu'en perdurant, il est devenu universellement destructeur (et c'est précisément la manifestation pratique de son caractère obsolète), ils prétendent que, la division des classes est "absurde", dépassée, inexistante. Le contraste saisissant entre deux choses est éliminé par une opération purement intellectuelle, en niant l'un des deux termes : il ne doit pas exister, donc il n'existe pas (l'action de boire détruit le buveur, donc l'action de boire est absurde, elle ne peut pas exister, elle n'existe pas !)

Ils sont aidés en cela par les conceptions comportementales et sociologiques.

- par les conceptions comportementales et sociologiques des classes (classes distinguées par les goûts, les habitudes, les coutumes, le niveau de vie, les opinions, les orientations politiques) : c'est un fait que les divisions sociologiques et comportementales ne coïncident souvent pas avec les distinctions de classe et que ces divisions traversent les classes
- de l'incompréhension généralisée du mécanisme social et de son mouvement : à ceux qui voient le monde à leur image, le monde paraît uniforme ! Pour ceux qui voient le monde comme un enchevêtrement incompréhensible de choses et d'événements, une chose semble égale et indistincte d'une autre (dans la nuit noire, toutes les vaches sont noires !).

Selon la définition de Lénine, nous appelons ici et dans ce qui suit classes les grands groupes de personnes qui diffèrent par la place qu'ils occupent dans le système historiquement déterminé de production sociale, par leurs relations, le plus souvent sanctionnées et fixées par des lois, avec les moyens de production, par leur fonction dans l'organisation sociale du travail, et donc par la manière et l'ampleur avec lesquelles ils utilisent la part de richesse sociale qu'ils possèdent.

La structure économique de la société impérialiste divise ses membres en classes, ils ont des rôles clairement distincts dans la vie de la

société. L'émergence et le développement des monopoles, du capital financier, du système capitaliste mondial et des sociétés internationales ont donné à la bourgeoisie impérialiste un rôle et un pouvoir sur des millions de personnes dans une mesure inégalée dans l'histoire et ont approfondi les divisions entre les classes. Contrairement à ceux qui prônent la disparition de la division des classes, en se basant sur des éléments qui n'ont qu'un rapport indirect et très lointain avec les classes.

La mobilité sociale, le passage de certains individus au cours de leur vie d'une classe à l'autre, d'un rôle à l'autre, sont typiques de la société bourgeoise et, même si leur ampleur était plus grande qu'elle ne l'est en réalité, n'ont rien à voir directement avec la division des classes.

Il convient à la bourgeoisie, une fois la phase de décadence entamée, de nier la division des classes et de promouvoir la collaboration des classes sujettes avec la classe dominante, déguisée en interclassisme et en "collaboration entre les classes". La bourgeoisie trouve utile de concevoir la société actuelle comme un seul "système" articulé en parties fonctionnelles, la version francfortoise moderne de l'apologue antique de Menenius Agrippa (les divisions du corps humain, comme les divisions de la société, la tête, les pieds, les mains...). Pour en revenir à l'individu seul.

L'objectivité des rôles (un rôle donné existe et quelqu'un le remplit, ce qui n'a rien à voir avec les particularités individuelles de la personne qui le remplit, sans préjudice de l'aptitude aux fonctions que le rôle implique) supprime dans un certain sens la responsabilité personnelle de l'exécutant (il doit de toute façon y avoir un exécutant : si je ne le fais pas, quelqu'un d'autre le fera et tout pourrira comme c'est le cas maintenant). Il s'ensuit que ceux qui conçoivent moralement des classes peuvent s'écrier qu'il n'y a plus de classes (au sens où aucun individu ne décide librement de ses actes et n'en est donc pleinement l'auteur), que nous sommes tous des appendices, des tentacules et des fonctions d'un seul et même "système" obscur.

Au contraire, dans la phase historique où la bourgeoisie a été une classe révolutionnaire, ses idéologues ont toujours reconnu et fait leur la division de la société en classes (en l'utilisant comme un outil dans la bataille politique).

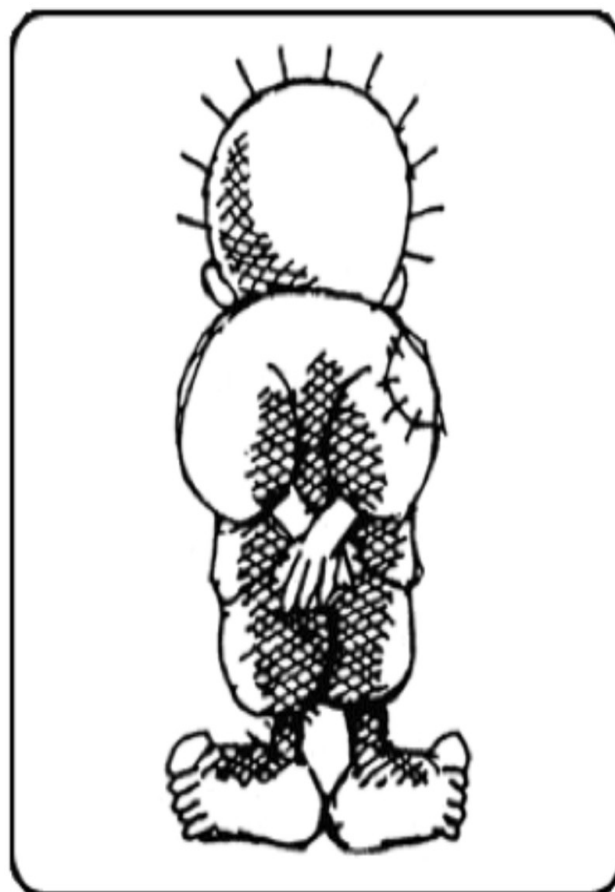
Par exemple, le concept de "classe sociale" est bien présent chez Hume et Bolingbroke (idéologues de la bourgeoisie anglaise entre le 17ème et le 18ème siècle), chez Adam Smith (économiste anglais et partisan du libéralisme) et chez les penseurs des Lumières, idéologues de la Révolution française de 1789 (Sieyès, Hévetius, Robespierre, Saint-Just).

Pour le prolétariat, en revanche, il est utile et nécessaire de comprendre et de mettre en évidence la division et la contradiction inhérentes au mécanisme social et le contraste d'intérêts qui existe et se reproduit sur cette base.

La contradiction entre la division de la société en classes et l'appropriation privée, d'une part, et le caractère social des forces productives et l'unité réelle de la société qui en résulte, d'autre part, est la clé pour comprendre le mouvement de la société d'aujourd'hui et les alignements politiques et culturels, même si ceux-ci ne s'identifient pas, en règle générale, immédiatement et sans ambiguïté à des classes¹.

Il est donc clair que les idéologies post-modernes représentent l'une des nombreuses variantes, interprétant la bourgeoisie pour contrer son déclin, pour nier la division des classes et donc sa nécessaire abolition en tant que classe inutile et historiquement morte.

F. E.



¹ La reconstruction des maillons de la chaîne génétique qui va des classes aux orientations politiques et culturelles concrètes convient mal à la paresse mentale des répétiteurs dogmatiques des formules "marxistes" (opportunistes de gauche) et des succubes de la culture bourgeoise (opportunistes de droite), car elle exige une recherche concrète et une vérification expérimentale.

Nietzsche, de droite à gauche

Parler de philosophie est toujours compliqué, parler d'un philosophe "à la mode", dont les citations se retrouvent sur des t-shirts et des pin's, sur des posters et des gifs, est encore plus problématique et à contre-courant.

Nous nous excusons donc auprès de nos lecteurs s'ils trouvent des approximations, mais nous les invitons à saisir le sens de cet article et la critique que nous faisons de certains secteurs intellectuels de la gauche qui ont agi et agissent dans notre dos, contre notre classe, contre la possibilité du socialisme.

En 1954, dans sa célèbre *Destruction de la raison*, György Lukács affirmait que "*la pensée philosophique de Nietzsche est dirigée dès le départ contre le socialisme et la démocratie*". Nietzsche, ajoute le marxiste hongrois, a toujours cherché à "*détruire, du point de vue de la pensée, l'idée de l'égalité des Hommes*" et, à cette fin, en est venu à idéaliser "*ces tendances égoïstes de la bourgeoisie décadente qui se sont manifestées à l'époque de son activité et qui se sont très largement répandues à l'époque de l'impérialisme*"; et donc l'égoïsme d'une classe déjà condamnée au déclin par l'histoire et qui, dans sa lutte désespérée contre le prolétariat, mobilise tous les instincts barbares de l'homme et fonde sur eux son "éthique".

Dès les lendemains de la Seconde Guerre mondiale et bien avant le glissement à gauche de Nietzsche, un vaste travail de réinterprétation avait commencé dans toute l'Europe (et aussi en Allemagne) dans le but de récupérer Nietzsche de l'usage qui en avait été fait par les nazis. Il s'agit d'un travail indirect de dénazification qui a déjà un premier sens objectif, celui de faire glisser la position du philosophe, pour ainsi dire, de la droite vers la gauche. Une réinterprétation qui s'attache à ramener Nietzsche dans la sphère de l'histoire de la philosophie et donc à la construction d'un Nietzsche avant tout "philosophique" et donc épuré des aspects plus directement politiques de sa pensée.

Il faut cependant noter que même dans cette réinterprétation rassurante, il ne manquait déjà pas de suggestions qui allaient devenir très populaires par la suite. Karl Lowith, par exemple, n'hésite pas à affirmer la "relation" de Nietzsche "avec la critique révolutionnaire des gauchistes hégéliens" (avec Feuerbach, à travers Wagner, et avec Bruno Bauer). Il pose même la nécessité d'une "comparaison" de Nietzsche avec Marx (et avec Kierkegaard), "*puisque Nietzsche est le seul... à avoir soumis la décadence du monde bourgeois-chrétien à une analyse tout aussi fondamentale*".

Nous avons donc une lecture philosophique de Nietzsche à travers un prisme essentiellement existentialiste. Les auteurs de gauche qui délivreront la "licence révolutionnaire" à Nietzsche, comme Deleuze, Derrida, Foucault, mais aussi Marcuse, ont trouvé déjà élaborée l'image d'un Nietzsche radicalement critique de la société capitaliste bourgeoise, un Nietzsche qui n'était peut-être pas de gauche, mais certainement pas de droite non plus, déjà dans les années 1950. La "légende rose" remplaçait la "légende noire". Tout cela dans le cadre de la "chaude" guerre froide qui opposait l'Occident à l'Est soviétique et "chinois".

Bien qu'il ne puisse y avoir de sympathie immédiate et qu'il faille plutôt parler d'un intérêt critique, on ne peut pas affirmer qu'il y ait chez des auteurs comme Adorno ou Horkheimer une répulsion claire à l'égard de la pensée de Nietzsche, comme s'il s'agissait d'une sorte de monstre proto-totalitaire dont il faut se tenir strictement à l'écart, sous peine de contamination idéologique. La présence de thèmes nietzschéens, c'est-à-dire l'idée que ce que Nietzsche thématise et questionne est en tout cas digne de considération et peut être reçu comme un stimulus intellectuel, éventuellement polémique, est indéniable chez ces auteurs. Chez Ernst Bloch, nous avons même un programme de récupération explicite de ce Nietzsche dionysiaque qui "*se tenait du côté de l'utopie*", à distinguer dialectiquement du Nietzsche sulfureux et pro-impérialiste de la volonté de puissance¹.

Le moment le plus significatif pour l'évolution de l'image de Nietzsche, cependant, est sans aucun doute le cycle socio-politique de 1968 à la fin des années 1970. C'est dans ces années que se répandent les interprétations les plus significatives du philosophe allemand et de la "pensée négative" en général, interprétations qui sont presque exclusivement le fait d'auteurs de gauche.

Nietzsche est également relu à gauche d'un point de vue politique et est perçu et compris comme un critique impitoyable de la société bourgeoise, comme un auteur qui a remis en question, en termes radicaux, les fausses modes des Lumières de la société occidentale. En d'autres termes, le nietzschéisme a été identifié par de nombreux intellectuels comme une radicalisation extrême de la critique de la démocratie capitaliste: Adorno, Horkheimer, Benjamin, sans oublier Marcuse. La "légende rose" devient "absolument

¹ Lukács a ouvertement polémique contre la récupération partielle et dialectique de Nietzsche de Bloch : "La tentative blochienne de découvrir une nouvelle méthode de lutte contre l'idéologie du fascisme doit [...] être considérée comme ayant échoué. Il est vain de chercher de l'or dans les idéologies de la paysannerie et de la petite-bourgeoisie arriérées. Pour ces classes, l'or est contenu dans les instincts anticapitalistes qui naissent de leur condition sociale éclatée, de l'oppression et de l'exploitation que le capitalisme monopoliste exerce sur elles".

dominante" et Nietzsche est élu "grand-père de la contestation étudiante de ces années-là".

Déjà dans un essai de 1940, en esquissant un profil synthétique de la philosophie allemande des premières décennies du 20^e siècle pour mettre en évidence ses liens avec la préparation idéologique du nazisme, Marcuse tend à distinguer clairement la figure de Nietzsche de la Kulturkritik de l'époque. Nietzsche mène certes une "attaque" contre la "conscience de soi optimiste" de la société du II^e Reich et son illusoire progressisme scientifique, mais il le fait à partir de motivations qui "transcendent à la fois le système libéral et le système totalitaire", de sorte que pour Marcuse sa philosophie la plus authentique ne peut être considérée comme de droite parce qu'elle est en fait "fondée sur un nouvel individualisme".

C'est une thèse qui revient farouchement identique dans *Eros et Civilisation*, quinze ans plus tard. Chez Nietzsche, il y a des "éléments du terrible passé" et surtout la célébration de la "douleur" et de la "puissance". Mais ce sont les derniers vestiges d'une morale, la morale ascétique liée à toute la tradition de la pensée occidentale, que, dans l'ensemble, "il s'efforce de dépasser". Il contribue à construire "l'image d'un nouveau principe de réalité" qui "brise le contexte répressif et anticipe la libération de l'héritage archaïque". En ce sens, Nietzsche se situe pleinement dans le courant de la pensée critique : il est un philosophe de la "libération" dans la mesure où il propose un "renversement de la culpabilité" qui balaie toute "négation des instincts vitaux", ouvrant la voie à l'"affirmation" et à la "rébellion" de l'individu. Une leçon qui convergera en 1962 avec la lecture de Deleuze de la "philosophie qui libère". Même à travers Bloch, un autre auteur très cher aux soixante-huitards, Nietzsche s'était retrouvé depuis quelque temps, quoique dans une clé critico-dialectique, dans le "courant de gauche" du marxisme : "Dionysos est un dieu libérateur", avait-il dit, et dans la "fête populaire" dionysiaque "la libération du peuple est anticipée".

Le culte d'un Nietzsche de gauche se confondit bientôt, dans les années 1960, avec l'esprit de contestation qui rejetait le communisme soviétique au nom des principes libertaires (et plus tard libéraux).

C'est la prétendue "révolution" de 68 en Occident, telle qu'elle a été subjectivement perçue par ses protagonistes. Indépendamment du jugement historique et de l'action généreuse d'une partie du prolétariat et de l'avant-garde communiste, il s'agissait d'un phénomène de transformation de la conscience sociale, des hiérarchies générationnelles, des coutumes et des mœurs, dans le cadre des compatibilités systémiques et fonctionnelles de la modernisation capitaliste d'une société qui entrait dans la phase de

consommation de masse favorisée par les succès du grand compromis keynésien.

Une partie de la nouvelle gauche de l'époque voulait débarrasser le marxisme des incrustations encore humanistes, historicistes et finalement métaphysiques qui le bloquaient et le liaient aux idéologies du XIX^e siècle, tout en proposant des théories encore plus anciennes et fonctionnelles pour les nouvelles factions de la bourgeoisie émergente de ces années-là.

L'intellectualité de gauche qui gravitait autour du mouvement de 1968 voyait en Nietzsche une source de stimulation de la "dissidence" à la fois de la société capitaliste et du socialisme soviétique et de son "visage bureaucratique et autoritaire". Une lecture déjà sédimentée de son œuvre dans une tonalité "individualiste" et libertaire servait en effet à dénoncer l'exploitation et l'aliénation du monde bourgeois mais aussi - et peut-être surtout - les aboutissements totalitaires d'une société qui avait promis la libération des chaînes de cette exploitation et de cette aliénation mais qui, notamment après les événements de Prague (les chars soviétiques à Prague), semblait avoir tragiquement échoué, se renversant dans une nouvelle forme de domination et d'oppression non substantiellement différente de la forme capitaliste. Cette société qui se voulait radicalement nouvelle, en somme, était contestée comme n'étant pas assez révolutionnaire et Nietzsche était assimilé à la source possible d'une nouvelle poussée révolutionnaire, à l'inspirateur - "antifasciste" et "antitotalitaire" - d'une révolution "plus authentique" ou même "permanente", d'un socialisme "plus vrai" parce que plus attentif aux raisons de l'individu et aux aspirations de l'homme à la liberté, à l'authenticité et au renouveau.

À une époque où la guerre froide était à son apogée et où l'aspect idéologico-culturel du conflit systémique entre les deux camps géopolitiques était également extrêmement vif, une partie notable des classes intellectuelles et une partie notable d'une génération ont fait défection à l'un de ces camps et, bien que pour des raisons subjectives généreuses qui appelaient à une plus grande radicalisation à gauche - des raisons utopiques - ont fait un choix politique précis qui a pris la forme d'un éloignement des faits et des rapports de force réels. Le socialisme a donc été coloré par des suggestions excentriques, où le marginal était une alternative positive à la normalité bourgeoise, le révolutionnaire comme un héros romantique... ou comme un chevalier de l'idéal, Don Quichotte contre le matérialisme de Sancho, la drogue comme un élixir révolutionnaire. Il s'agit d'une attitude répandue mais aussi confuse, impliquant des sections très différentes de la gauche.

À cela s'ajoute l'incapacité absolue de nombreux intellectuels à faire une lecture objective des

rapports de force sociopolitiques. Alors que le cycle des luttes avait atteint son apogée, certains parlaient même de la maturité du contrôle ouvrier sur le cycle de production et du pouvoir politique autonome des travailleurs.

La transformation qui s'opère dans les années 1970 est impétueuse, mais elle prend une direction très différente de celle espérée par de nombreux protagonistes de ces années-là.

En outre, le conformisme des vieux partis socialistes et communistes "révisionnistes" - avec le culte du travail productif, le principe d'autorité, les valeurs ascétiques de la famille, de la solidarité et du sacrifice, la primauté de la société sur l'individu - a paradoxalement donné à Nietzsche la direction de suivre une voie différente, non-conformiste, transgressive et donc plus authentiquement révolutionnaire. Et ce, une fois de plus, au nom d'une utopie extrême qui repose sur l'exaltation crypto-stirnerienne de la primauté de l'individu et de sa liberté absolue.

Le retour de Nietzsche a été préparé par la génération libérale-libertaire de 68 et non par la vieille extrême droite (qui n'a jamais renié Nietzsche). Celle-ci, aussi extérieurement "émancipatrice" dans ses mœurs que profondément répressive dans son appareil institutionnel, a dû inventer un Nietzsche sur mesure. Un Nietzsche inaccessible, innocent de tout par définition et d'abord de tout ce qu'il était capable d'écrire. Un Nietzsche "de gauche", bien sûr, c'est-à-dire drogué à la bonne conscience, y compris celle du "politiquement incorrect".

Nietzsche, qui était de droite, était à l'extrême gauche ; les idéaux du communisme historique étaient devenu "conservateur". La révolution passive qui s'est effectivement opérée à travers le développement de la civilisation de la consommation a radicalement modifié la société, mais de manière tout à fait différente de ce que beaucoup attendaient à l'époque : l'utopie de la libération du désir et du symbolique ne devait se réaliser que dans le triomphe de l'immédiateté et de l'accès généralisé à la consommation, tandis que l'individu devait revenir sur le devant de la scène sous la forme de l'éclatement de toute identité et de toute appartenance, mais aussi de toute capacité de résistance et de planification socio-politique. Une société dans laquelle triomphe l'idéologie néolibérale-étatique, une société dans laquelle, entre-temps, de nombreux protagonistes de Soixante-Huit se seront reconnus, pouvant également dire qu'ils ont maintenu une pleine cohérence avec leurs propres idéaux libertaires.

Beaucoup de ces mythes sont tombés, face aux guerres inter-impérialistes, aux luttes anti-impérialistes, à la polarisation et à la dé-intégration des classes.

Les différentes idéologies bourgeoises, même lorsqu'elles sont colorées en "rouge", s'effondrent dans les relations de pouvoir entre les classes. Cependant, cela ne signifie pas qu'il faille attendre de manière messianique de nouveaux cycles de lutte politique prolétarienne, la lutte idéologique contre tous les courants qui défendent le point de vue bourgeois est et doit être un champ de bataille quotidien pour les communistes.

M. K.

editioncontradiction.blogspot.com

Sur les ouvriers

K.Marx F.Engles

Style communiste

Mao

Le Soviet des chomeurs

S.V. Malysev

La théorie marxiste

Lenine

F.Fanon et les problèmes de l'indépendance

Nguyen Nghe

Sur le mouvement ouvrier américain

William Z. Foster

Espace contro ciment

A.Bordiga

prochaines sorties

PRT-ERP

Lutte armée en Argentine

Ugo Piazza

La libération de la femme

K.Marx F.Engles

Black Bolshevism

Harry Haywood



Mots clés

conceptions communiste, gauchiste et postmoderniste

TRIGGER

Communiste : Mécanisme que les communistes utilisent pour anéantir les ennemis de la révolution.

Postmoderniste : Un mot que les postmodernistes se sont appropriés de la thérapie et qu'ils utilisent pour justifier la priorité accordée à leurs réactions personnelles/émotionnelles réelles et/ou performatives face aux injustices, au détriment des luttes visant à mettre fin à ces injustices.

CAPITALISME

Communiste : Système fondé sur l'accumulation incessante de capital par l'appropriation privée de tout ce qui est produit par le travail humain, la technologie et les ressources naturelles de la terre. Bien que le capitalisme crée des conditions de production socialisée à l'échelle mondiale, l'exploitation est sa force vitale, la recherche du profit contraint le système à une anarchie de la production plutôt qu'à une planification sociale rationnelle pour répondre aux besoins humains, et le capitalisme marchandise tout, y compris le travail humain et les relations sociales.

Gauchiste : Système économique dans lequel les patrons exploitent les travailleurs.

Postmoderniste : Un endroit idéal pour faire avancer sa position dans les relations économiques et sociales de l'échange de marchandises.

LA BOURGEOISIE

Communiste : La classe qui possède et/ou monopolise le contrôle des moyens de production et qui est poussée, par la logique de l'accumulation du capital "se développer ou mourir", à accumuler toujours plus de profits.

Gauchiste : Les patrons ; les riches.

Postmoderniste : Les personnes à admirer si elles appartiennent à un groupe identitaire commun ou au "bon" groupe identitaire ; les personnes à combattre si elles appartiennent au mauvais groupe identitaire ; les personnes auprès desquelles obtenir des fonds pour les organisations militantes à but non lucratif.

COLONIALISME

Communiste : Dans le cadre du capitalisme monopolistique (lorsque des blocs de capitaux ont été concentrés sous forme de monopoles, à peu près à la fin du XIXe siècle et jusqu'à aujourd'hui) et du XIXe siècle au milieu du XXe siècle, un système de domination étrangère dans lequel un pays oppresseur exerce un contrôle territorial sur un pays opprimé afin de piller ses ressources et d'exploiter son peuple. Le colonialisme antérieur et les autres systèmes de colonisation impliquaient l'arrivée d'un grand nombre de colons européens dans les colonies (colonialisme de peuplement), l'expulsion des peuples indigènes de leurs terres et le génocide de ces peuples, l'extraction des ressources par le biais de relations commerciales fondées sur l'exploitation et l'exploitation des peuples indigènes dans les mines et autres entreprises extractives, ainsi que l'enlèvement de millions d'Africains pour les faire travailler comme esclaves dans les plantations dans les colonies. Depuis l'avènement du capitalisme en Europe, les empires coloniaux préexistants ont été entraînés dans le processus d'accumulation capitaliste à l'échelle mondiale, ce qui a conduit à une augmentation spectaculaire de l'intensité de l'exploitation de la terre et du travail des colonisés.

Alors que le colonialisme formel a pris fin dans la plupart des pays du monde dans les décennies qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale, la domination impérialiste des pays opprimés s'est poursuivie sous de nouvelles formes, dans lesquelles des pays formellement indépendants sont restés sous la domination économique de puissances étrangères, un système souvent désigné sous le nom de néocolonialisme.

Gauchiste : Un mot plus sophistiqué pour désigner le racisme.

Postmoderniste : Un système qui justifie les ateliers, séminaires et formations de décolonisation, qui ne modifient en rien les relations matérielles d'exploitation et d'oppression dans le cadre du capitalisme-impérialisme.

COLON

Communiste : (1) À l'aube du capitalisme en Europe, afin de répondre au besoin continu d'accumulation de capital et, accessoirement, de relâcher la pression de populations excédentaires croissantes, un certain nombre d'Européens ont été encouragés ou incités à coloniser des territoires d'outre-mer et à participer aux brutalités infligées aux populations indigènes, depuis le travail forcé dans les mines jusqu'au génocide pur et simple, l'objectif ultime étant de s'approprier la terre et ses ressources. Cette définition des colons n'inclut pas ceux qui sont venus d'outre-mer et ont été principalement exploités par la bourgeoisie des colons, n'ont pas été enrôlés dans l'expansion frontalière et ses campagnes meurtrières, et ont été poussés au travail manuel et plus tard à la production industrielle, par exemple, un immigrant juif d'Europe de l'Est travaillant dans une usine et vivant dans le Lower East Side de Manhattan autour de 1900 n'est pas un "colon".

(2) Les Israéliens (à l'exclusion évidemment des Palestiniens qui sont restés coincés sur le territoire israélien après 1948 ou de leurs descendants, qui ont la citoyenneté israélienne) et les entrepreneurs de la technologie, de la finance et des crypto-monnaies qui s'installent à Porto Rico.

Gauche/postmoderniste :

(1) Les méchants Européens qui se sont emparés des terres des peuples indigènes et leur ont fait subir des choses horribles (cette définition comprend les apparences extérieures mais ne fait pas d'analyse matérialiste des intérêts de classe et des relations de production qui ont créé et soutenu les colons).

(2) Un synonyme pour les Blancs et parfois aussi pour les immigrés non autochtones (il semble que ce soit le sens le plus fréquent derrière l'utilisation gauchiste et postmoderniste du mot "colons", ce qui ne fait que brouiller davantage les pistes de l'analyse).

(3) Ce que les Blancs petits-bourgeois et les enfants d'immigrés petits-bourgeois qui sont allés à l'université aux États-Unis ou au Canada appellent les Blancs de la classe ouvrière et les immigrés de la classe ouvrière pour détourner leur propre sentiment de culpabilité ou leur culpabilité réelle d'être un fonctionnaire de niveau inférieur dans le système capitaliste-impérialiste (cette définition trahit la perspective de classe petite-bourgeoise à l'œuvre derrière la conception gauchiste et postmoderniste des colons, et, ironiquement, a beaucoup en commun avec la mentalité des colons).

PROLETARIAT

Communiste : La classe des personnes qui sont privées et dépossédées de toute propriété des moyens de production, qui travaillent, quand elles peuvent trouver du travail, dans des conditions de production socialisée à l'échelle mondiale dans lesquelles leur travail est exploité, et qui sont rejetées en tant que populations excédentaires lorsque la bourgeoisie ne peut pas exploiter leur travail de manière rentable.

Le gauchiste : Les travailleurs.

Postmoderniste : non détecté....

COMMUNISME

Communiste : Un état d'existence au-delà de la production et de l'échange de marchandises, dans lequel l'humanité s'est débarrassée de toute exploitation, des relations de propriété et des divisions sociales oppressives et vit selon le principe "de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins".

Gauchiste : ? ??

Postmoderniste : (1) La société la plus terrifiante que l'on puisse imaginer.

(2) Beurk ! Quand les autoritaires contrôlent l'État!

SOCIALISME

Communiste : Période de transition commençant après le renversement révolutionnaire du capitalisme-impérialisme, menée par une lutte des classes continue et une transformation sociale radicale jusqu'à la réalisation du communisme.

Gauchiste : Une société dans laquelle les relations marchandes et les lois de l'accumulation du capital sont toujours les caractéristiques principales, mais avec quelques réformes sociales et de meilleures dispositions matérielles pour les masses.

Postmoderniste : "Une autre idéologie de l'homme blanc".

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

Communiste : Forme d'État durant la période de transition socialiste dans laquelle le prolétariat, dirigé par son parti d'avant-garde, monopolise le pouvoir politique en contrôlant les institutions clés de la société, en exerçant la dictature sur la bourgeoisie renversée et en empêchant la création d'une nouvelle bourgeoisie, tout en s'efforçant de vivre avec la petite-bourgeoisie et de la transformer. Le meilleur exemple de dictature du prolétariat a été la Chine de 1949 à 1976.

Gauche : (1) Oh l'horreur !

(2) La démocratie bourgeoise pour le prolétariat.

(3) La nostalgie des gouvernements passés et lointains de l'après-révolution, sous lesquels la personne qui fait l'éloge ne survivrait pas un seul jour.

Le postmoderniste : Oh l'horreur !

RÉVOLUTION (DANS LE PRÉSENT)

Communiste : Le renversement violent de l'ordre existant par l'armée révolutionnaire du prolétariat, au cours duquel les institutions, en particulier les appareils répressifs, de l'État bourgeois sont détruits et les richesses et le capital de la bourgeoisie sont expropriés par la force.

Gauche : Des manifestations plus importantes avec des slogans "justes" ? L'expansion des réseaux d'activistes "d'aide mutuelle" ? Une vague idée de "conseils" écrasant la classe dirigeante ?

Postmoderniste : Le point de basculement où suffisamment de personnes ont " pris conscience de leur privilèges", "ont travaillé sur eux-mêmes" et/ou sont devenues de bons "alliés" (en fait, un amalgame de processus individuels de changement moral plutôt qu'une transformation des relations matérielles de la société).

LE PARTI D'AVANT-GARDE

Communiste : Organisation capable de mener le renversement révolutionnaire de la bourgeoisie et de diriger la transition socialiste vers le communisme, composée des éléments les plus avancés du prolétariat et des classes populaires qui se sont transformés en communistes et se sont consacrés à la révolution, qui fonctionne selon les principes du centralisme démocratique et est organisée si sagement et si bien que l'appareil d'État répressif bourgeois ne connaît pas sa structure organisationnelle et ne peut pas facilement la détruire.

Gauchiste : Une organisation de gauchistes stupides dirigée par des opportunistes légèrement plus intelligents, qui se divise ou implose assez fréquemment, met tous ses documents internes sur un Google Drive, et n'a aucune idée de la manière de protéger son organisation de la répression parce qu'elle n'a pas vraiment l'intention de faire quoi que ce soit qui puisse faire l'objet d'une répression sérieuse.

Postmoderniste : L'entité la plus oppressive que l'on puisse imaginer.

LEADERSHIP

Communiste : Au sein de la structure organisationnelle du centralisme démocratique, le processus continu d'élaboration de la stratégie et de la tactique pour la révolution dans les conditions concrètes dans lesquelles nous nous trouvons et la formation et l'orientation des cadres et des masses pour mettre en œuvre cette stratégie et les tactiques qui en découlent. Comme l'a résumé Mao, la direction communiste est une question d'élaboration d'idées et de bonne utilisation des cadres.

Gauchiste : Publier des clichés gauchistes stupides sur les médias sociaux et obtenir beaucoup de likes.

Postmoderniste : La même chose que ci-dessus, plus le fait d'être nommé (par la vertu de riches donateurs) à un poste de direction dans une association 'militante' à but non lucratif ou ONG.

LE FRONT UNI SOUS LA DIRECTION DU PROLÉTARIAT

Communiste : Alliance de classes sous la direction du prolétariat révolutionnaire et de son parti d'avant-garde, forgée dans le but d'isoler la bourgeoisie et d'accumuler la force nécessaire pour la renverser, ainsi que pour construire une nouvelle société socialiste après la révolution.

Gauchiste : le fait de faire signer une collection d'organisations gauchistes minables ; un tract de rhétorique ou une affiche pour une assemblée ou une manifestation.

DÉFAITISME RÉVOLUTIONNAIRE

Communiste : Accueillir moralement et stratégiquement les défaites subies par sa "propre" bourgeoisie.

Gauchiste : Faire l'apologie de toutes sortes de gouvernements bourgeois et réactionnaires partout dans le monde simplement parce qu'ils sont en conflit avec l'impérialisme américain. (parce que les gauchistes sont incapables de voir plus d'une contradiction en jeu ou de trier les contradictions avec la moindre nuance).

LA LIGNE DE MASSE

Communiste : Méthode de direction dans laquelle les communistes prennent les idées éparses et non systématiques des masses et les concentrent dans des programmes politiques qui peuvent mobiliser les masses dans la lutte des classes.

Gauchiste : Au mieux, parler aux masses de leurs besoins les plus immédiats et de leurs intérêts étroits, puis faire la charité pour essayer de répondre à ces besoins et de servir ces intérêts étroits.

TRAVAIL DE MASSE

Communiste : Aller largement parmi les masses, mener des enquêtes sociales et faire de l'agitation politique afin de les organiser dans la lutte des classes.

Gauchiste : Faire de la charité parmi les masses, traiter les masses comme des catégories identitaires étroites, et peut-être impliquer certaines masses de manière auxiliaire autour d'une lutte conçue de manière très étroite pour des intérêts étroits.

AIDE MUTUELLE

Communiste : Organiser les masses pour trouver des solutions collectives à leurs problèmes communs afin qu'elles puissent participer au mouvement révolutionnaire.

Gauche/postmoderne : Charité.

IDENTITÉ

Communiste : La façon dont les gens se comprennent eux-mêmes en fonction de leur milieu social, de leur parenté et de leur ascendance, de leur place dans les relations sociales dominantes de la société, de leur mode de vie et de leurs préférences culturelles.

Gauche/postmoderne : Une catégorie rigide et monolithique à laquelle les individus sont assignés ; quelque chose à utiliser comme capital dans les Olympiades de l'oppression.

LES MASSES

Communiste : Les personnes opprimées et exploitées dans la société qui peuvent être mobilisées pour renverser le capitalisme-impérialisme et entamer la transition socialiste vers le communisme ; les personnes que nous aimons et que nous servons.

Gauche/postmoderne : Une catégorie identitaire.

ORGANISATION DE MASSE

Communiste : Une organisation des (une section des) masses, liées par une expérience et une lutte de classe communes, idéalement dirigée par le parti communiste d'avant-garde.

Gauchiste : Organisation de gauchistes dont les critères d'adhésion et le niveau d'unité politique sont inférieurs à ce que les gauchistes pensent être un parti d'avant-garde.

MÉDIAS SOCIAUX

Communiste : La façon dont la bourgeoisie de la Silicon Valley profite et reproduit, parmi toutes les tranches d'âge et les couches de la société, les relations sociales et les concours de popularité caractéristiques de la vie quotidienne dans un collège de banlieue. Un puissant nœud d'économie capitaliste froide et d'appareils d'État idéologiques participatifs très efficaces inculquant aux gens l'idiotie et l'individualisme.

Gauchiste : Mon endroit préféré.

Postmoderniste : Mon endroit préféré.

THÉORIE

Communiste : Le développement de concepts pour guider la transformation révolutionnaire de la société par l'étude scientifique de l'histoire et de la réalité contemporaine, l'engagement dans la vie intellectuelle de la société dans son ensemble, et l'implication pratique dans la lutte des classes et la synthèse de celle-ci.

Gauchiste : Lire beaucoup de livres et apprendre la bonne phraséologie pour pouvoir se vanter d'être plus correct que les autres gauchistes, mais ne jamais acquérir la capacité d'appliquer ces phrases et ces livres au monde réel.

Postmoderniste : L'invention d'un jargon de plus en plus ésotérique, le plus inintelligible possible, afin de se faire passer pour intelligent, innovant et plus éveillé que les autres.

Kites Journal, journal of communist theory, (North America)
kites-journal.org



Pour une critique de l'opéraïsme italien troisième partie Toni Negri

Nous poursuivons notre série de documents sur la critique de l'opéraïsme italien historique, dont dérivent directement ou indirectement les tendances modernes du soi-disant mouvement autonome. Dans les numéros précédents, nous nous sommes concentrés sur la préhistoire de l'opéraïsme théorique de Ranerio Panzieri, puis nous avons abordé la figure de Mario Tronti.

Dans ce numéro, nous nous concentrerons sur la trajectoire politique de Toni Negri, certainement l'un des théoriciens les plus éminents de ce courant et un "militant politique" de la pensée post-moderne, décédé récemment à Paris en décembre 2023. Le courant auquel Negri a participé "l'autonomie" dans les années 1960 et la "post-autonomie" a influencé et influence encore une partie substantielle de la gauche dite alternative.

Leur poids, sans en exagérer l'importance, touche également les partis de gauche et les syndicats. Son importance réside dans sa théorie même, qui permet à toute une série de "cadres" de la classe moyenne de trouver une place et un rôle dans la dynamique du mouvement ouvrier et prolétarien¹. C'est une théorie qui, comme nous le verrons, "annule" les problèmes, les contradictions, les crises, les phases, les rapports de force, le pouvoir entre les classes, dans une recherche spasmodique de l'immédiat et de la subjectivité.²

1 D'une certaine manière, il s'agit d'une reprise de ce qui était, pour le meilleur ou pour le pire, le syndicalisme révolutionnaire au début des années 1900. Les échos du vieux G. Sorel, des réflexions sur la violence, reviennent avec force dans la littérature autonome et post-autonome. Le mouvement autonome a souvent été associé à l'anarchisme classique, mais nous pensons qu'il y a beaucoup plus de points de contact avec le syndicalisme révolutionnaire. Bien entendu, le syndicalisme révolutionnaire est lui-même l'un des différents courants issus du mouvement libertaire.

2 Le militant post-autonome nous rappelle tant ce portrait fait par Engels des exilés de la Commune. Des hommes et des femmes généreux, mais incapables de réfléchir, et brûlant du désir d'agir, souvent repliés sur eux-mêmes. : *"Après toute révolution ou contre-révolution avortée, les émigrés qui ont fui à l'étranger déploient une activité fébrile. On fonde des groupements politiques de diverses nuances, dont chacun reproche aux autres d'avoir engagé la charrette dans le brouillard et les accuse de trahison et de toutes sortes d'autres péchés mortels. Ce faisant on reste en contact étroit avec le pays natal, on s'organise, on conspire, on publie des tracts et des journaux, on jure que cela va "recommencer" dans vingt-quatre heures, que la victoire est assurée, en prévision de quoi on répartit d'avance les postes gouvernementaux. Bien entendu, l'on va de désillusion en désillusion, et comme on ne rattache pas ses déboires aux conditions historiques qu'on se refuse à comprendre, et qu'on les*

Nous renvoyons à un prochain numéro de notre revue la lecture historique et organisationnelle de ce que fut, pour le meilleur et pour le pire, "l'autonomie" italienne dans les années 70 et 80.

L'évolution de la pensée de Negri est complexe et a connu différentes phases. Nous ne voulons pas reconstruire une biographie intellectuelle de Negri et de ses constants rebondissements, mais nous concentrons sur les présupposés théoriques de sa pensée qui, bien qu'ils se transforment, conservent une racine commune.

Pour Negri, la lutte des travailleurs est "*le moteur du développement*". C'est "*l'autovalorisation des travailleurs*" qui dicte "*les raisons du développement*" dans le capitalisme. Le dynamisme même du capital est "*le résultat de la lutte continue, de l'élan des travailleurs*". Telle est la prémisse théorique à partir de laquelle Negri part, en lien direct avec les conceptions de Mario Tronti (comme nous avons tenté de le souligner dans un article du numéro 3 de la revue Supernova).

Pour Negri, la classe ouvrière et le prolétariat en général ont perdu toute caractéristique de marchandise et dominant la scène en tant que sujet autodéterminant, une volonté pure qui ne dépend d'aucune autre condition externe et qui n'a aucun lien organique avec le capital.

La classe ouvrière et le prolétariat deviennent ainsi le "*mouvement communiste immédiat*". On assiste à une impasse où l'on perçoit d'un côté un prolétariat pur et idéalisé, de l'autre un capitalisme asservi à la volonté humaine (ici le prolétariat), un capitalisme donc qui ne peut se définir comme un rapport social fait de conflits et de contradictions.

Pour le marxisme, le prolétariat sous le capitalisme est la classe exploitée car il est la source de la plus-value et sa liberté dépend de la destruction de sa relation avec le capital.

Le prolétariat est selon Marx le fossoyeur du capital. Lorsqu'il agit de manière autonome

attribue aux erreurs fortuites de personnes isolées, les accusations réciproques s'accumulent et cela se termine par une zizanie générale.", *Le programme des émigrés blanquistes de la Commune*, 1874, F.Engels.

Il est clair que dans un contexte comme celui d'aujourd'hui marqué par le conformisme, nous ne souhaitons pas attaquer ceux qui agissent, mais cette critique est dirigée contre la perte d'énergie, pour concentrer nos forces, pour rendre notre "activisme" plus efficace et ce afin de ne pas s'engouffrer dans des voies vaines, sans perspectives.

(indépendance de classe), il lutte pour gagner sa propre indépendance politique vis-à-vis du capital, en tenant pour acquis qu'il ne peut, jusqu'à la révolution, gagner son indépendance économique vis-à-vis de lui.

La voie de l'indépendance de classe - politique, répétons-le - est la plus difficile pour la classe, car elle doit surmonter et nier sa condition immédiate de marchandise. Elle doit prendre conscience de la totalité des relations sociales et se doter de tous les instruments nécessaires pour supprimer la structure de domination massive et armée du capital.

La théorie léniniste nous vient en aide parce qu'elle met au centre la question du parti de classe et de son indépendance par rapport à la classe elle-même (entendue comme simple sujet économique).

Une voie dans laquelle l'apport des secteurs les plus conscients de la classe et de la théorie révolutionnaire est décisif.

Même là où elle a été pleinement accomplie sur le plan politique, la classe bourgeoise a eu jusqu'à présent la force de la faire reculer, (voir ce qui s'est passé en URSS et en Chine post-maoïste).

C'est pourquoi présupposer, comme le fait Negri à la suite de Tronti, un prolétariat antagoniste permanent, complètement étranger et imperméable aux vicissitudes du capital est faux, anti-historique, irrationnel et dangereux dans la pratique.

Un tel schéma, en effet, conduit à exalter toute lutte, même défensive ou même corporatiste, comme l'expression d'un antagonisme et d'une attaque, à sous-estimer les éléments de contraste et de division au sein de la classe, dus aux lois de la concurrence capitaliste et aux politiques des syndicats et des partis institutionnels. Voir derrière chaque mouvement des insurrections, des "révolutions" est un signe de soumission de la classe à la pensée libérale bourgeoise. Car tant que les rapports de force entre les classes ne sont pas affectés, tout se réduit à un échange d'"options" au sein des mêmes factions "émergentes" ou "aînées" de la bourgeoisie.

Dans la théorie de Negri, comme dans tout l'*opéraïsme*, il y a toujours eu un intérêt pour l'analyse sociologique du prolétariat, identifiant souvent des lignes de tendances qui se sont avérées correctes, tout en absolutisant des processus qui devraient toujours être lus dans un cadre de contradiction.

L' *opéraïsme italien* a brillamment identifié au début des années 1970 le processus de prolétarianisation qui affectait de larges secteurs de la classe moyenne, et le mécanisme parallèle d'"organisation industrielle" du secteur tertiaire, tout en absolutisant ce processus.

Dans les années 1960, l'*opéraïsme italien* croyait que tout passait par l'"usine", avant de dire exactement le contraire, à savoir que l'"usine n'existait plus", sauf sur un territoire métaphysique et indéfini, par le biais du glissement linguistique suggestif de "ouvriers de masse" à "ouvrier social".

Aujourd'hui, le post -*opéraïsme* en est venue à théoriser et définir les artisans, les jeunes intellectuels, les artistes comme "sujet révolutionnaire". Ce courant pose la catégorie des multitudes¹, en se débarrassant de ce fâcheux inconvénient créé lorsque les militants de

1 Une variante de la théorie intersectionnelle. Toni Negri par ce concept de multitudes élabore ici une libre interprétation de la pensée et des théories de Spinoza. Toni Negri conçoit le concept de multitudes et en fait une centralité dans l'oeuvre de Spinoza, ce qui semble bien plus complexe que ce qui est amené ici.

C'est en prison que Toni Negri écrit "L'Anomalie sauvage" en 1982, le texte "Spinoza et nous" est publié en 2010 (qui n'évoque d'ailleurs qu'une partie du mouvement de 1968, est ce peut être l'occasion pour Negri de ne parler que de lui et d'une partie d'intellectuels au sein des universités, se réclamant d'extrême "gauche...") Bref Negri n'a cessé d'interpréter pour son propre compte la pensée de Spinoza. Il est bien complexe dans une note de développer la pensée de Spinoza, nous tentons humblement de souligner ici ce que Toni Negri ont pu quelque peu galvauder et les notions diffusées par lui même : - L'essence de l'homme est le désir : le paradigme est quelque peu "changé", ce n'est plus la raison qui définit l'"essence de l'être humain" mais sa faculté de désirer. Ce que reprend Negri et consoeurs c'est la notion de conatus (voir l'Ethique de Spinoza) : "chaque chose autant qu'il est en elle, s'efforce de persévérer dans son être". Le conatus est la force qui pousse à exister. Pour que le conatus s'incarne, celui-ci doit prendre une direction et cette direction s'incarne sous la forme de désirs. Ce sont les désirs qui "donnent" la direction au conatus. La singularité de l'être humain serait cette conscience du "désir". Le désir est c'est ce qui met le corps en mouvement, ainsi la joie est un sentiment quand il y a une concordance entre le désir et l'action, la tristesse lorsque le désir est "entravé"... Il s'agit alors, pour s'arracher à notre servitude, de ne pas nier les désirs (ce qui reviendrait à nier l'essence même de l'être), mais bien de comprendre, conscientiser ces désirs et les directions qu'ils poursuivent c'est à dire la vie.

Ce courant s'attache donc à examiner toutes ces singularités existantes, enfin pas toutes puisque dans sa définition de multitudes, Negri de "singularités non représentées" et c'est ainsi qu'il évoque la classe et que toute sa suite se présentera comme le "sujet" de classe, se définit même comme "sujet révolutionnaire". Adieu dialectique, compréhension des mécanismes, des rapports au sein de la classe.

- La puissance d'agir et la communauté "désirante" : Si les êtres humains vivent en société c'est qu'ils font l'expérience qu'en joignant leurs forces ils répondent de manière plus utiles à leurs besoins. Selon Spinoza, "Si deux individus se joignent l'un à l'autre, ils composent un individu deux fois plus puissants que chacun d'eux en particulier, à l'être humain il n'est rien de plus utile qu'un autre être humain. Les hommes ne peuvent donc rien souhaiter de supérieur pour conserver leur être que de s'harmoniser en toute choses de façon que leurs esprits et leurs corps composent pour ainsi dire un seul esprit et un seul corps afin qu'il s'efforce de rechercher ce qui est utile à tous en commun". Il s'agit alors de découpler notre joie, notre puissance d'exister, sa puissance d'agir.

l'opéraisme essayaient d'entrer en contact et de travailler politiquement avec les "ouvriers de masse" et les "ouvriers sociaux" eux-mêmes.

Nous ne voulons pas paraître sarcastiques, mais c'est là le "bouillon" sur lequel repose la culture politique qui anime les mouvements autonomes-antifascistes actuels en France aujourd'hui, même sans en avoir conscience.

Un autre exemple lié à l'incapacité de capitaliser sur les mêmes idées et analyses relatives aux processus de production historiques est l'obsession du soi-disant post-fordisme.

Personne ne nie que les installations industrielles ont décliné en Occident et que les usines modernes robotisées ont besoin de moins de travailleurs, mais il est également "sociologiquement" erroné de penser qu'une phase fordiste, ainsi qu'une phase post-fordiste, ont existé. Les grandes usines occidentales, même dans leur plus grand développement, ne représentaient qu'une petite partie de l'ensemble du secteur industriel, qui était toujours liée à la petite et moyenne industrie ; c'est vrai en France, mais aussi en Allemagne et aux États-Unis dans les années 1920 et 1930.

La composition des classes a toujours été multiforme et variée. Dans les pages de *Que faire ?* de Lénine, (un livre qui "ne vieillit jamais" en termes de méthodologie), il est répété à plusieurs reprises que la *composition de la classe* est multiforme. Les communistes l'analysent non pas à partir de la relation entre le maître et

l'ouvrier, mais dans la relation et les politiques respectives des différents segments de classe.

L'une des constantes de Negri, en référence à "*ouvrier de masse*" et "*ouvrier social*", est de dépeindre la classe - dans la phase actuelle de subsumption réelle du travail par le capital - comme immédiatement massifiée et homogène. Il tient pour acquis "*la chute des divisions objectives de la force de travail*" et considère la composition de la classe comme homogène.

Pour Negri, la composition compacte des classes est la base matérielle la plus solide pour un antagonisme permanent. Parce que la composition des classes est homogène, l'antagonisme est devenu spontané. Il y a un fond de vérité dans cette position, qui a été poussée jusqu'à la mystification. Cela restera le mérite de l' *opéraisme* d'avoir anticipé théoriquement une ébauche de théorie sur l'extension de la prolétarianisation en dehors de l'usine. Mais Negri a voulu absolutiser cette dynamique.

La composition technique du prolétariat, lorsqu'elle est homogène, est un point fort pour lui, pensons à la concentration de la masse ouvrière dans les usines et les zones industrielles, mais on assistait là aussi à des mécanismes contradictoires.

La composition technique, qui à la fin des années 1970 est déjà beaucoup plus déstructurée et pas du tout reconstituée autour du prétendu *ouvrier social* (on parle aujourd'hui de précarité sociale), n'est qu'un des facteurs de la révolution. Peut-être que ce n'est pas le principal, pour ceux qui, comme nous, considèrent comme acquis, sur la base de l'histoire, qu'il ne peut y avoir de révolution qu'en présence d'une crise.

Là où il y a crise, il y a réaction du capital à la crise, réaction qui passe nécessairement par un certain effondrement (fermeture d'usines, restructuration des processus de travail, augmentation du chômage, etc.)

Le marxisme lie le développement du processus révolutionnaire, à la profondeur des processus objectifs de décomposition du capital (type de crise, guerre, etc.), plutôt qu'à l'homogénéité de la composition du prolétariat, de la société et au travail du *Parti*. Ce travail est d'autant plus nécessaire dans la conjoncture actuelle que nous approchons des passages successifs de la crise et des préparatifs de guerre, alors que la partie

Les passions et l'action : Les passions à l'époque où Spinoza l'emploie dans sa définition, c'est être passif, éprouver une souffrance. Les passions s'opposent donc aux actions. Nous sommes passifs lorsque la cause est extérieure à l'être. L'action augmente la joie, en se transmettant à autrui elle se décuple ainsi de la servitude, par la puissance d'agir l'être humain s'affranchit et fait l'expérience de la liberté. Le désir qui naît de la joie, soit de l'action est plus fort que celui qui naît de la tristesse, soit de la passivité. Le désir de la "joie" puisqu'il augmente la capacité d'agir a lui seul la capacité de vaincre "la tristesse". C'est donc l'individu qui par sa capacité d'agir, trouve une cause intérieure et sort de la passivité, de la servitude.

Ce sont une partie de ces éléments inspirés par des interprétations de Spinoza qui permet à Toni Negri d'écrire des pages et de définir le concept de multitudes "Nous pouvons expliquer d'un autre point de vue ce mouvement de la multitude, qui va de la chair aux nouvelles formes de vie. C'est un mouvement interne au passage ontologique, c'est lui qui le constitue. Je veux dire que la puissance de la multitude, regardée à partir des singularités qui la composent, peut nous montrer la dynamique de son enrichissement, de sa consistance et de sa liberté. En plus d'être, globalement, production de marchandises et reproduction de la société, la production de singularités est en effet production singulière de nouvelle subjectivité. Et il est par ailleurs aujourd'hui très difficile, dans le mode de production immatériel qui caractérise notre époque, de distinguer production de marchandises et reproduction sociale de subjectivités, car il n'y a pas de nouvelles marchandises sans besoins nouveaux, ni de reproduction de la vie sans désir singulier." Tout un programme... (sic)

centrale du prolétariat - les ouvriers - est en difficulté et sur la défensive, également à cause de la crise, les couches de la nouvelle prolétarianisation sont plus atomisées que la classe ouvrière elle-même.

Si, d'autre part, on suppose que l'homogénéité de la composition technique est la base fondamentale de l'antagonisme, le moment le plus favorable pour la révolution coïncidera avec le point culminant du cycle capitaliste. Mais le point culminant d'un cycle d'accumulation n'est que le moment le plus favorable aux augmentations de salaires....

Par ailleurs, contrairement à la thèse de Negri selon laquelle l'antagonisme est devenu spontané, on constate que l'Etat intervient aussi dans les luttes immédiates, avec ses propres instruments. Et cette intervention rend plus complexe l'évolution de la spontanéité vers l'indépendance de classe, car elle impose un certain type d'intervention politique dans la lutte immédiate, qui ne peut se limiter à (et parfois ne peut consister à) exagérer le contenu de cette seule lutte en y collant des *"objectifs incompatibles avec le capital"*.

Aujourd'hui, par exemple, pour nous, le travail politique sur le soi-disant "précariat social" se matérialise dans la construction de syndicats et de collectifs de travailleurs précaires, dans la création de formes syndicales stables, plutôt que de courir après des slogans contre le travail... un travail qui, lorsqu'il existe, est sous-payé et flexible en termes de temps de travail et précaire en termes de contrat.

Pour Negri et sa tendance (autonome et post-autonome), l'homogénéité (technique) de la composition de la classe est réduite à une lecture triomphaliste, contre l'évidence des faits et la guerre entre pauvres qui traverse souvent la classe elle-même.

Le fond de la vérité est le suivant : la précarité étend la prolétarianisation hors des grandes usines et hors des zones industrialisées ; d'autre part, la nécessité de rendre la circulation plus strictement fonctionnelle à la valorisation généralise les mesures de discipline du travail et de contraction salariale qui rapprochent la condition des salariés hors production de celle des travailleurs. Cela est dû à plusieurs facteurs, dont les principaux sont le mouvement de

financiarisation de l'économie dans son ensemble et l'autonomisation du capital¹.

Ces deux processus recèlent une potentialité qui, jusqu'à présent, s'est exprimée sous la forme d'une rébellion, mais pas sous la forme d'une autonomie de classe globale. Malgré la résistance commune, les différents sujets qui ont produit des mouvements de rupture n'ont pas été capables de trouver des moments d'unité. Une des difficultés de la classe dans le moment présent est, en ce qui concerne les luttes immédiates : aucune couche prolétarienne ne réussit à coaguler immédiatement les autres autour d'elle. Et cela ne peut se faire qu'au niveau des rapports de force entre les classes, pas avec des phrases théâtrales...

Souvent, les mouvements "alternatifs" s'isolent du reste de la classe, socialisant des formes culturelles de ghettoïsation et d'auto-margination. En revanche, ils débordent sur les mouvements pacifistes et écologistes, découvrant en eux le "nouveau sujet génériquement humain".

La fin de la loi de la valeur

Comme selon Tronti, selon Negri aussi, l'ensemble du mode de production capitaliste perd sa base objective et est "refondé" sur des bases subjectives : le commandement, la volonté de commandement du capital d'une part, l'autodétermination des travailleurs et des prolétaires d'autre part.

Negri va jusqu'à affirmer que *"c'est la praxis collective homogène du prolétariat"* qui est la *"base matérielle de la production"*. Ce serait la subjectivité politique du prolétariat qui déterminerait la condition sociale dans laquelle il est exploité et commandé par le capital. Typique de Negri et de toutes les formes d'opéraïsme, qui ont en commun la perte de la base objective de la production et la disparition même, dans l'analyse, de la production matérielle en tant que telle. Celui qui se laisse emporter par le discours de Negri a

¹ Par financiarisation, nous n'entendons pas les banques, mais la recherche du profit à travers le mécanisme financier. Ce processus n'est pas lié à la "boulimie" des banques mais à l'imbrication qui existe entre les différents aspects du capitalisme (production, marché, rente, etc.). Par autonomisation du capital, nous entendons le processus par lequel le capital devient de plus en plus autonome par rapport aux processus subjectifs politiques et à la bourgeoisie elle-même, entendue ici comme les capitalistes en chair et en os. L'autonomisation du capital se manifeste par l'extension de la forme capitaliste à tous les aspects de la vie sociale, rendant les anciennes formes de production et de reproduction sociale de plus en plus obsolètes.

l'impression de vivre dans une société où la production matérielle va de soi, est présupposée. Cette impression correspond au point de vue de la partie des classes moyennes qui est extérieure à la production de valeur.

Il est difficile, à ce stade, que la loi fondamentale qui la régit, la loi de la valeur, survive à la production. Elle est donnée pour éteinte, pour transformée en une loi entièrement politique, dans la "*forme de domination*". Or, la première et la seconde thèse sont fausses.

De l'extinction de la loi de la valeur du fait du développement des machines, Negri et sa tendance ne nous donnent aucune démonstration. Ils prétendent s'en tirer en énonçant le fait. Mais si l'extinction de la loi de la valeur dans la production n'est pas démontrée, la seconde thèse tombe également.

Negri s'empare d'un problème réel, clairement énoncé dans les *Grundrisse* et le *Capital* de Marx, et le traite unilatéralement, avec la méthode habituelle qui consiste à énucléer la tendance et à présupposer sa réalisation.

La science et la technologie sont devenues des sources de richesse sociale de plus en plus importantes par rapport au travail immédiat.

Si nous analysons cette relation par rapport au capital mondial total, nous constatons qu'il est très inégal. L'énorme développement de la science et de la technologie se concentre dans les métropoles. Dans ces forteresses de la science, les mesures dont nous disposons nous indiquent d'ailleurs que nous sommes très loin d'avoir rendu le travail immédiat superflu dans la production.

Si le capital tend à rendre le travail vivant de plus en plus secondaire dans la production des pays du capitalisme tardif, il fait aussi tout pour se valoriser lui-même, et comme il ne se valorise qu'au détriment de la force de travail, c'est-à-dire du travail vivant, il continue à mesurer la richesse sociale (son propre accroissement) de la même manière que le temps de travail non rémunéré des travailleurs.

Si l'on veut saisir cette contradiction dans l'évolution actuelle de la population mondiale, on constate, d'une part, la stagnation de la croissance démographique (hors immigration) dans les pays impérialistes et, d'autre part, l'explosion de la croissance démographique - la plus forte de l'histoire de l'espèce humaine - dans tous les "pays en voie de développement". Le

capital pousse non seulement à la stagnation de la force de travail, mais simultanément (encore !) à son augmentation maximale (le doublement de la population mondiale en 50 ans !).

Faisons ici abstraction des besoins et des conséquences de la crise.

Certes, le développement des sciences et des techniques et, plus généralement, le développement des systèmes de production automatique tendent à rendre superflu le travail immédiat. Mais, précisément parce que le travail ouvrier accroît le capital, celui-ci, périodiquement, avec les grandes saignées (crises générales et guerres), abaisse la composition organique du capital et rend le travail vivant plus, et non moins, nécessaire.

L'actuelle "révolution robotique"¹ elle-même, tout en rendant superflue une partie du travail immédiat (pas le travail immédiat en tant que tel !), le maintient dans le processus de production à un prix inférieur. Dans les pays impérialistes dominants, nous avons assisté à une expulsion d'environ 15%-30% des secteurs traditionnels, mais l'emploi s'étend à de nouveaux secteurs, pensez à la masse de salariés qui se trouvent aujourd'hui dans le secteur des soins personnels (aux États-Unis, c'est le premier secteur d'emploi), dans celui de la restauration et de la distribution.

Par conséquent, considérer le travail comme redondant aujourd'hui est idiot. Tout aussi catégorique et inacceptable est le renversement par Negri des causes de la crise.

Selon lui, ce sont les masses ouvrières qui ont "*produit la crise*". S'étant ainsi retrouvé en compagnie de l'économie vulgaire, pour chasser cet embarras, Negri s'appuie sur les deux économistes bourgeois les moins banals du [20e] siècle, John M. Keynes et Joseph A. Schumpeter, mais il reste prisonnier de leurs renversements idéologiques, au point de ne pas observer les aspects les plus novateurs de leurs positions.

Negri dégrade l'analyse marxiste des causes constitutives de la crise en une pure description phénoménologique, alors qu'elle est - au contraire - une indication des causes profondes, dissimulées par les mystifications de l'économie politique. En même temps, il élève l'aspect politique, le rapport de force entre les

¹ De la https://www.robingoodfellow.info/pagesfr/rubriques/Revolution_Industrielle.pdf, 2014

classes, au rang d'élément substantiel du cycle et de la crise, adoptant servilement la "découverte" keynésienne (*"la forme du développement est le rapport de classe"*) et la "découverte" schumpétérienne (*"la crise est fonctionnelle au développement"*).

La crise est, selon lui, *"la détermination et l'effet de la lutte des travailleurs"* et, d'autre part, elle est conçue par le capital *"sous la forme substantielle de la violence d'État"*, *"destinée à la réorganisation capitaliste"*.

Le capitalisme - dont nous ne savons pas encore ce qu'il est et en quoi il consiste - entre en crise seulement et uniquement à cause de la lutte des travailleurs, et à son tour utilise, accepte la crise, non pas comme une rupture et une désarticulation de la production sociale (dangereuse pour le capital lui-même), mais la vit - à la Schumpeter - comme une "preuve de la rigueur de l'évolution capitaliste". S'il n'y avait pas de lutte ouvrière, en déduit-on, les crises seraient abolies...

Outre les conséquences politiques, inexorables (on commence par l'antagonisme permanent et on finit par le réformisme nécessaire), nous voulons rappeler l'absurdité intrinsèque de la formule. Selon Negri, la crise serait un point de force, simultanément, du capital et de la classe ouvrière ; ou, dans une autre version, elle serait un point de force du capital, "preuve de la vigueur" de son évolution. Enfin, à plusieurs endroits, on semble supposer que le développement du capital est la condition de la plus grande force pour la classe ouvrière.

Cette dernière est dépouillée de ses mots d'ordre, la thèse classique du réformisme :

avec *"le développement de l'économie"*, dit le réformiste, *"il y aura la possibilité de transformations politiques positives, vers le dépassement progressif du système"*. Dans la crise, par contre, *"l'une et l'autre classe finissent par périr, tout le monde est perdant"*.

En revanche, nous savons combien le travail révolutionnaire est complexe en période de stagnation et d'effondrement économique, avec quelle habileté consommée la bourgeoisie déclenche, avec le chantage et la répression, les sentiments, les préjugés et les "raisons" conciliantes - sans parler de la façon dont elle divise le prolétariat par les mécanismes qui opposent le capital individuel et les fractions nationales du capital total. Tout cela, nous le savons. La guerre entre les pauvres, les

mouvements réactionnaires de masse sont des phénomènes réels, et les combattre ne signifie pas avoir la capacité de les détecter.

La crise économique générale est, pour nous, une condition nécessaire mais non suffisante du processus révolutionnaire. À moins de représenter le prolétariat comme une volonté pure, nous continuons à croire, histoire oblige, que c'est dans les crises générales que la possibilité de renverser le mode de production capitaliste est la plus grande, parce que ses poussées centrifuges sont les plus fortes.

L'excès de production entraîne des coupes et des restructurations dans le capital productif ; la rupture entre production et consommation se produit en mille points ; les crédits ont gonflé au point que le créancier est l'otage du débiteur ; les États redistribuent les richesses en faveur du capital, mais ce faisant, ils exacerbent à long terme les tensions entre les classes. C'est là que réside la plus grande difficulté pour le capital, qui ne peut reprendre le contrôle des forces productives, même en l'absence de luttes¹.

De plus, comme les autres classes exploitées et opprimées dans l'histoire passée, le prolétariat est déterminé à faire la révolution par son propre choix conscient et par la pression de la classe dominante, qui, en un sens, ne lui laisse pas d'autre option. Cependant, pour la classe exploitée, engagée chaque jour dans la lutte pour la survie, préparer, initier et mener à bien la révolution des relations sociales est la plus terrible des entreprises, surtout lorsqu'elle doit se libérer d'acquisitions mentales et de structures réformistes établies de longue date.

Contrairement à ce qu'affirme Negri, l'indomptable subjectivité ouvrière n'est pas la cause de cette crise et des crises en général. D'autre part, bien que l'utilisation capitaliste de la crise ait été perfectionnée au 20^{ème} siècle, la crise générale dans laquelle nous nous trouvons n'est pas voulue, mais subie par l'Etat. En conclusion, la crise du capital - et non son développement ! - est le moment le plus favorable au renversement du mode de production capitaliste.

La "nouvelle" théorie de l'impérialisme

Nous serions désormais en présence d'une domination capitaliste unifiée à l'échelle

¹ Marx et Keynes - les limites de l'économie mixte. Paul Mattick

internationale "à partir du pays leader de l'impérialisme et exercé à travers les nervures des entreprises multinationales". Tel est le point de départ de la réflexion de Negri sur l'impérialisme. On pourrait voir un recoupement de cette affirmation avec la description de la Génération Millénium, celle de l'après 1989 (contre-révolution en URSS), qui a vu la fin des conflits géopolitiques entre blocs et une phase de progrès capitaliste renouvelé et insouciant.....

L'escalade des conflits internes au système impérialiste et de la concurrence monopolistique internationale, lorsqu'elle est admise, est simplement considérée comme un facteur de *"forte centralisation du domination politique du capital sur le travail"*. D'un côté, le capital, centralisé dans une domination unique. De l'autre, égal et opposé, *"un mouvement de pince qui unit, dans une même exigence de revenu et de pouvoir, le travailleur métropolitain et le prolétariat du tiers-monde, et qui exerce une pression continue et redoutable sur l'ensemble de l'ordre du pouvoir mondial"*.

De même qu'il n'y a pas de conflits majeurs au sein du capital, il n'y en a pas non plus au sein du prolétariat, unifié dans la catégorie du salaire, compris unilatéralement comme l'expression d'une *"subjectivité politique irréductible"*. Une fois de plus, comme chez Tronti, le point de départ est le marché et non l'accumulation. Certes, un marché mondial s'est constitué. Mais l'accumulation, non seulement parce qu'un marché mondial unifié a été créé, est devenue une production de valeur unifiée.

Au contraire, il s'agit bien, dans des dimensions variables, d'une production par des producteurs indépendants, d'une production originellement anarchique, même si les États et certaines instances inter-étatiques tentent de recoller "en aval" les pots cassés du chaos généré "en amont".

Si les formes ne sont pas échangées contre des contenus, il ne sera pas difficile de voir dans la multinationale la taille appropriée de l'entreprise pour le marché mondial, tout comme l'usine traditionnelle l'était pour un marché plus restreint. Les fabricants traditionnels étaient en concurrence sur le marché national, cherchant à s'assurer un "monopole" relatif sur les marchés plus petits. Les entreprises multinationales se livrent une concurrence féroce sur le marché

mondial, après s'être assurées un certain monopole sur leur marché national.

Les États d'origine, loin d'être affaiblis, sont les soutiens indispensables des multinationales, en particulier en période de stagnation du commerce mondial. Bien que l'unification du marché mondial soit achevée, la production continue d'être le fait de producteurs indépendants (multinationales, petites entreprises) qui, en période de développement, multiplient les accords - afin de se contrôler mutuellement et de profiter de leurs profits - et, en période de crise, multiplient les querelles et le dumping - afin de se ruiner mutuellement et de profiter de leurs échecs ou de leurs réductions d'effectifs. Guerres de l'acier, guerres de l'automobile, guerres du blé, guerres de la chimie, guerres du beurre, guerres du vin, guerres du pétrole, guerres du téléphone, guerres de l'énergie, guerres des transports, etc.

Ceux qui pensent que tous ces processus d'affrontements, avec la multiplication vertigineuse des politiques protectionnistes, sont de purs instruments de centralisation du domination politique du capital ne peuvent être pris au sérieux. Nous assistons à des repositionnements titanesques des blocs néo-impérialistes, dans une phase de plus en plus "anarchique" du capital¹.

La faillite de cette "nouvelle" théorie de l'impérialisme² est totale et ne peut être évitée par le recours aux qualités thaumaturgiques de l'argent.

L'argent n'est pas une détermination externe du rapport de production capitaliste.

Si l'argent est la forme générale que prend la marchandise, il ne peut échapper aux lois qui

1 Nous pourrions y voir des échos luxembourgeois, même si nous ne voulons pas salir la figure de Rosa Luxemburg. Parlons des deux lectures différentes de l'impérialisme : celle exprimée par Lénine dans *L'impérialisme, phase suprême du capitalisme*, et celle luxembourgeoise, illustrée par *L'accumulation du capital*. La différence est profonde. Pour Lénine, l'impérialisme est une compétition entre États, dont les différences de développement économique sont exacerbées par le développement capitaliste. Pour Rosa Luxemburg, en revanche, l'impérialisme est déterminé par le degré de maturité du développement mondial du capital et est donc un phénomène exclusivement international. L'analyse de la révolutionnaire spartakiste se poursuit en soulignant que le processus capitaliste est un processus purement systémique, incarné seulement par hasard dans une contingence historique donnée par telle ou telle puissance impérialiste. C'est pourquoi Rosa Luxemburg nie que le droit à l'autodétermination des peuples soit valable aussi bien pour les sociétés bourgeoises que pour les peuples colonisés. Pour Lénine, bien sûr que non !

Pour Lénine existent "temps différents" du développement de l'impérialisme, qui se manifeste de manière non homogène.

2 Pour une analyse léniniste de l'impérialisme: *L'impérialisme de Lénine*, Supernova n.4, 2023

régissent la production marchande, à la loi de la valeur, à la formation du taux de profit, à la concurrence (qui existe aussi entre les banques et les financiers), à l'alternance de moments d'expansion et de phases de dépression.

Les guerres monétaires et financières, symptôme incessant de tensions concurrentielles accrues, sont un facteur de perturbation du système impérialiste international. Ni les multinationales ni l'argent n'unissent nécessairement.

Sur cette base, les éléments de la contradiction interprolétarienne, qui existent dans le monde entier, ne peuvent être surmontés que par une politique anti-chauvine adéquate dans les pays métropolitains et non-nationaliste dans les pays périphériques ("en voie de développement"). Exactement la politique qui n'a jamais été envisagée par les théoriciens de l'opéraïsme.

La théorie de l'État

Dans sa jeunesse, Negri a parlé de l'État comme forme antagoniste à la politique d'autonomie de la classe ouvrière. Il a rejoint, plus tard, Tronti, qui voyait dans un autre "New Deal", non plus américain mais mondial, le seul moyen de sortir de la crise. C'est-à-dire un grand accord ("la grande tactique", écrivait Tronti) entre le capital et le prolétariat dans un État renouvelé. Dans l'"ancien" Negri, cette proposition prend forme dans les formes "coopératives" et les ZAD.

L'État est, selon une représentation qui revient fréquemment chez Negri, "libre", "aléatoire et arbitraire", "seulement haineux", "seulement volonté désespérée de survie de la classe". Il n'a pas de base matérielle réelle, puisque la multiplicité du capital, qu'il était autrefois censé médiatiser, a disparu.

En même temps, le travail immédiat a cessé d'être la base de la production, de sorte que l'autre fonction de l'État - coordonner et soutenir l'exploitation de l'ensemble du prolétariat par l'ensemble de la classe capitaliste - a également disparu.

Ce qui reste, à ce stade, c'est l'État en tant que simple haine, simple répression, pure violence arbitraire et aléatoire, dépourvue de tout enracinement dans la société.

Puisque le capital en tant que multiplicité du capital et le travail immédiat en tant que source de valorisation ont précédemment disparu, la seule réalité qui subsiste est l'État et, par conséquent, indépendamment de toute autre

condition, *"la lutte des classes se dirige directement et immédiatement contre l'État"*.

Aujourd'hui, cette théorie apparemment extrême constitue la base culturelle des libertaires modernes et des "antifa". L'obsession contre les forces de l'ordre, considérées comme un sujet extérieur à un processus social global, conduit inévitablement à une opposition stérile et, à bien des égards, ridicule¹.

L'État, tout État, y compris la dictature du prolétariat qui est un État dans un sens particulier, est une structure de répression et de domination. L'État bourgeois est un organe qui réalise la dictature politique du capital sur la classe. Jusqu'à présent, tout est classique et, chez les communistes, considéré comme acquis.

Les deux autres déterminations :

- 1) l'État est aléatoire et arbitraire ;
 - 2) l'État est pure violence,
- sont cependant toutes deux fausses.

L'État est intimement lié au capital, mais pas dans un rapport d'identité, ni par un lien totalement arbitraire. L'État est un duplicata nécessaire et déterminé de la société capitaliste.

Il est un duplicata nécessaire, parce que le capital n'existe que sous la forme de capitaux individuels, de producteurs (relativement) indépendants qui doivent se coordonner et trouver un moment de synthèse. C'est un double nécessaire, parce que la société capitaliste est divisée de manière antagoniste. Cet antagonisme objectif doit être médiatisé, déformé ou réprimé.

C'est un double déterminé, et nullement arbitraire, précisément car sa fonction n'est pas de faire agir d'en haut, dans la production, des mécanismes et des lois qui n'existent pas, mais d'éliminer certains obstacles au fonctionnement du système capitaliste.

Ceux qui conçoivent l'État comme une simple haine, sans autre contenu que la volonté de dominer, sont obligés de le décrire comme un "État-gorille". Ils le sous-estiment dans ses caractéristiques d'État démocratique, dans son enchevêtrement organique avec la société et aussi avec le prolétariat.

Voilà l'un des points clés de la faillite de la théorie ouvriériste autonome.

¹ Il ne s'agit en aucun cas de présenter les policiers comme des "travailleurs" comme les autres. Leur rôle est un rôle de contrôle, de répression, et dans la société actuelle, il ne peut être lié qu'aux intérêts de la bourgeoisie. Présenter la police comme une force neutre "pue" comme ceux qui voient l'État comme un sujet indépendant de la classe....

La démocratie convient au capital ! Ne pas le comprendre, c'est se condamner à être écrasé. Il peut y avoir répression sous forme démocratique, et avec la participation (volontaire et/ou involontaire) de secteurs de masse. Le pluralisme des partis et la démocratie politique ne sont pas des accidents, des troubles, des superstructures occasionnelles qui encombrant l'État du capital. Ils lui sont au contraire co-essentiels.

Dans le capitalisme de la phase impérialiste, le droit égal est tempéré et contredit, mais il n'y a absolument aucun retour au droit pré-bourgeois. La démocratie est la meilleure coquille du capitalisme, comme l'a écrit à juste titre Lénine.

Le pluralisme et la démocratie sont un produit de la structure fondamentale des rapports de production : démocratique est le marché, démocratique est l'échange d'équivalents.

Plus l'expropriation du prolétariat est masquée par l'échange apparemment égal, plus la société du capital est solide. La société du capital est la société de l'atomisme général, de la concurrence générale, non seulement entre capitalistes (grands, moyens, petits), mais aussi entre prolétaires.

C'est pourquoi l'égalité de droit et la démocratie politique lui conviennent, pour autant que, au moins, un règlement des nombreux intérêts conflictuels soit possible. Comme l'ont montré les deux guerres mondiales, la forme démocratique de la dictature bourgeoise s'est avérée efficace même en temps de guerre. La forme démocratique de la répression s'est avérée efficace, il suffit de penser au rôle que les États-Unis et les principaux pays de l'UE jouent encore aujourd'hui en tant que gardiens du monde...

Aucun cliché, produit par Negri et sa tendance, n'a été aussi répandu et mortel que celui qui dépeint l'État comme une violence exclusive, reprenant de vieilles suggestions anarchistes de la fin du 19^e siècle. Rester abasourdi face aux nouveaux mouvements réactionnaires et populistes de masse qui balayent la planète, des soit-disant peuples insatisfaits de la mondialisation.

Seuls ceux qui présentent le capital et le prolétariat comme des réalités totalement étrangères l'une à l'autre peuvent s'en étonner. Ce qui n'est pas le cas. S'il ne s'organise pas en classe, le prolétariat fonctionne comme une force de travail - des esclaves salariés - et peut

s'adapter à cette situation, surtout s'il bénéficie de mécanismes de compensation, même minimes.

Sous-estimer ces mécanismes d'implication et prendre des formes importantes de rébellion, encore isolées, pour le début du processus révolutionnaire, est une erreur théorico-politique mortelle.

Le "vieux" Negri et sa tendance d'aujourd'hui sont allés plus loin, en parlant d'un exode du monde, seul celui qui abandonne le monde est sauvé¹. Nous devons admettre que nous sommes incapables de formuler une critique de cette théorie, car elle entre dans le pur domaine de la spéculation philosophique ou, pour mieux dire, dans l'organe sexuel "des anges"...

La théorie de la révolution

Non moins illusoire est la manière dont Negri et sa tendance définissent le processus révolutionnaire.

Comme pour Tronti, pour Negri, le processus révolutionnaire s'identifie à l'autovalorisation, à l'autodétermination des travailleurs. Dans la mesure où le processus d'autovalorisation des travailleurs est pleinement développé, on dispose d'un "contre-pouvoir de masse". La situation de dualisme du pouvoir est considérée comme une situation historique permanente. Une fois de plus, cela est dû à la subjectivité très élevée et permanente des masses.

Le "double pouvoir" imaginaire et le "contre-pouvoir irréductible", qui ne sont donnés, avec un contenu politique et non économique, que dans des moments brefs et transitoires de marasme dans la société bourgeoise, sont donnés, au contraire, selon Negri, sous une forme permanente, parce qu'il y a une reproduction subjective du mouvement en permanence, comme un orgasme continu. Une théorie moderne mais encore plus fumeuse que la vieille théorie troskiste de la révolution permanente.

La forme du processus révolutionnaire est, comme chez Tronti, la classe ouvrière, le prolétariat tel qu'il est, dans son quotidien ; la révolution est "*la guerre de et dans le quotidien*", c'est la lutte. Aujourd'hui, pour l'*autonomie moderne*, le sujet n'est plus la classe, mais génériquement les êtres humains "rebelles" dans une casuistique infinie du social, du biologique, du

¹ Il est intéressant de noter des similitudes frappantes avec certains courants de l'ultra-gauche française, la théorie de l'exode et le démantèlement du communisme de la revue *Invariance* des années 1970, et les théories "modernes" du communisme immédiat par la "communisation".

culturel, etc... des multitudes composées de nombreuses individualités, avec leurs particularismes et leurs egos.

Et quel en est le contenu ? Au début, un antagonisme irréductible entre le prolétariat et l'État ; à la fin, le prolétariat doit agir dans le cadre des institutions politiques du capital. La guerre civile (c'est-à-dire, subjectivement, "*la ligne de front de l'armée communiste de libération*") est définitivement exclue, tandis que le dernier fantasme est fondé : une insurrection qui "*se fait constitution et démocratie*", qui construit "*les premières institutions ouvrières et prolétariennes de la libération communiste*", peut-être directement à partir des sièges du parlement, beaucoup de bruit autour de rien....

"*Revenu, richesse et liberté*", tels étaient les mots d'ordre centraux du mouvement autonome ; en tant que formule revendicative, "*Moins d'heures, plus de salaires*" était meilleur et plus clair.

En tant que formule programmatique, "*Revenu, richesse et liberté*" ne veut rien dire, ou bien c'est une formule réformiste comme les autres, qui revendique - pour ceux qui restent éternellement exploités et dominés - "*Plus de salaires, moins d'oppression*". Encore une fois : un mouvement sans communisme...

Après la grêle de mots comme "énorme", "total", "indomptable", "puissant", "exceptionnel", "permanent", "irréductible", "agressif", "formidable", "compact", "ontologique", antagonisme "suprême", qui exige le communisme tout de suite - et tout le reste n'est rien - nous voici revenus au réformisme de Tronti : "*Le capitalisme est rationnel en économie, mais pas en politique. Le prolétariat peut apporter une contribution importante* (sous-entendu : au meilleur fonctionnement de la société capitaliste NDA) *en gérant l'Etat mieux que le capital lui-même*".

Le prolétariat, le "réformisme ouvrier", est le capitaliste collectif idéal. Les mots à la mode "*efficacité, productivité, esprit d'entreprise*" ne peuvent acquérir une réalité que dans les mains du prolétariat. Aujourd'hui, dans la vulgate *post-autonome*, les artisans, les petits producteurs, les artistes, les intellectuels, etc. sont les seuls à pouvoir acquérir la réalité.

La théorie ouvriériste est une déformation subjectiviste du marxisme. Son "retour à Marx" a produit un Marx déguisé. Le fondement objectif du mode de production capitaliste a été écarté. Le matérialisme a été transformé en une philosophie du sujet, avec l'affirmation que la classe ouvrière était pour Marx et Engels ce que l'esprit bourgeois était pour Hegel.

Des catégories fondamentales de la critique marxiste de l'économie politique, il ne reste pas une pierre : ni la loi de la valeur, ni l'indépendance des producteurs, ni la concurrence entre les capitaux, ni la baisse tendancielle du taux de profit, ni la priorité de la production sur la circulation, ni la division entre travail productif et improductif, ni la distinction entre le capital et l'État.

Dans certains cas, l'opéraïsme a indiqué des variations réelles de ces relations ; dans tous les cas, il les a soulignées et recouvertes d'une couverture idéologique, si épaisse qu'elle rend illisible la réalité sous-jacente. Sa prétention à liquider complètement ces catégories, au moment même où une crise profonde du capitalisme les reconferme dans leur validité substantielle, est donc à rejeter catégoriquement.

L'opéraïsme a bouleversé la conception des rapports entre le capital et le prolétariat telle qu'elle est fondée par le marxisme.

L'opéraïsme a occulté le côté révolutionnaire de la bourgeoisie (c'est-à-dire le renouvellement et l'amélioration incessants des forces productives), puis l'a assumé comme une tâche de la classe ouvrière.

L'opéraïsme a supposé que la classe exploitée était en permanence antagoniste et consciente d'elle-même, qu'elle était constamment "pour elle-même", alors qu'elle ne l'est que dans les moments d'indépendance politique réelle.

L'opéraïsme a mystifié le concept marxien d'"autonomie", en le référant à une impossible indépendance économique du prolétariat (aujourd'hui le "salaire politique", le "revenu garanti"), au lieu de son indépendance politique, ce qui conduit finalement à son exode du réel... et de la vie elle-même¹.

¹ Penser à toute la littérature alternative liée aux qualités salvatrices des drogues et des états altérés de conscience, dans un monde où le marché de la "drogue" devient de plus en plus central et organise des milliers de nouveaux travailleurs pauvres au sein des métropoles impérialistes. Les drogues, comme l'alcool lui-même, ont représenté une attaque contre des parties du prolétariat en lutte (la relation dans les conflits sociaux et raciaux aux États-Unis et dans certains pays d'Europe dans les années 70, du 20ème siècle par exemple).

L'opéraïsme, en supposant que le prolétariat est toujours conscient de lui-même, en l'abstrayant de sa condition habituelle de marchandise, a sous-estimé le réformisme, en le considérant comme un élément fragile et transitoire, sans se rendre compte qu'il a une base réelle dans la condition de marchandise du prolétariat. La condition de marchandise du prolétariat est renforcée par la structure hiérarchique de l'impérialisme et la création (par le surprofit) de la figure du consommateur.

L'opéraïsme a dénaturé la conception marxiste du processus révolutionnaire. D'abord en le présentant, à la manière pré-hégélienne, comme une guerre sans fin, une lutte sans fin, alors que chez Marx c'est la théorie de la succession des modes de production, qui sont supplantés par les moyens révolutionnaires.

L'opéraïsme a transfiguré la théorie marxienne de la dictature du prolétariat en la théorie du "contre-pouvoir", fantasmant sur la construction du pouvoir prolétarien dans le quotidien. La lutte des classes n'est évidemment pas seulement une lutte de position mais aussi de mouvement, mais il serait erroné de penser que dans chaque situation il est possible de créer des "bases rouges".

L'opéraïsme a supprimé le moment nécessaire de la rupture et de la destruction de l'Etat capitaliste, pour se contenter de son impossible vidage de l'intérieur, par un exode indéfinissable.

L'opéraïsme, en exagérant - jusqu'au paradoxe - le processus continu de prolétarianisation et de salarisation, a liquidé la "vieille" théorie marxienne des classes dans le capitalisme, en réduisant les classes sociales à deux.

Enfin, supposant à tort qu'une grande partie du communisme avait déjà été construite par le capitalisme "organisé" - dès les années 1930, avec le "New Deal" rooseveltien - l'opéraïsme a identifié "*programme communiste*" et "*appropriation immédiate et directe de la richesse sociale*". Comme s'il suffisait de tendre la main vers les vitrines des magasins ou les comptoirs des supermarchés pour passer au communisme. L'opéraïsme a socialisé non seulement une conception vulgaire, purement quantitative et miraculeuse du communisme, mais aussi une vision bidon de la "richesse" capitaliste créée après la Seconde Guerre mondiale, à

s'approprier par "l'action directe" et à partir de laquelle extorquer un "revenu garanti".

L'opéraïsme de Negri est un "*marxisme du sujet ouvrier*", c'est-à-dire un subjectivisme politique, c'est-à-dire un idéalisme réformiste, bien qu'il utilise un jargon révolutionnaire.

La stratégie politique qui a émergé de manière cohérente de cette théorie peut être résumée comme suit. Toute l'ancienne conception de la révolution prolétarienne, telle que posée dans les œuvres politiques de Marx et Engels, et telle que restaurée contre la social-démocratie (et actualisée à l'ère de l'impérialisme) par Lénine et Mao, est morte et enterrée. Le lien entre crise et révolution a disparu.

Finie la tâche du Parti. Il n'y a plus de dualité ni de différence entre la lutte immédiate et la lutte politique. La théorie de la lutte politico-militaire et la nécessité de détruire l'Etat capitaliste ont disparu. Le caractère international de la révolution, ni ses différents temps et espaces, n'ont plus de poids.

La révolution est, au contraire, toujours en cours, selon Negri et sa tendance. L'antagonisme est permanent. Il n'a pas de lien avec la crise. La guerre est quotidienne. La guerre est la lutte, n'importe quelle lutte.

Puisque le capital individuel n'existe plus, mais que tout le capital est unifié dans l'Etat, toute lutte contre le capitaliste individuel et pour les besoins individuels est en soi une lutte politique, une lutte contre l'Etat, une lutte générale.

La tâche des avant-gardes est de pousser, en toutes circonstances, de "forcer" la situation, d'éliminer le dernier obstacle, l'Etat. L'Etat ne peut cependant pas être supprimé par destruction au moment (phase) le plus favorable pour la classe. L'Etat doit être érodé par l'action directe du "travailleur social", morceau par morceau, zone par zone, territoire par territoire, par l'auto-valorisation prolétarienne qui devient un contre-pouvoir. C'est l'extension progressive du contre-pouvoir qui "éteindra" l'Etat.

L'Etat, c'est essentiellement - ou seulement ! - la répression et la haine anti-prolétarienne, devenue anti-humaine, dans la version moderne du mouvement autonome.

La lutte est toujours radicale et générale. Quels que soient les rapports de force entre les classes et le cycle économique.

Ceux-ci, en effet, sont toujours en faveur du prolétariat (aujourd'hui, dans le jargon autonome, "des êtres humains"). Et ce car le prolétariat est toujours une masse compacte et cohérente ; quand il est multiple et divisé, ce n'est qu'en apparence, parce que la catégorie du salaire (perçu ou revendiqué) a le pouvoir magique d'unifier l'ouvrier d'usine, le chômeur, le banquier et l'artisan.

Enfin, sur le programme du *mouvement autonome* : Le capitalisme ayant déjà accompli les tâches du socialisme et, dans une certaine mesure, du communisme, il reste au prolétariat, sans trop parler de programme, à étendre sa main sur la société, à s'appropriier les richesses existantes. En somme, à abolir le travail, maintenu jusqu'ici dans un but de pur commandement. Le communisme, c'est facile, c'est immédiat...(sic)

La révolution communiste, en réalité, exige des stratégies à long terme, sans cela - s'il n'y a pas de réunification dans le programme unique de transformations communistes entre l'ancienne et la nouvelle composition des classes - aucun renversement n'est possible.

La très appréciée idéologie anti-autoritaire autonome et post autonome, contient des regrets sur le passé libéral et la propriété individuelle, et voilà que ressurgit le vieux monstre du MOI MOI MOI.

L'opéraïsme a déifié la contradiction, la lutte sociale, à la manière de Proudhon. Mais il n'est pas possible de déifier éternellement la lutte. Les temps viennent où l'Etat, en tant que synthèse des intérêts de la valorisation du capital, exige des choix clairs. Il exige que non seulement l'antagonisme, mais même le conflit social, en temps de crise générale, soit corporatisé, enrégimenté ou même inversé en une participation de masse à la concurrence du marché mondial.

La défaite de l'opéraïsme n'est que la défaite d'une hypothèse illusoire et irréalisable du communisme, qui prétendait aller "au-delà de Marx", dépasser la théorie marxiste vers la "gauche". Et, en fin de compte, elle s'est retrouvée avec les vieux courants libéraux et les vieux

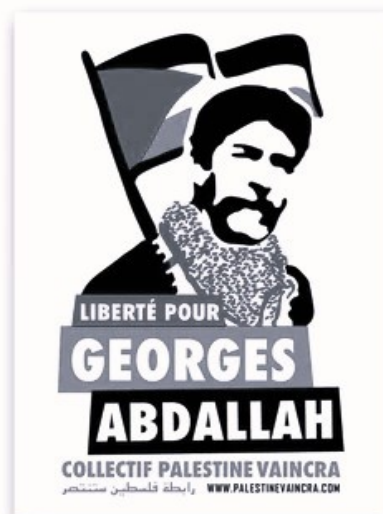
"bonzes" sociaux-démocrates, déguisés et recylés.

A partir de là, feu vert à l'"imagination" : révolution culturelle, révolution purement sociale, révolution comme communication libérée, révolution comme libération des sujets, révolution anti-autoritaire, autre révolution, révolution comme exode, comme désertion du présent, dans un tourbillon de formes "créatives".

On pourrait se contenter de rappeler le "*Voulez-vous une révolution sans révolution ?*" de Robespierre ou le "*Celui qui veut faire la révolution à moitié creuse sa propre tombe*" de Saint-Just. Bref, quelques plaisanteries pourraient suffire à ces théories qui, en inversant l'analyse de la réalité sociale, réduisent la révolution politique et sociale à la révolution linguistique (qui en est, sous certaines conditions, un aspect).

Cependant, la base culturelle et les présupposés politiques qui guident une grande partie de la gauche alternative et du mouvement dit autonome nous imposent, à nous communistes, une analyse sérieuse. Ceci pour deux raisons : la première est que la vérité est toujours révolutionnaire, la seconde est : ce n'est qu'en identifiant les racines idéologiques des mouvements politiques et sociaux modernes que l'on peut avancer des perspectives politiques différentes.

N. B.



Critique du discours post-colonial

(Est la traduction d'un chapitre du livre *Post-Modernism Today* de Siraj, publié par la revue indienne *People's March* en 2002)

La pensée post-coloniale initiée par Edward Said est le dernier refuge de la tendance post-moderniste/post-structuraliste engendrée par Derrida, Foucault, etc. Dans *L'Orientalisme*, Said réduit le récit de la convergence entre le savoir colonial et les pouvoirs coloniaux à un "*discours orientaliste*" qui bannit virtuellement l'exploitation économique et la coercition politique. Il est vrai qu'Edward Said a mis au premier plan la question de l'impérialisme culturel, mais la théorie discursive nous conduit à un idéalisme subjectif. Même au-delà de l'ère du modernisme, il a découvert que toute la tradition littéraire, d'Aschyle à Edward Lane, était complice de l'infériorisation de l'"Orient" par la littérature européenne. Dans le cadre post-moderniste, il a identifié les Lumières comme un signe maître unifié de l'orientalisme et du colonialisme. Ce récit exagéré et fabriqué, basé sur la théorie du discours de Foucault, conduit à une sorte de nationalisme qui encourage un culte sans équivoque de la tradition nationale sans aucune discrimination entre les colonialistes et les anticolonialistes en Europe et les réactions des différentes couches à l'égard du colonialisme à partir de divers plans. Lorsque Said remarque que l'orientalisme a livré l'Orient au colonialisme, il apparaît que le colonialisme commence comme un produit de l'orientalisme lui-même - un projet que Said retrace depuis Aschyle pour inférioriser l'Orient avant la colonisation proprement dite. L'idéologie impérialiste n'est donc rien d'autre qu'une sorte d'écriture. Aizaz Ahmad montre qu'en utilisant l'idée derridienne d'identité et de différence, Said parvient à une position étrange. Said veut montrer que l'Occident a eu besoin de constituer l'Orient comme son autre afin de se constituer lui-même et de constituer sa propre position de sujet. Ahmad observe "*... Cette idée de constitution de l'identité par la différence renvoie, une fois encore, non pas au domaine de l'économie politique - ni à ces autres matérialismes sociaux de type non discursif - dans lesquels la colonisation peut être considérée comme un processus d'accumulation capitaliste, mais à une nécessité qui se fait jour dans le discours et qui a toujours été présente à l'origine du discours, de sorte que non seulement l'orientaliste moderne est vraisemblablement déjà présent chez Dante et Euripide, mais l'impérialisme moderne lui-même apparaît comme un effet qui découle, si ce n'est naturellement, des pratiques nécessaires du discours.*" Aizaz Ahmad, *Theory Classes Nations Literatures*, Oxford University Press, Delhi, 1994, p. 182].

Au comble de l'absurdité, Foucault a situé Marx fermement dans les limites de ce qu'il a appelé "*l'épistémè occidentale*", considérant que la pensée marxiste est entièrement encadrée par le discours de l'économie politique qui relève de cet épistémè. De même, Saïd a découvert Marx dans le discours oriental. Il est tout à fait absurde et impossible d'établir, même d'une manière concevable, que Marx était orientaliste et justifiait la colonisation par les puissances impérialistes européennes. Marx n'a pas seulement fait une remarque dédaigneuse à l'encontre du "mauvais orientaliste", l'ensemble de ses écrits est dirigé contre le pillage et la destruction de l'Orient par le capital et les colonisateurs. Il est vrai que dans ses premiers écrits journalistiques - et Saïd n'a fait que s'appuyer sur ces écrits pour répéter un commentaire - Marx a observé que la mise en place de chemins de fer et d'autres mesures ont provoqué un bouleversement dans la société stagnante et arriérée. L'opinion "favorable" de Marx a clignoté et s'est arrêtée là. Au fil des jours, Marx a décrit avec brio et conviction, en s'appuyant sur des faits flagrants, l'horrible scénario qui se déroulait sous les roues de l'impérialisme dans tout l'Orient.

Le soi-disant discours colonialiste est fondamentalement faible et partiel au point d'ignorer les composantes hautement importantes du colonialisme, son exploitation économique et son organisation politico-administrative massive.

Lorsque les adeptes de Foucault s'en tiennent à la soi-disant "*analyse du discours colonial*", il est clair que nous sommes constitués par le colonialisme et que le seul discours qui compte vraiment est le discours du colonialiste. Ces personnes rejettent toutes les méthodes existantes dans l'écriture de l'histoire, allant bien au-delà de l'interrogation et du scepticisme habituels de l'historien empirique à l'égard des preuves disponibles et du mode d'interprétation accepté : elles entrent dans le monde nietzschéen de la remise en question non seulement de la construction positiviste, mais de la facilité même des faits. Nietzsche a fermement annoncé que "*.... les vérités sont des illusions dont on a oublié ce qu'elles sont*" [cité dans *Orientation* d'Edward Said, p.203] La fulmination nietzschéenne contre l'image du langage comme ennemi de l'expérience et contre le fait que la représentation par le langage est toujours - et déjà - une fausse représentation - ne conduit qu'au rejet de la communication humaine véridique. Ainsi, en ce sens, toute déclaration véridique dans l'écriture de l'histoire est toujours préjugée par la nature même de la langue. Il est vrai que les mots ne représentent pas nécessairement quelque chose de manière parfaite. Le mot "feuille" n'a rien de feuillu, mais c'est l'expérience humaine et le mot socialement accepté qui représentent la feuille. Le rejet nietzschéen de cette image de l'ennemi de l'expérience et l'affirmation selon laquelle la représentation est toujours - déjà - une

fausse représentation rejettent d'emblée la possibilité d'une communication humaine. En ce qui concerne la connaissance de l'histoire, le fait de considérer cette image de la communication humaine comme une ruse de la subjectivité illusoire exclut la possibilité de reconstruire l'histoire par l'écriture au moyen d'une langue. Une telle vision anarchique ne mène nulle part et nos post-modernistes sont également désarmés lorsqu'il s'agit de faire une déclaration à l'aide de la langue socialement acceptée elle-même.

Les post-structuralistes/post-modernistes sont aujourd'hui des protagonistes bruyants du discours colonial. Il s'agit de l'ensemble des textes, littéraires et non littéraires, produits par les écrivains britanniques pendant la période coloniale britannique. Les études subalternes en Inde se réfèrent désormais à des régimes discursifs de pouvoir visant à coopter les classes sociales indiennes et à rejeter la responsabilité de l'échec des subalternes en Inde sur les Britanniques, auteurs ultimes du discours du pouvoir colonial. Ainsi, les puissants domaines du discours impérialiste ont été présentés comme tout-puissants à l'égard des subalternes vaincus en Inde. Et bientôt, les subalternes marginalisés d'origine ont perdu la priorité dans ces études au profit des discours de l'élite. Le passage de Marx à Foucault a conduit le collectif d'études subalternes à un discours colonial omniprésent, faisant du colonialisme le seul acteur de l'histoire de l'Inde. Ainsi, l'Inde supposée avoir longtemps sommeillé a également été réveillée par les fruits de la civilisation occidentale, le colonialisme remodelant ou attribuant des significations aux structures indigènes telles que la caste, le genre ou la classe et découpant la société indienne en blocs mutuellement opposés de religion, de tribu ou de caste. Ainsi, l'influence foucauldienne ou post-moderniste transforme finalement les études subalternes en une étude de l'élite, avec l'acceptation du colonisateur britannique comme acteur principal à part entière.

Avec la dénonciation par Foucault de l'épistémè occidentale ou par Derrida du Logos transhistorique, rien ne reste en dehors du Pouvoir épistémique, de la pensée logocentrique, aucune classe, aucun genre, pas même l'histoire, aucun site de résistance globale, aucune perspective d'émancipation humaine. Avec le discours oriental, le communautarisme peut désormais être considéré comme le seul résultat de l'orientalisme et de la construction coloniale ; la caste elle-même peut être dépeinte comme une fabrication essentiellement issue des enquêtes démographiques et des rapports de recensement, et ainsi de suite.

Même Edward Said, l'adepte de Foucault, a dit ceci plus tard : *"L'empressement de Foucault à ne pas tomber dans l'économisme marxiste l'amène à oblitérer le rôle des classes, le rôle de l'économie, le rôle de l'insurrection et de la rébellion dans les sociétés qu'il discute....."* [Edward Said, *World, the*

Text and the Critic, pp. 244-6 Cité par Aizaz Ahmad, in *Theory, Classes ...* ibid, p.199]

La théorie post-coloniale s'appuie sur le cadre post-moderniste, qui crie haut et fort qu'aucun *"vocabulaire final"* ne peut être démontré comme étant rationnellement supérieur. Richard Rorty s'exprime ainsi comme un patriote sentimental à l'égard des États-Unis, prêt à admettre qu'ils pourraient basculer dans le fascisme à tout moment, mais fier de leur passé et prudemment optimiste quant à l'avenir [Richard Rorty, *Contingency, Irony and Solidarity*, Cambridge University Press, Cambridge, 1989]. Homi Bhaba, théoricien du post-colonialisme, explique clairement dans son livre *The Location of Culture* l'aspect supplémentaire de cette approche : *"Poussé par l'histoire subalterne des marges de la modernité - plutôt que par les échecs du logocentrisme - j'ai essayé, de réviser le connu, de renommer le post-moderne à partir de la position du post-colonial"* [Homi Bhaba, *The Location of Culture*, Routledge, Londres 1994, p. 175] En fait, la métaphore linguistique *"pour fournir une imagerie sociale basée sur l'articulation de l'histoire et de la culture"* est fondamentale pour les post-modernistes et est fidèlement poursuivie par ces post-colonialistes. Ce fondamental est mis en avant comme leur concept maître, celui de l'ambivalence caractéristique de la théorisation lacanienne - l'ambivalence qui constitue le discours colonial. Homi Bhaba se fait l'écho du point de vue post-moderniste : *"Le discours colonial est un appareil de pouvoir qui tourne autour de la reconnaissance et du désaveu des différences raciales/culturelles/historiques"*. Il semble que dans ces études, l'hétérogénéité intrinsèque des discours soit une conséquence de la *"structure de la représentation symbolique"*. Les différences culturelles entre le colonisateur et le colonisé s'avèrent être la différence derridienne, le processus sans fin de déplacement d'un signifiant à un autre, dans lequel un signifié transcendantal qui mettrait fin à cette fuite du sens est à la fois constamment posé et indéfiniment différé. Homi Bhaba a révélé sans détour que *"si l'intérêt du postmodernisme se limite à la célébration de la fragmentation du "grand récit" du rationalisme post-éclaircissement, alors, malgré toute son excitation intellectuelle, il reste une entreprise profondément paroissiale"* [ibid. p.4]. Et en réalité, Bhaba reste entre les quatre murs du post-modernisme. Ranajit Guha, le gourou du groupe d'études subalternes, dans son célèbre ouvrage intitulé *Elementary Aspects of Peasant Insurgency* (Aspects élémentaires de l'insurrection paysanne), a mis en lumière le rôle de la rumeur, des symboles, de la territorialité, etc. dans les moindres détails, au détriment évidemment des fondements de l'exploitation coloniale qui se cachent derrière les résistances et les révoltes. Homi Bhaba s'empare de la discussion de Guha sur la rumeur qui a contribué à précipiter les révoltes. Pour Bhaba, *"la circulation indéterminée du sens sous forme de rumeur ou de conspiration, avec*

un effet psychique de panique omniprésent, constitue le domaine intersubjectif de la révolte et de la résistance" [Homi Bhaba, Ibid, p. 200]. Ainsi, nous sommes poussés à l'absurde en nous appuyant sur l'illustration par Guha du rôle de la rumeur ou de l'envoi de "chapati" d'un village à l'autre comme signal symbolique de la circulation de "l'insurrection". Bhaba écrit : *"....la réinscription d'un système traditionnel d'organisation par la perturbation ou l'interruption de la circulation des codes culturels ... présente une similitude marquée avec l'histoire conjoncturelle de la mutinerie"* [Homi Bhaba, ibid. p. 202] Ainsi, la grande rébellion de 1857 contre l'impérialisme britannique est conceptualisée principalement en termes d'"interruption" de la chaîne signifiante. Si les révoltes sont expliquées fondamentalement en termes de développement d'un "symbole familier" comme le chapati en une *"signification sociale non familière comme signe"* par une transformation de la temporalité de sa présentation, cette histoire ou l'élaboration de l'histoire est réduite à un simple exercice d'une telle transformation. Le marxisme rejette évidemment cette approche académique superficielle qui hésite à aller à la racine. La prétention initiale des études subalternes à situer l'écriture dans la réflexion collective de la gauche indienne afin de mettre en lumière les réalisations et les limites des grandes luttes anti-impérialistes des masses subalternes fait désormais partie de l'histoire.

Gayatri Chakrabarty Spivack, théoricienne de la subalternité et traductrice du livre de Derrida intitulé *De la grammatologie*, explique en 1988 que *"leur travail présuppose que l'ensemble du social, du moins dans la mesure où il est l'objet de leur étude, est ce que Nietzsche appellerait une fortgesetzte Zeichenkette - une "chaîne de signes continue". La possibilité d'action réside dans sa dynamique de perturbation de l'objet, de rupture et de ré-enchaînement de la chaîne. L'argumentation n'oppose pas la conscience au socius, mais la considère comme étant elle-même constituée de nous et d'une chaîne sémiotique"* [Gayatri Chakrabarty Spivack dans Guha et Spivack (eds), *Selected Subaltern Studies*, Oxford University Press, New York, 1988, p.5]. Le même refrain de la culture, de la nature ou de la langue qui nous constitue, que Spivack a trouvé dans la perspective des Subaltern Studies, Bhaba le reprend lorsqu'il découvre que la Grande Révolte de 1857 est la "perturbation de la" "chaîne sémiotique", une chaîne qui lie non seulement la conscience humaine, mais aussi le social dans son ensemble. Ce qui est dangereux, c'est le concept central selon lequel la rébellion est la perturbation de la chaîne signifiante. Ainsi, la théorie post-coloniale de Bhaba est une réduction idéaliste du social au sémiotique et une vision tunnel de la politique. Il convient d'énoncer ce qu'Edward Said a dû commenter plus tard de manière autocritique en rejetant virtuellement l'opposition à la totalité. Il a affirmé que *"si le subalterne n'est qu'une entreprise séparatiste,*

tout comme les premiers écrits féminins étaient fondés sur l'idée que les femmes avaient une voix ou un espace à elles, entièrement séparé du domaine masculin, alors il court le risque de n'être qu'un miroir opposé [de] l'écriture dont il conteste la tyrannie. Il est également susceptible d'être aussi exclusiviste, limité, provincial et discriminatoire dans sa suppression et sa répression que les discours principaux du colonialisme et de l'élitisme. En fait, comme le montre Guha [Ranjit Guha], l'alternative subalterne est intégrative, pour toutes les lacunes, les défaillances et l'ignorance dont elle est si consciente." (Edward Said, *Foreword*, in Guha and Spivack (eds), *Selected Subaltern Studies*)

Il est évident que Said rejette désormais la tentative de fonder la théorie critique sur une opposition binaire entre les groupes dominants et subalternes ; en même temps, il semble être en faveur d'une perspective totalisante pour comprendre la nature et les moyens de renverser les relations d'oppression. Ce qui saute aux yeux, c'est que la soi-disant pensée post-coloniale née et nourrie par les fondements philosophiques post-modernes basés sur la métaphysique du pouvoir de Nietzsche est une tentative pure et simple de dépolitisation de la théorie, comme le montrent les derniers écrits de Foucault sur une *"esthétique de l'existence"* impliquant que l'action politique soit redirigée loin de toute intervention dans la sphère publique vers un remodelage du soi. C'est une pensée qui anéantit les tentatives de résistance, sans parler d'émancipation. Foucault, le mentor de théoriciens post-modernistes/post-coloniaux comme Edward Said, a été critiqué par la suite par Said lui-même.

Siray



Enquête ouvrier: Restauration et Hôtellerie

Avec 16 850 établissements hôteliers au 1er janvier 2023, la France se situe dans le peloton de tête en Europe. Plus de 1,5 million de travailleurs sont employés dans le secteur de la restauration et de l'hôtellerie en France.

Plus de la moitié des travailleurs sont des femmes, avec une forte présence de travailleurs immigrés. Le secteur est traditionnellement divisé entre petites et grandes entreprises, mais on assiste depuis quelques années à un processus de concentration dans des structures de plus en plus grandes.

Les conditions de travail définies au sein de contrats sont dégradées (bas salaires, horaires de travail pénibles). Le secteur compte une masse importante de travailleurs embauchés "au noir", souvent au sein de petites entreprises. Plus globalement, le secteur de la restauration et de l'hôtellerie se caractérise par un "turn over" élevé compte tenu de la dureté du travail.

Historiquement, l'hôtellerie restauration a toujours été un secteur où la syndicalisation était difficile. Plusieurs facteurs en sont les causes : la petite taille des entreprises, le contrôle "familial" du propriétaire, celui-ci travaillant au sein même de l'entreprise parmi les autres exploités, travail non déclaré, etc.

Récemment, cependant, grâce en partie à la nouvelle vague de syndicalisation qui a déferlé aux États-Unis, nous assistons en Europe à un nouveau processus de syndicalisation. Le secteur de l'hôtellerie-restauration, était jusqu'ici considérées comme un des secteurs difficiles à syndiquer, étant des réservoirs d'emplois précaires. Ce processus de syndicalisation revêt donc une double importance :

- 1) Il est essentiel que les travailleurs s'organisent et créent des formes d'unité, de défense et de solidarité. Et ce, dans tous les secteurs d'activités.
- 2) Il montre qu'au sein même d'un secteur comprenant traditionnellement une masse de travailleurs précaires, il est possible de créer une organisation, contredisant le fait que les secteurs ouvriers soient incapables de se doter de formes d'organisation.

En tant que Supernova, nous publions des interviews menés auprès de travailleurs syndiqués dans le secteur de l'hôtellerie-restauration.



Interview avec les travailleurs de SUD Hôtellerie et Restauration-13 Marseille

Comment s'est créée votre section syndicale ?

Dans le collectif précaires-chômeurs de Marseille (un collectif actif à Marseille depuis deux ans maintenant), il y a des personnes qui travaillent dans le secteur de l'hôtellerie et restauration, et connaissant personnellement les problèmes du secteur. Nous avons décidé d'intervenir directement en essayant de créer une section au sein du syndicat SUD-Solidaire qui s'occuperait de ce secteur. Le syndicat SUD hôtellerie restauration existe depuis quelques années à Marseille. La section syndicale au sein de NH par contre est récente. Nous avons commencé au NH de Marseille (NH est une multinationale espagnole qui fait partie d'un groupe qui possède des hôtels dans le monde entier)¹. En septembre (2023), dans un délai très court, nous avons réussi à participer aux élections et à obtenir suffisamment de voix pour avoir légalement une représentation au sein de l'hôtel, et nous essayons de créer de nouvelles sections syndicales dans d'autres hôtels de Marseille afin d'avoir de plus en plus de force. L'action du collectif précaires-chômeurs a été fondamentale, du général (précarité généralisée) nous sommes passés, avec les travailleurs de l'hôtellerie et de la restauration, à un travail spécifique sur un secteur de travail, en créant le syndicat.

Quelles sont les conditions de travail aujourd'hui dans le secteur de la restauration ?

Le problème dans ce secteur est lié à la crise du travail, les propriétaires ou les patrons qui travaillent pour de grandes entreprises nous rappellent toujours que nous devons les remercier parce qu'ils nous donnent du travail.... et que c'était pire avant. Ou bien ils rappellent aux travailleurs immigrés qu'ils ont de la "chance" d'avoir un emploi.

Ainsi, s'il faut faire des heures supplémentaires (non rémunérées), ne pas prendre de pauses (une obligation légale) ou travailler avec des horaires fractionnés 4,5 fois par semaine, selon les patrons, nous devrions les remercier.... Ces dernières années, notre secteur a également été touché par une rhétorique créée par des programmes télévisés : travailler dans la restauration est difficile et il faut "avoir le corps", mais c'est très satisfaisant.... (en particulier les bénéfices pour les

¹ Groupe minor hotel qui a racheté Nh gros investisseur en Asie, Afrique et qui depuis 2018 prend des parts de machés importantes en France. Minor International (MINT) est un groupe international axé sur trois activités principales : l'hôtellerie, la restauration et la distribution de marques de style de vie. MINT est un propriétaire, exploitant et investisseur hôtelier avec un portefeuille de 536 hôtels sous les marques Anantara, AVANI, Oaks, Tivoli, NH Collection, NH Hotels, nhow, Elewana et Minor International dans 55 pays d'Asie Pacifique et du Moyen-Orient, Afrique, Océan Indien, Europe, Amérique du Sud et du Nord.

MINT est également l'une des plus grandes entreprises de restauration d'Asie, avec plus de 2 200 points de vente dans 26 pays sous les marques The Pizza Company, The Coffee Club, Riverside, Benihana, Thai Express, Bonchon, Swensen's, Sizzler, Dairy Queen et Burger King. MINT est l'un des plus grands distributeurs thaïlandais de marques de style de vie et de fabricants sous contrat. Ses marques incluent Anello, Bodum, Bossini, Brooks Brothers, Charles & Keith, Esprit, Etam, Joseph Joseph, OVS, Radley, Scomadi, Zwilling J.A. Henckels et Minor Smart Kids.

propriétaires). Le harcèlement est également présente dans ce secteur comme dans les casernes militaires.

Cependant, ce qui énerve plus les travailleurs, ce ne sont pas les horaires épuisants ou les bas salaires, mais le manque de respect à leur égard, l'infantilisation dont ils font l'objet de la part des patrons ou des managers avec lesquels ils travaillent.

Quelle est la composition des travailleurs dans le secteur de l'hôtellerie et de la restauration aujourd'hui ?

Je ne connais pas les statistiques exactes, mais il nous semble que la majorité des travailleurs sont jeunes, avec un nombre élevé d'immigrés, et une présence importante de femmes. Les femmes sont souvent placées dans les emplois les plus bas.

Il est clair, cependant, qu'il y a une énorme différence entre le chef cuisinier ou le directeur d'hôtel et les travailleurs des cuisines ou des hôtels.

Quelles sont les principales difficultés rencontrées dans la syndicalisation du secteur de l'hôtellerie et de la restauration ?

Pour répondre à cette question, il faut diviser la réponse en trois. Car les difficultés sont multiples.

1) Le secteur de l'Hôtellerie et de la Restauration est caractérisé par une forte précarité et du travail non déclaré (dans le cas des petits restaurants), ce qui rend la syndicalisation compliquée.

2) Les travailleurs, incapables de briser la cage de la "guerre des pauvres". Ils se croient "libres" et pensent pouvoir résoudre individuellement les problèmes sur le lieu de travail. Il y a un retard général dans la connaissance de leurs droits. Un mécanisme d'acceptation du "paternalisme" des patrons, de conformisme, survit ainsi. La force, l'unité, la solidarité entre les travailleurs font parfois peur aux travailleurs eux-mêmes.

3) Les syndicats sont divisés. Le fédéralisme est pratiqué en leur sein, ce qui permet aux catégories économiquement les plus fortes de régner sur les plus faibles. Il en résulte une division de classe au sein même des syndicats. Les travailleurs précaires, les syndicats qui organisent les secteurs ouvriers, sont les plus désavantagés dans ce mécanisme. La solution n'est pas le localisme, mais de commencer à penser à des formes d'organisation générale des travailleurs, à des syndicats qui prennent en charge la syndicalisation des nouvelles masses précaires et des secteurs ouvriers à un niveau général. Dans notre secteur, mais aussi dans beaucoup d'autres, il y a une différence abyssale entre les travailleurs "précaires" et les travailleurs "permanents", entre ceux qui travaillent dans les petits hôtels ou restaurants et ceux qui travaillent dans les grandes chaînes hôtelières. Pour que la nouvelle syndicalisation soit efficace, nous devons comprendre les différents besoins et espaces d'action. Les slogans appelant à l'union des travailleurs nous apparaissent comme "stupide et vain" alors qu'ils sont incapables de proposer des solutions immédiates aux travailleurs.

C'est le plus grand défi que nous ayons à relever en tant que syndicat (SUD Hôtellerie et Restauration).

Interview avec les travailleurs CNT-SO branche Nettoyage, Marseille

Dans le local de la CNT-SO dans le 5ème nous rejoignons Safia qui fait partie de la branche Nettoyage, elle est déléguée syndicale. Ces dernières années, leur branche a été très dynamique. L'été dernier, ils ont mené les grèves des femmes de chambre de l'hôtel Marriott Prado, et celle des agents d'entretien de l'Agence Régionale de Santé (ARS). Elles ont été précédées par des grèves dans deux établissements Adagio (Vieux-Port et Saint-Charles) en 2022, au Novotel du Prado en 2020, et la fameuse grève de 167 jours à l'hôtel NH en 2019. Nous sommes également rejoints par Lara, employée de la CNT-SO qui commence par nous présenter comment la branche Nettoyage s'est formée.

LARA: Comment ça a été créé? En fait historiquement, c'est la CNT tout court. Elle a eu une scission à Paris en 2012. De cette scission, la *CNT Solidarité Ouvrière* est née; avec l'idée d'avoir des salariés juristes (et donc moi). Nous sommes partis avec une grosse partie des adhérents du nettoyage à Paris. Donc, c'est ça qui fait aussi qu'on s'est beaucoup développé dans ce secteur là, c'est qu'on avait déjà une base d'adhérents du secteur du nettoyage.

Aussi, dans nos statuts, il y a cette volonté de se développer auprès d'un public précaire.

En ce moment, il y a pas mal de campagnes sur les travailleurs dans le bâtiment pour les JO. On essaie de sensibiliser aux problèmes des travailleurs sans-papiers, dans la sous-traitance et aussi dans le bâtiment.

Et donc à Marseille ça a débuté en 2013 et voilà, on s'est pas mal développé; c'est le premier qui a démarré à Marseille et c'est toujours le plus important. La section est soit organisée par groupe d'hôtel, soit par hôtels, soit par employeur. Donc 250 dans le nettoyage et 50 dans l'inter-pro, je dirais.

SAFIA: J'ai commencé femme de chambre en 2012, après je suis passée à gouvernante...ça fait plus de dix ans que je fais gouvernante. C'est gérer l'équipe, les plannings, la gestion du linge, le stock de produits, des problèmes qui ne vont pas....

LARA: Safia, elle est aussi déléguée syndicale à *Premium* (entreprise de nettoyage en sous-traitance), elle a fait 10% aux élections dans son entreprise. Du coup là, son travail, c'est beaucoup plus animer la section *Adagio* qui est grosse. On a quand même énormément d'adhérents. Le *Premium*, c'est une entreprise où il y a presque tous les hôtels de Marseille pour rafler les marchés. Donc c'est Safia qui fait le lien, qui porte la voix du syndicat, qui explique quand on va peut-être faire une grève. Par exemple, avec Safia, on a fait pas mal de réunions de négociation avec l'employeur pour augmenter notre prime de fin d'année. Donc ouais, et c'est très très utile d'avoir Safia, surtout là, elle connaît tout ce qui est de la vie sur le site et dans l'hôtel, de cette façon, on peut mieux négocier.

Est-ce que tu peux me raconter comment tu as commencé à t'engager avec ce syndicat?

SAFIA: Ça a commencé avec une femme de chambre qui était au vieux port avec nous, qui a commencé à venir voir le syndicat. Et on a vu qu'avec elle en fait c'était fructueux parce qu'on avait des problèmes d'heures. Ils ne nous payaient pas

toutes nos heures comme il fallait. Et quand elle a commencé et qu'on a vu le résultat de là, on s'est toutes syndiquées.

Dans le nettoyage en fait, souvent vous avez des appels d'offres pour changer de société, pour offrir un meilleur contrat au suivant. Et donc il y avait une société qui était venue et qui nous avait pas repris sous le bon format de nos contrats. Normalement avec l'annexe 7, ils doivent nous reprendre avec le même contrat qu'on avait précédemment. Sauf que les sociétés, quand elles arrivent, elles espèrent toujours tomber sur des personnes qui ne la connaissent pas. Ils ont bien essayé dans ce cas. Mais malheureusement pour eux, ça s'est pas bien passé pour eux!

Comment sont vos contrats dans ce secteur ?

SAFIA: Quand j'ai été dans mon premier hôtel, quasi toutes les filles étaient à 7 heures de contrat par jour. Quand j'ai changé d'hôtel; j'ai trouvé des filles avec des contrats de 4 heures!

LARA: Les contrats habituels des femmes de chambre, sont entre 80 et 130 heures par mois. Ça fait très longtemps qu'on fait des luttes pour avoir le temps plein; comme la dernière qu'elles ont fait à l'hôtel Marriott.

SAFIA: Nous avons notre personnel fixe et après il y a les saisonniers qui s'ajoutent aussi.

LARA: l'été il va y avoir les CDD saisonniers. Donc ça, c'est vraiment la catastrophe. c'est un dispositif qui permet de ne pas payer de prime de précarité à la fin. Donc c'est vraiment le pire contrat. Le Paillason du droit du travail. Et puis à la fin de la saison, merci au revoir.

Donc, s'il y a une bonne partie qui travaille à temps partiel, est-ce que beaucoup d'entre eux ont deux emplois ?

SAFIA: Alors les trois quart non, parce que souvent c'est des mamans qui commencent à 9h parce que ça les arrange. Mais, elles ne peuvent pas rajouter d'heures parce que l'hôtellerie, c'est compliqué; on sait à quelle heure on commence, mais on ne sait pas quelle heure on ressort. C'est pire que la Sécu! Tout dépend de la journée de travail qu'on a; les chambres, dans quel état on va les trouver, est-ce que le client est vraiment parti tôt, etc.

LARA: Dans certains hôtels, elles n'ont pas de jour de repos fixe et elles ont de grosses variations avec des heures complémentaires qu'elles sont plus ou moins obligées de faire. On demande parfois des requalifications en temps plein aux prud'hommes en disant qu'elle est à disposition permanente de l'employeur; ça veut dire que normalement elle devrait pouvoir partir à 14h et faire un autre boulot ensuite, mais dans les faits, c'est pas possible.

Quelle est la plus grande tension entre les femmes de chambre et les patrons ?

SAFIA: les salaires.

Aussi, quand les heures ne sont pas prises en compte, ça fait rager les filles.

LARA: Nous avons négocié dans ces hôtels des salaires qui sont un peu plus élevés que la base.

le salaire le plus bas de l'heure, ça va être 11.75€ brut.... mais dans les hôtels où on a déjà fait un peu de grèves, ça va plutôt être entre 11.92€ et 12.13€ de l'heure.

Le métier s'exerce-t-il sur le long terme ou les agents changent-elles régulièrement ?

SAFIA: Avant, ça restait à long terme. Maintenant, de plus en plus il y en a beaucoup qui partent.

Il y en a qui sont retenus parce qu'il y a la barrière de la langue. C'est souvent des personnes qui viennent de l'étranger, qui ne parlent pas très bien français et qui n'ont pas le choix que de rester, surtout les mamans qui sont seules. Mais après oui, il commence à y avoir une évolution et je m'aperçois qu'il y en a beaucoup qui ne restent pas longtemps. Ça commence, on va dire c'est un début.

Et avez-vous beaucoup qui sont des étrangers?

SAFIA: Il y a que ça, oui. Elles sont obligées de rester parce que pour renouveler, il faut les contrats, il faut tout justifier, donc c'est contraignant.

LARA: Là j'ai une salariée, elle était un peu perdue dans son renouvellement, elle avait un titre de séjour de 10 ans, c'était sûr qu'elle allait être renouvelée. Ils lui ont direct demandé le lendemain du jour où ça expirait de prouver. Elle n'avait rien parce qu'elle était larguée. En fait, elle avait déjà reçu sa carte de séjour, mais son avocat a été nul; il ne lui a pas dit. Mais elle a été virée pour ça. Et voilà, en fait parfois les délais sont longs, et les procédures sont compliquées, et les avocats parfois ne font pas très bien leur travail non plus.

Et ce type de précarité supplémentaire dans la vie privée de vos membres, pose-t-il un problème pour apporter des luttes aux femmes de chambre ?

SAFIA: Non, parce qu'en fait, on a un très bon syndicat. Donc, quand il y a une grève, en fait, elles se servent de cette fameuse caisse de grève. En gros, la femme de chambre, après elle sait qu'elle n'a pas trop à s'inquiéter. Dans nos cotisations on prévoit toujours 1€ en caisse de grève, tous les mois. Tout le monde dans toutes les branches participe, donc c'est commun. Donc, quand il y a une grève, ils se servent de cette caisse. Et généralement, quand on fait des grèves, ça ne dure pas des jours, donc ça suffit amplement. Après souvent quand on fait des grèves, on ouvre des caisses de grève exprès pour que les gens puissent participer pour nous.

Est-ce que tu peux me décrire le rythme du travail de ce secteur?

SAFIA: C'est fatigant ouais; enfin, elles ont du courage franchement, elles ont du courage. Nous avons une dame, elle a 57 ans. Elle me fait de la peine en fait. Elle n'a plus de force pour faire les chambres, elle ne voit plus rien. Dès qu'elle ouvre la fenêtre, elle se met à tousser. Et c'est dur pour elle. Mais nous ne pouvons pas soulever ce problème (que le rythme est trop acharné) car sinon nous risquons d'être licenciés. En plus, elle est toute gentille! Toute pleine de volonté.

Mais oui, beaucoup de femmes souffrent. Il y a un rythme qui est acharné, où la gouvernante - quand elle n'a pas de personnel et que c'est la pleine saison - est obligée de charger les femmes de chambre qui, malheureusement, n'ont pas le choix que de rester pour le faire.

Donc ça pèse, et le lendemain on recommence. Et les chambres, vous ne savez jamais comment vous allez les retrouver. Nous, c'est un appart-hôtel où il y a la cuisine. Pendant les vacances, c'est les familles, c'est le sable, c'est la

catastrophe! Elles ont raison d'être fatiguées, parce que ça joue aussi qu'elles restent, elles font des heures (supplémentaires) et au final, il faut se battre derrière pour que ce soit payé. C'est fatigant pour elles. Et celle qui n'a pas de syndicat elle va attendre, et attendre et puis elle n'aura rien du tout.

...Une autre fois avec cette fameuse société PLD, ils avaient retouché nos contrats de manière à nous dire qu'on avait des jours de repos fixes. On avait un site fixe, mais ils sont arrivés en nous disant qu'à cause de nos jours de repos fixes, notre personnel serait amené à bouger sur plusieurs sites de manière à combler les trous en cas de manque. Quelque chose qu'on a totalement refusé. Donc, ça a été une grosse guerre avec eux. Qui a fait qu'après, ils ont décidé de partir! (Tout le monde au bureau rit).

Quels sont les impacts sur votre santé physique?

SAFIA: Moi, je suis fracassée! Déjà le fait de se baisser 15 fois... 40 fois, sous les lits, pour regarder la poussière et d'avoir les gestes répétitifs. J'avais eu un accident de travail au mois de mars. Tout ça parce qu'il y a un écart entre le sol du couloir et de l'ascenseur. On a des chariots, donc à chaque fois, il faut soulever. Jusqu'au jour où, en fait, mes deux roues se sont coincées entre deux rails et je me suis blessée au niveau du dos. J'ai eu le temps de me rétablir entre guillemets. Je reviens et c'est toujours pareil! On a mené des actions, avec les filles pour dire stop.

*** C'est à ce moment-là qu'une autre membre de la section de nettoyage, Patricia, apparaît dans le bureau avec une attelle au poignet.**

SAFIA: Patricia aussi, qui est là, qui fait partie de mon équipe, a eu aussi un accident de travail.

PATRICIA: Moi, je m'en charge de la chaufferie. Je prends du poids tout le temps avec les mains comme ça (elle fait un geste comme si elle soulevait quelque chose au-dessus de sa tête) pour mettre le drap en place et tout ça. Ce jour-là, j'étais en train de vider un chariot et j'avais pris un sac. Et en fait, ma main s'est retournée avec le poids du sac. Et comme quand tu prends le sac, tu l'entoures, je ne pouvais pas le lâcher. Voilà.

Après, j'avais la main hyper gonflée et tout. Et en fait, c'est un déchirement du tendon. Mais moi, la main, il me fait encore mal, il me fait encore mal.... et vers 9 mois plus tard, ils ont découvert une désinsertion du ligament et ils ont dit qu'il fallait m'opérer. J'ai été opérée et je bouge les doigts là. Mais ces deux là, je n'arrive pas trop à les bouger. J'ai encore mal. Je suis actuellement en train de reprendre d'anti-inflammatoires.

SAFIA: Ça fait quinze mois.

Les entreprises de nettoyage, essaient-elles d'empêcher l'activité syndicale ?

SAFIA: Oui j'ai eu ma tête mise à prix! (les rires emplissent le bureau)....Entre guillemets, comme je mène beaucoup d'actions.

En septembre 2022, on a eu la fermeture (de notre hôtel) au vieux-port.

Donc, on a placé tout le monde dans chaque site. Et au moment où je lui demande où va être mon affectation, personne ne me veut.

Donc, on me dit c'est bon, tu vas à l'hôtel Périer. J'y vais, et quand j'arrive devant, le directeur ne veut pas que je rentre. J'ai dit "comment ça?" Il me dit "non, interdiction pour vous de rentrer". Bon, j'appelle ma responsable pour lui dire; "je fais quoi? Moi, je dois travailler sur site et le directeur, il me dit je n'ai pas le droit de rentrer!" Elle me dit "comment ça? Il ne veut pas? Ils étaient avertis que vous allez commencer là-bas." Donc elle passe deux trois coups de fil. Elle me reprend au téléphone et elle me dit "bah écoute, si tu as des congés à prendre, tu peux les prendre." J'ai dit, "je n'ai pas de congés, je suis censée aller travailler." Donc elle me dit "Bah rentrez chez vous, je vous rappelle. On a une réunion avec le directeur Adagio."

D'accord. Donc, j'ai attendu.

Elle me recontacte et elle me dit "Bah voilà Safia, il va falloir faire une rupture conventionnelle parce que personne ne vous veut sur site."

À cette époque, j'avais un CDI, et en plus j'étais Représentant de la Section Syndicale (RSS).

"Mais c'est pas possible!" J'ai commencé. "Ah non mais euh, Safia, vous êtes connue sur Marseille pour tout ce que vous avez fait, toutes les grèves."

C'est là que sont intervenues mes collègues de la CNT et qui leur ont dit "vous avez obligation de lui trouver un poste sans quoi vous continuerez à la payer tout en étant chez elle."

LARA: Au bout d'un moment, j'ai pété les plombs, j'ai envoyé des mails en mode ; 'discrimination syndicale' et tout.

SAFIA: Donc après ils ont réussi à trouver une solution. Je suis restée chez moi 15 jours, j'ai commencé à être malade... j'ai commencé à avoir peur, j'ai 4 enfants. j'ai dit attends, s'ils m'arrêtent, qu'est ce que je vais faire?! En plus, on me proposait, des belles sommes. Mais moi, la somme, ça ne remplace pas toutes mes années de travail!..C'est une des raisons pourquoi je suis là (avec le syndicat)

Parlez-moi de vos luttes

SAFIA: Au début, c'est assez impressionnant!

La première, c'était impressionnant parce que c'est la première. Ça veut dire qu'on s'affiche devant l'employeur, devant les autres salariés. On s'est dit putain, demain on va être mal vus, ils vont nous faire la misère! Il y a cette appréhension là. Donc on s'est dit est-ce que vraiment on va tenir le coup parce qu'on ne sait pas combien de temps ça va durer.

Parce que vraiment, enfin, on était tous dans le doute, on était toutes en retrait; mais il y avait ce petit côté de ce qu'on va avoir. Donc ouais, La première est forte.

Alors que maintenant on y va! Maintenant, c'est un rite de chaises. Je ramène même mes enfants. On met de la musique...

LARA: La glacière?

SAFIA: C'est ça!

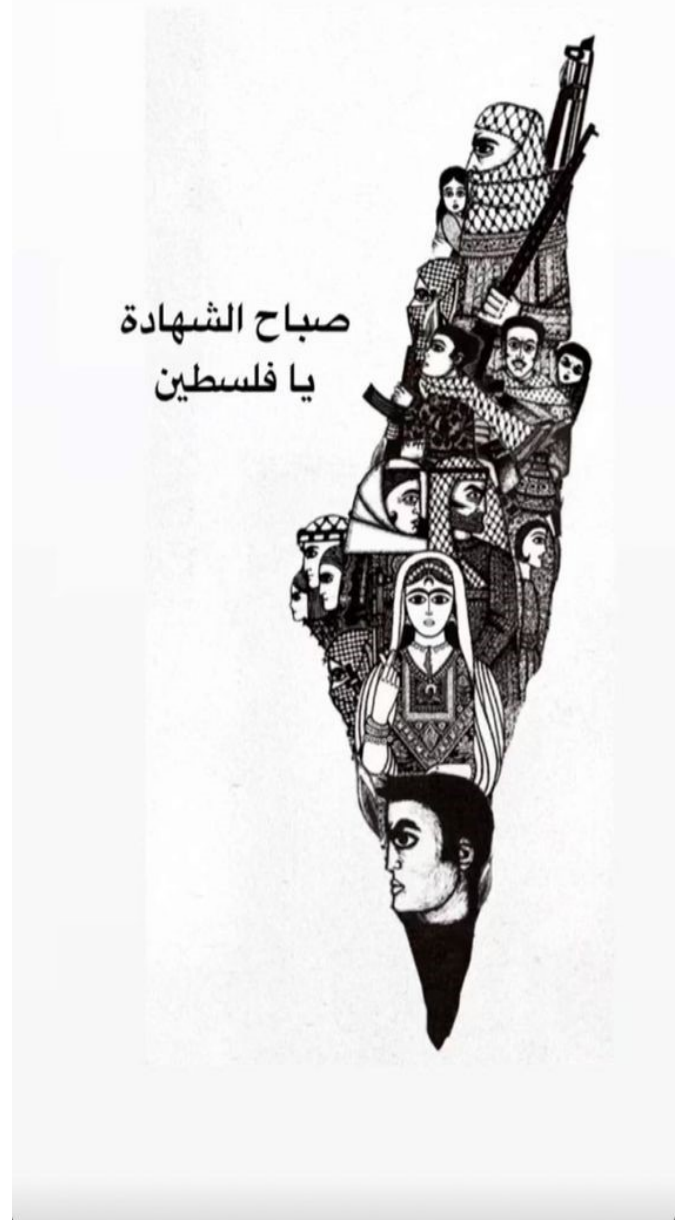
LARA: La dernière qu'on a faite là, en fait la prime qualité va s'appliquer mais pour l'année prochaine, et pour cette année, il voulait pas nous donner grand chose en plus. Et ça traînait et tout. Et puis, à un moment donné, on s'est dit...

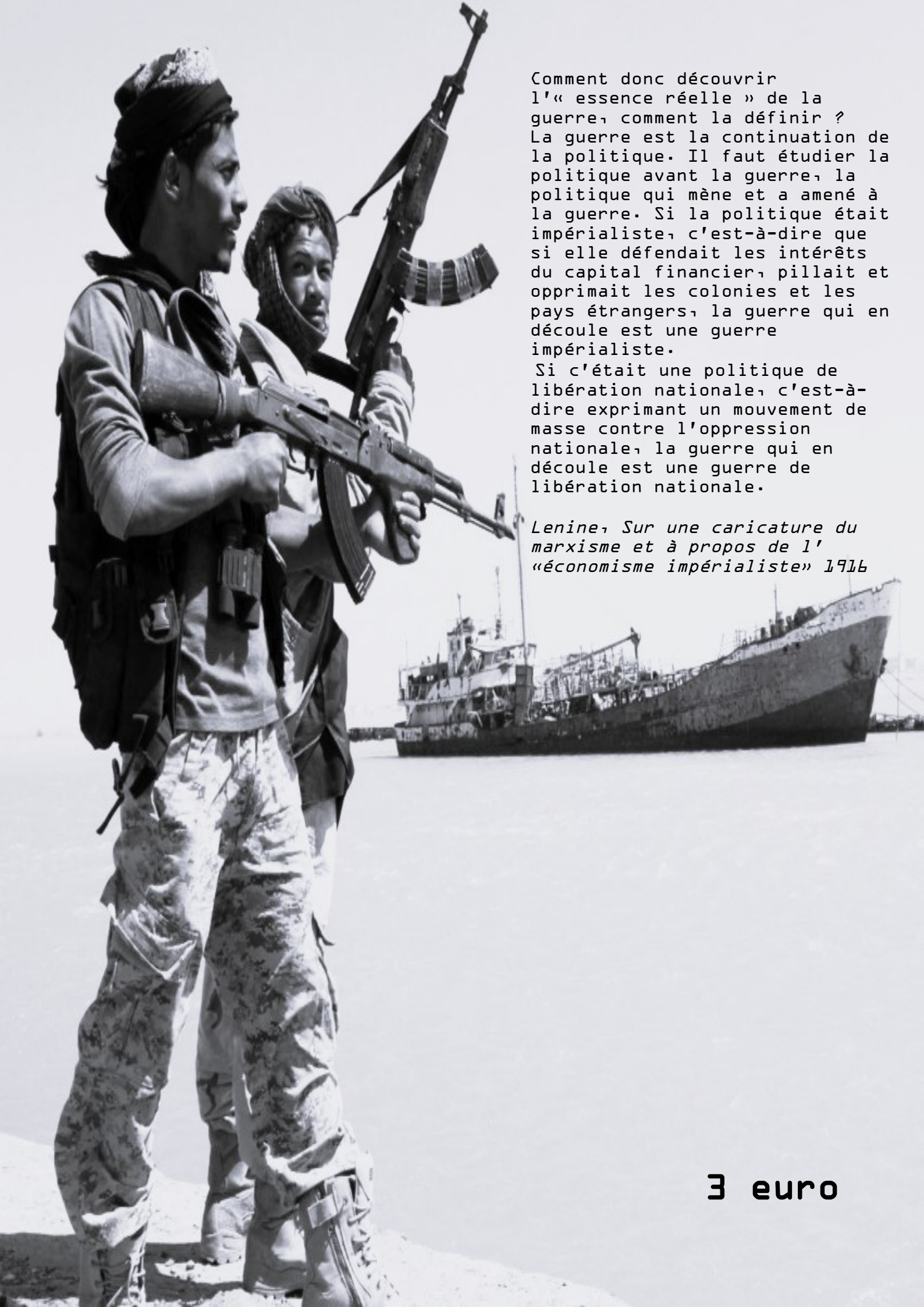
SAFIA: On en a eu marre en fait! parce que ça n'avancait pas, et on a dit on va faire une grève, juste histoire de marquer le coup. En plus on partait avec 3 hôtels.

LARA: Et l'employeur, il l'a su; je ne sais pas d'où ça vient la fuite, mais pour le coup, ça nous a servi. Parce que tout de suite les négociations sont revenues. On a eu presque tout ce qu'on voulait.

SAFIA: Quand on a commencé les premières grèves, c'est vrai que beaucoup avaient peur aussi de venir rejoindre le groupe et au fur et à mesure, quand elle lisait et qu'elle voyait ce qu'on gagnait... Tout de suite après, elles se sont senties un peu plus rassurées. Elles ont encore plus voulu rentrer dans le syndicat. Et maintenant, quand elles ont des problèmes, elles peuvent venir ici. Après, celui qui lit (cet article) et qui est intéressé peut toujours venir nous rejoindre.

La branche nettoyage se regroupe au local de la CNT-SO Rue Abbé Féraud dans le 5ème arrondissement de Marseille qui dispose de permanences du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 17h.





Comment donc découvrir
l'« essence réelle » de la
guerre, comment la définir ?
La guerre est la continuation de
la politique. Il faut étudier la
politique avant la guerre, la
politique qui mène et a amené à
la guerre. Si la politique était
impérialiste, c'est-à-dire que
si elle défendait les intérêts
du capital financier, pillait et
opprimait les colonies et les
pays étrangers, la guerre qui en
découle est une guerre
impérialiste.

Si c'était une politique de
libération nationale, c'est-à-
dire exprimant un mouvement de
masse contre l'oppression
nationale, la guerre qui en
découle est une guerre de
libération nationale.

*Lenine, Sur une caricature du
marxisme et à propos de l'
«économisme impérialiste» 1916*

3 euro